

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

RECHERCHES
SUR LA
CHAMBRE DES COMPTES
DU
DUCHÉ DE BAR

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE PAR
Paul SCHIMBERG

L'Acte public sera soutenu le Samedi 29 Février 1908, à 4 heures du soir

Président : M. GAVET, Professeur.
Suffragants { M. MICHON, Professeur.
 { M. SENN, Agrégé.

BAR-LÈ-DUC
IMPRIMERIE V^e ÉMILE COLLOT, 15, RUE ENTRE-DEUX-PONTS.

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

RECHERCHES
SUR LA
CHAMBRE DES COMPTES
DU
DUCHÉ DE BAR

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Paul SCHIMBERG



L'Acte public sera soutenu le Samedi 29 Février 1908, à 4 heures du soir

Président : M. GAVET, Professeur.

Suffragants { M. MICHON, Professeur.
 { M. SENN, Agrégé.

BAR-LE-DUC

IMPRIMERIE V^oe ÉMILE COLLOT, 15, RUE ENTRE-DEUX-PONTS.

1908

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BLONDEL, *, I ☉.

Doyen honoraire et Professeur honoraire : M. LEDERLIN, *, I ☉.

Professeur honoraire : M. LIÉGEOIS, *, I ☉.

MM. BLONDEL, *, I ☉, Professeur de Code civil, doyen.

BINET, I ☉, Professeur de Code civil et Chargé du Cours d'Enregistrement.

GARNIER, I ☉, Professeur d'Économie politique et Chargé du Cours de Législation financière.

GARDEIL, I ☉, Professeur de Droit criminel.

HUGUENEY, Chargé du Cours.

BEAUCHET, I ☉, Professeur de Procédure civile, Chargé du Cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et chargé du Cours de Législation et Économie coloniales.

BOURCART, *, I ☉, Professeur de Droit commercial et Chargé d'un Cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I ☉, Professeur d'Histoire du Droit, Chargé du Cours d'Histoire du Droit privé et du Cours de Droit naturel.

CHRÉTIEN, I ☉, Professeur de Droit international public et privé, et Chargé du Cours de Droit international public (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I ☉, Professeur de Droit public et constitutionnel et Chargé du Cours de Droit public (Licence) et de Droit public et Droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GENY, I ☉, Professeur de Code civil et Chargé du Cours de Droit civil approfondi (Doctorat).

MICHON, I ☉, Professeur de Droit romain et Chargé du Cours d'Histoire du Droit public.

ROLLAND, Agrégé et Chargé d'un Cours de Droit administratif (Licence), d'un Cours de Droit administratif (Doctorat) et d'un Cours d'Éléments de Droit public et administratif (Capacité).

SENN, Agrégé et Chargé d'un Cours de Droit romain, d'un Cours de Pandectes, et d'un Cours de Législation industrielle (Licence).

BROCARD, Agrégé et Chargé d'un Cours d'Économie politique et du Cours d'Histoire des Doctrines économiques.

SIMONNET, Chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

RENARD, Chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

MELIN, A ☉, Docteur en Droit, Chargé du Cours de Science sociale.

ROVEL, I ☉, Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

BIBLIOGRAPHIE

CALMET. — *Notice de Lorraine.*

CALMET. — *Histoire de Lorraine.*

CHEVRIER. — *Histoire civile, militaire, ecclésiastique et politique de Lorraine et de Bar.*

Cardinal MATHIEU. — *L'Ancien régime dans les provinces de Lorraine et de Bar.*

BONVALOT. — *Histoire du droit et des Institutions de la Lorraine et des Trois-Évêchés.*

LEPAGE. — *Les offices des duchés de Lorraine et de Bar.*

DIGOT. — *Histoire de Lorraine,*

DURIVAL. — *Mémoire sur la Lorraine et le Barrois.*

BELLOT-HERMENT. — *Historique de la Ville de Bar.*

SERVAIS. — *Annales historiques du Barrois.*

Abbé RENARD. — *Le Château de Bar.*

SADOUL. — *Essai historique sur les institutions judiciaires des duchés de Lorraine et de Bar.*

E. MATHIEU. — *Institutions judiciaires et politiques du Barrois non mouvant.*

MAXE-WERLY. — *Histoire numismatique du Barrois.*

MAXE-WERLY. — *Recherches sur les monnaies.*

LE PAIGE. — *Coutume de Bar.*

CLAUDE DE BEAUNE. — *Traité de la Chambre des Comptes de Paris.*

R. DE LURION. — *Notice sur la Chambre des comptes de Dôle.*

BORELLI DE SERRES. — *Recherches.*

DARESTE. — *La Justice administrative en France.*

LECHANTEUR. — *Dissertation historique sur la Chambre des comptes de Paris.*

Annuaire de la Meuse. A travers le Vieux-Bar.

Annuaire de la Meuse. Les origines de l'Architecture et de la Renaissance à Bar-le-Duc.

Journal de Gabriel Le Marlorat.

BARON DE DUMAST. — *La Chambre des Comptes du duché de Bar.* Manuscrit de C.-P. Longeaux, publié et annoté par le Baron de Dumast.

MAILLET. — *Mémoires alphabétiques pour servir à l'histoire au pouillé et description du Barrois.*

Mémoires de la Société des Lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc.

Bulletins de la Société d'Archéologie Lorraine.

AUGER. — *Traité des tailles.*

ROGEVILLE. — *Dictionnaire des Ordonnances.*

Recueil des Edits, Ordonnances, déclarations, etc., du règne de Léopold.

LESORT. — *Les Chartes du Clermontois.*

D^r BAILLOT. — *L'Hospice de Bar-le-Duc.*

Archives de la Meuse.

Archives de la Meurthe.

Bibliothèque municipale de Bar-le-Duc.

INTRODUCTION

Sous le nom de Chambre du Conseil et des Comptes, Cour des aides et des monnaies, il existait dans le Barrois une cour souveraine aux attributions étendues. Elle avait été établie pour faire rendre et examiner les comptes de deniers publics, répartir les tailles, vérifier les ordonnances et déclarations ducales, les lettres de noblesse, les dénombrements fournis par les vassaux, etc.

Ce Tribunal, qui siégeait à Bar-le-Duc dans l'Ancien château des ducs, était une des juridictions les plus en vue du Barrois. Il brillait d'un vif éclat, tenait un rang élevé et jouissait d'une réelle autorité ; les privilèges de ses officiers étaient considérables.

Nous allons examiner, dans une première partie, à quelle époque il apparut et retracer son histoire générale. Nous étudierons ensuite sa composition et les avantages dont il jouissait. Enfin, dans une troisième partie, nous énumérerons ses attributions.

Nous devons un souvenir reconnaissant à M. d'Arbois de Jubainville, Archiviste de la Meuse, pour le concours qu'il nous a prêté spécialement dans la recherche et la lecture de divers textes anciens.

La complaisance que nous avons toujours rencontrée chez M. Vigo, Conservateur de la Bibliothèque municipale de Bar, nous fait aussi un devoir de lui adresser des remerciements particuliers.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Date d'apparition de la Chambre

Opinion des gens des comptes, des auteurs anciens et modernes. — Examen des plus anciens documents. — La « Curia ». — Les « Compteurs ». — Leurs déplacements. — Ils deviennent sédentaires.

On ignore l'époque exacte à laquelle la Chambre fut instituée. En dépouillant des écrits émanant de ses membres, on constate que ces magistrats avaient une tendance générale à faire remonter la création de leur compagnie à l'érection du Barrois en comté. On sent qu'ils aimaient à dire que la Chambre des comptes était très ancienne. Dans un mémoire, présenté au roi, au sujet des prétentions du Parlement de Metz, ils déclaraient que l'origine de leur Tribunal se perdait « dans la nuit des

tems *[sic]* » (1). En 1777, le procureur général du Barrois le proclamait « l'un des plus anciens Tribunaux souverains qui soient en France » (2). Le doyen de Maillet écrivait, en tête de l'introduction de ses mémoires sur le Barrois, que cette assemblée était « aussi ancienne que le « Barrois » (3).

Les membres de cette cour s'exprimaient de la même façon, en 1704, dans des remontrances adressées au Roi : « La Chambre se croit obligée de représenter à votre « Altesse Royale qu'originellement elle est aussi ancienne « que le duché de Bar » (4).

Cette opinion est rapportée par Rogéville, qui affirmait de son côté que la cour des comptes remontait « aux « temps les plus reculés... On ne sera pas étonné, disait-il, « de l'impossibilité où l'on se trouve de fixer l'origine « de cette compagnie, lorsque l'on saura qu'elle était « déjà inconnue du temps de Choppin qui écrivait, « il y a plus de deux siècles. Cet auteur, ayant « avoué dans son traité du Domaine en France, qu'il « composa en 1572, qu'elle passait la mémoire des « hommes : ambarrorum quoque Duci, sua est, jam olim

(1) Mémoire présenté par la Chambre du Conseil et des comptes du duché de Bar sur les prétentions du Parlement de Metz contre les Tribunaux supérieurs de la Lorraine et du Barrois, page 1, Arch. Meuse, B. 2943.

(2) Arch. de la Meuse, B. 2943. Second mémoire du Procureur général de Bar adressé au roi pour « rétablir l'ordre au Barrois », 1^{re} ligne.

(3) MAILLET. — *Mémoires alphabétiques pour servir à l'histoire au Pouillé et description du Barrois*, 2^e édit., Nancy, 1773, p. 7.

(4) Arch. de la Meuse, B. 2943. Remontrances au sujet de matières contentieuses.

« et instructa rationalium classis, præfecturaque in Barrensi oppido legitima. De domanio Franciæ, lib. 2, titre « 15, n° 18 » (1).

Quelques-uns disaient que ce Tribunal fut établi avec les Grands jours de Saint-Mihiel vers 951 par le comte Frédéric. On lui donna d'abord le titre de « Chambre aux deniers » et à ses officiers celui de « Gens du conseil et Bureau Monseigneur » (1).

Selon dom Calmet, elle fut établie par les comtes de Bar. « On ne trouve pas, écrivait-il, les titres de son établissement, mais on a des chartes du duc de Bar, Thiébaud II, qui commença son règne en 1240, qui prouvent que de son temps l'établissement était fait » (2).

De toutes les indications que nous rapportons, celle-ci semble la plus sérieuse, non seulement en raison de l'autorité de dom Calmet, mais encore grâce à des documents que nous citons plus loin et qui viennent corroborer cette opinion. Elle est admise par les auteurs modernes. Bellot-Herment prétend que la Chambre était « en plein exercice » sous le règne de Thiébaud II (3). Dans son ouvrage sur le Château de Bar, M. l'Abbé Renard déclare que les officiers des comptes « fonctionnaient » au XIII^e siècle (4). M. Sadoul suppose que notre Cour était un démembre-

(1) ROGEVILLE. — *Dictionnaire des Ordonnances*, p. 124.

(2) CALMET. — *Notices de Lorraine*, T. 1^{er}, p. 84.

(3) BELLOT-HERMENT. — *Historique de la ville de Bar-le-Duc*, Bar-le-Duc, M^{me} Laguerre, Avril 1863, p. 87.

(4) RENARD. — *Le Château de Bar. Autrefois et Aujourd'hui*. Bar-le-Duc, Contant-Laguerre 1896, p. 148.

ment du Conseil du prince, mais ne fixe pas de date pour son établissement (1). M. Mathieu pense qu'elle ne remonte guère au delà du XIII^e siècle, mais il ne fonde pas son opinion (2).

Telles sont les indications fournies par les principaux auteurs sur la question des origines de la Chambre des comptes de Bar. Aucun d'eux ne rapporte l'acte de création, et tous en sont réduits à des conjectures pour fixer l'époque de son apparition. La raison en est dans le défaut d'existence de l'acte d'établissement.

Tout ce qu'on nous apprend en ce qui le concerne, c'est que, s'il a existé, il a disparu depuis longtemps. Les conseillers de notre Cour des finances du Barrois déclaraient, dans un mémoire, que les titres qui l'instituèrent « ont péri pendant les guerres sous les ruines des principales villes du duché de Bar » (3). Ailleurs ils disaient : « Il est vrai qu'on ne rapporte pas le titre primordial de « l'établissement de cette Chambre du conseil et des « comptes de Bar. Il y a lieu de croire qu'il a été perdu « avec quantité d'autres par la translation des papiers « qui fut faite en 1670 en la citadelle de Metz par les « Français, lors de la sortie de Charles IV, ou bien en

(1) CH. SADOUL. — *Essai historique sur les institutions judiciaires des duchés de Lorraine et de Bar avant les réformes de Léopold I^{er}*. (Thèse). Berger-Levrault, Nancy, 1898, p. 214.

(2) EDMOND MATHIEU. — *Institutions judiciaires et politiques du Barrois non mouvant jusqu'à la fin du XVII^e siècle*. Nancy, R. Vagner, 1903. (Thèse), p. 124.

(3) Arch. Meuse, B. 2943. Mémoire sur les prétentions du Parlement de Metz.

« différentes prises et reprises de la ville et du château de Bar en différents siècles » (1).

De toutes ces observations, il résulte que nous ne pouvons fixer avec précision la date de l'institution de notre Chambre des finances. Pour connaître approximativement l'époque de sa création, il faut rechercher quels sont les actes officiels les plus anciens qui contiennent la preuve de son existence.

(1) Arch. de la Meuse, B. 2943. Mémoire daté de 1709.

Dans un mémoire sur la souveraineté des Ducs de Bar, M. DE VENDIÈRES, procureur général du Barrois écrivait : « Toute l'Europe scait que les archives des duchés de Lorraine et de Bar ont esté différentes fois ruinées ; qu'en 1633 la France enleva ce qu'il y avait de plus précieux et qu'en 1670 le 15 septembre, on enleva et emporta tous les titres et papiers des trésors des Chambres des comptes et toutes les chartes qui étaient déposées dans ces lieux sacrés depuis l'origine des deux états ; plus de trente chariots furent chargés des registres et monuments qui furent tirés de la seule Chambre des comptes de Bar et conduits dans la citadelle de Metz où ils sont restés 28 années ; mais malgré ce malheur, et la perte qu'on y a faite de ce qu'il y avait de plus ancien, de plus curieux, de plus essentiel suivant les anciennes notes *(sic)* et des copies que le hazard *(sic)* a fait retrouver dans le désordre où tout était, Dieu... a voulu conserver assez de monuments et de pièces pour justifier clair comme le jour de la réalité, de l'étendue et de la reconnaissance de ces droits ». Arch. de la Meuse, B. 2927, page 32.

Les archives de la Chambre des comptes de Bar furent soumises à de nombreuses vicissitudes. Thierry Alix, président de la Cour des Comptes de Lorraine, obtint le transfert d'un certain nombre de titres de la Chambre de Bar dans le dépôt dont il avait la garde. Le transfert eut lieu en décembre 1544. Les gens des comptes de Bar envoyèrent alors à Nancy 2 coffres remplis de « lettres et titres prins du trésor de la Chambre des comptes ». Arch. Meuse, B. 549, f° 213. — Au mois de février 1552 six tonneaux pleins de documents furent à nouveau transportés à Nancy. (Ibid., B. 544, f° 186.) — En 1581 le Secrétaire d'Andènes emmena aussi des titres. — En 1587 on employa

Le document le plus ancien que l'on rencontre et qui permette d'induire que notre Cour fonctionnait au ^{xiii} siècle, date de 1154. C'est une charte de Renaud, comte de Bar, qui concernait l'Abbaye de Jeand'heurs, et portait ces mots : « Ego comes Reinaldus, montionis et Barri virorum meorum nobilium curiae Barrensis, causa veritatis confirmandae, scripto et sigillis nostri impressione ad posterum transmittimus » (1).

71 aunes de toile à fabriquer des sacs « pour mettre et empacter les titres du trésor de la Chambre des comptes de Bar qui ont esté mené au lieu de Nancy par le commandement de Son Altesse ». (Ibid. 570, f° 161). Cf. A. LESORT *Les Chartes du Clermontois*. H. Champion, 1904 p. 33, note 2).

Lors de l'occupation des duchés par Louis XIII, une partie des archives de la Chambre de Bar fut transportée au Château de La Mothe et ensuite à Paris au trésor des chartes de Sainte-Chapelle. Le dépôt tout entier fut emmené à Metz et à Paris, lorsque Louis XIV supprima la Chambre en 1670. (Voir page 30). L'envoi des titres dû se faire en plusieurs fois. Des tonneaux contenant des pièces furent conduits à Metz en 1681. Villemur, agent du roi de France, fut chargé de diriger cette besogne. Il s'en acquitta avec une telle désinvolture que le greffier Morel indigné se plaignit « de ce qu'on eut fait fouiller sa maison... brûler des papiers du greffe ». « Ces papiers utiles à plusieurs, disait-il, ne doivent pas être appelés paperasses abimant les maisons ». Cf. *Une page de l'Histoire de la Chambre de Barrois* par M. FOURRIER DE BACOURT. *Bullet. de la Sté des Lettres de Bar*, n° 12, décembre 1906).

Il ne faut donc pas imputer uniquement au « vandalisme révolutionnaire » la majeure partie des pertes subies par les archives de la Chambre de Bar. Certaines pièces furent égarées lors de tous ces déménagements, d'autres disparurent sous la Révolution, d'autres furent détruites dans les combles des greniers de la Préfecture de Bar. (Voir p. 90).

(1) Charte de Renaud, Comte de Bar, portant confirmation de l'alleu de Jean d'heurs donné aux Frères de l'Ordre de Prémontré par Gérard Châtelain de Bar (1154). Arch. Meuse. Inventaire des titres de l'Abbaye de N.-D. de Jandeures, T. 1^{er}, fondation, p. 16.

Examinons quelle était la composition de cette « curia » et quelles étaient ses attributions. A ses débuts, elle formait le Conseil du comte. Elle se composait des enfants, des frères, des oncles du souverain et d'autres princes. Dans la suite on voit assister, à ses délibérations, des baillis, des sénéchaux et d'autres officiers. On ne peut douter de l'existence de ce Conseil dont font foi un nombre considérable de chartes, notamment des lettres de fondations, de dotations, d'amortissements, etc. Cette curia prenait part au gouvernement. Elle examinait, confirmait, entérinait les édits rendus par l'autorité souveraine. Elle participait à l'administration de la justice et du domaine. A cette époque, les comtes avaient institué dans la province des agents appelés prévôts pour percevoir directement leurs revenus et redevances des fermiers, serfs, censitaires, etc. D'après Bellot-Herment (1), il existait un prévôt à Bar en 1106, un à Arrancy en 1213, un à Hattonchâtel en 1240, un à Marville en 1268, un à Longwy en 1298, etc. (2). Ces fonctionnaires rendaient compte de leur administration au prince assisté de son Conseil.

Peut-on dire qu'alors cette assemblée formait vraiment une cour supérieure chargée de l'examen et des jugements concernant la gestion des finances et la conservation du domaine ? Non, il ne le semble pas. Si l'on se reporte à ce qui existait en France à cette époque, à Paris notam-

(1) BELLOT-HERMENT, ancien Chef de division à la Préfecture de la Meuse, fit de nombreuses recherches dans les archives municipales et départementales. Ses manuscrits sont déposés à la Bibl. mun. de Bar-le-Duc.

(2) Biblioth. municipale de Bar. Manuscrit n° 135, 2^e dossier.

ment, on remarque qu'aucune Chambre des comptes ne fonctionnait encore d'une façon normale et régulière. Il est vrai que certains auteurs ont prétendu que la Cour de Paris était aussi ancienne que la Monarchie (1). On a dit également qu'elle fonctionnait en 1256, cependant elle ne reçut une organisation indépendante que par l'ordonnance de janvier 1319, et c'est à ce moment qu'il y a lieu, à notre avis, de fixer son établissement comme cour constituée.

On rencontre d'autres documents qui peuvent laisser croire au fonctionnement de notre Chambre au XIII^e siècle. Ce sont des dénombrements et des comptes. Les plus anciens dénombrements que nous ayons découverts datent de 1259 (2), de 1295 (3). Dans aucun d'eux, il n'est question de la Cour des comptes; ils permettent simplement de supposer qu'un personnel spécial devait être chargé de leur vérification. Certains comptes qui datent des XII^e et XIII^e siècles appuient la même hypothèse; mais aucun de ces documents ne prouve d'une façon directe l'existence d'un corps constitué avec des attributions domaniales et financières assez précises.

Des registres commencés en 1301 et clos en 1307, et d'autres de 1315 à 1331 renferment aussi des états de

(1) Dictionnaire de Ferrière-Vo. Chambre des comptes.

(2) Dénombrement de 1259 produit par Jehan sire de Cons pour Eugni la Ville, etc. : « Je Simon, Abbé de Gorzel, déclare que Jehan sire de Cons a reconnu par devant lui qu'il tient en fief et en hommage de noble baron comte de Bar, Eugni la Ville... » Ce document ne donne pas d'autre indication. — Arch. Meuse, B. 372.

(3) Arch. Meuse, B. 372.

recettes et dépenses de divers fonctionnaires publics (1). On constate que ces comptes se rendaient directement au prince qui statuait ; ses jugements, qualifiés arrêts, n'étaient pas signés.

D'autres registres de la même époque indiquent qu'on soumettait les comptes à des personnages appelés « commis » ou qualifiés « députés pour oïr nos comptes » (2). Il semble que ces « commis » étaient des officiers du souverain délégués par lui à l'examen de sa comptabilité en raison de leurs connaissances techniques. En 1317, Jacques le Receveur et Jacques Massart furent chargés de vérifier et de juger la gestion de Jean Boucher, prévôt de Bar et bailli de Bassigny.

Ces officiers « députés pour oïr les comptes » reçurent les noms de « compteurs ».

Cette expression fut employée en 1322 par Jennet Petitprêtre, receveur général du Barrois (3). Dans un état de recettes et dépenses de 1336 à 1339 on lit ces mots : « Dépenses faites par les *compteurs* de la comtey en opérant à Bar (4) », et ailleurs, dans un compte dressé par Colet Mignot, Cellerier de Bar, pour sa gestion des années 1336-1337 « Despens des *compteurs* en revant les compes de la comtey dès le mercredi après les octaves de la Chaudelour l'an xxxvj jusqu'au ven-

(1) Cf, Arch. Meuse, B. 2916.

(2) Cette expression est fréquemment employée dans les ordonnances du xiv^e siècle.

(3) Arch. Meuse, B. 492. Compte de Jennet Petitprêtre, Receveur général du duché de Bar.

(4) Arch. Meuse, B. 796.

« dredî après la Saint-Remey, l'an xxxviij » (1). Dans un autre registre de la Chambre, on trouve ce passage : « xxviii livres de cire à Vivien de Rancourt, jadis « gruyer, laquelle il devait à Mons, pour les arrivages « de Rancourt l'an xxi et li ont brisé li *comptours* à « deniers par lettres de commandement de Mons, et « rabattu de ce que M. li Cuens devait audit Vivien par « point de registre si comme on le trovera par lesdits « *comptours* » (2).

Ces « députés pour oïr les comptes » émanaient-ils de l'ancienne « curia » ? Nous n'en sommes pas certains, mais à notre avis, on peut répondre affirmativement, car, on sait qu'à côté des princes du sang se sont glissés d'autres personnages d'un rang inférieur, en raison de leurs connaissances professionnelles. Ces « compteurs » sont devenus les magistrats de notre Chambre des comptes, toutefois, il semble qu'au xiv^e siècle, ils ne formaient pas une cour supérieure spéciale. Sur un ordre du prince, ils jugeaient pendant un temps plus ou moins long les états de recettes et dépenses présentés par les

(1) Arch. Meuse, B. 796, fo 23, art. 2^e de la page.

(2) Bibl. mun. de Bar, n^o 134, p. 15, et Arch. Meuse, B. 792.

Les manuscrits de la Bibliothèque municipale de Bar auxquels nous avons eu recours émanent surtout de Bellot-Herment (n^{os} 134-135 et 142). Nous avons puisé aussi des indications intéressantes dans le manuscrit de Servais, porté au catalogue de la bibl. mun. sous le n^o 21. Mais nous regrettons infiniment de n'avoir pu consulter celui qui est indiqué sous le n^o 22 avec cette rubrique : « Chambre des comptes du Barrois. Notes recueillies par V. Servais xiv^e-xvii^e siècles ». Ce manuscrit, qui certainement contenait des renseignements précieux, a disparu.

comptables. Peut-être formaient-ils, dans le conseil du souverain, une section spéciale chargée d'examiner la comptabilité.

Ils se déplaçaient au ^{xiv}^e siècle. Ils suivaient leur seigneur et faisaient aussi, seuls, des tournées d'inspection. Divers comptes de 1300 à 1350, rapportent le passage du roi et de son conseil dans différentes localités. Bellot-Herment indique plusieurs déplacements des « commis » : « Journée à Saint-Mars contre les gens du Roy pour les « pennies (1) que on avait fait en la conté » ; une autre journée « pour avoir recreanté des bestes que on avait « penniés en la conté » (2); une autre journée à Gondrecourt « pour descomber les besoignes d'entre « l'abbé Jehan et l'abbé Fourquan en procès à l'occasion « de l'abbaye de Saint-Léon de Toul » (3).

A la même époque, d'autres officiers du prince voyageaient pour l'exercice de leurs fonctions. Dans des extraits de comptes, Bellot mentionne le versement de diverses sommes à des fonctionnaires pour déplacements : « XVII l. VII. s. pour les despens, le Prévôt de Bar, le « Maire de Revigny et plusieurs aultres qui furent à « Andernay, l'an ^{xxi}, le dimenge jour de feste Ste-Lucie, « en allant à une journée à Sermaize, contre les gens du « Roy, pour un batant qui avait esté entre ceulx d'Ander- « nay et de Sermaize, et y furent encore au souper, et le

(1) Vols.

(2) Bibl. mun. Bar, manuscrit n° 134, f° 15.

(3) Compte de Vivien-Petitprêtre de Revigny, Prévôt de Gondrecourt (1327-1330). — Arch. Meuse, B. 1410, et Bibl. mun. Bar, manuscrit n° 134, p. 16.

« lundi lendemain au disner ; furent avec le Prevôt, le
« Maire de Sermaize et plusieurs de sa compagnie que le
« prévôt y fit estre pour avoir plus grant savoir à
« eulx » (1). « XXI l. pour les despens que le Prévôt
« Damhuc et lor compagnie qui furent à Longeville
« l'an m le xxi la vigile de feste Saint-Pierre et Saint-
« Paul, au digner en revenant de Longeawe pour apporter
« la paix de la morte faite d'entre ceux de Liney et de
« Longeawe » (2).

Dès le milieu du xiv^e siècle, un certain nombre de comptes furent présentés à Bar. On lit dans un registre de cette époque : « Recette de deniers par Jean de
« Sainte-Genevièvre, prévôt de Longwy, depuis le jour de
« Sainte-Agathe, qu'il comptat (*sic*) à Bar en 1346, jus-
« qu'au dimanche après l'Ascension » (3). Peut-on conclure que les gens des comptes étaient sédentaires dès l'année 1346 ? Non, car ils ont continué à se déplacer. Ils allèrent à Saint-Mihiel en 1366 (4). Même un compte de 1424 renferme une dépense de 60 fr. payés aux magistrats de la chambre pour gages et pour un voyage à Nancy « pour l'audition des comptes de feu Colet Ricart
« jadis receveur à Bar et autres officiers du duché de
« Bar » (5). Néanmoins, on peut prétendre qu'en 1437 la Chambre était sédentaire. Par un mandement de cette

(1) Bibl. mun. Bar. Manuscrit n° 134, p. 15.

(2) Ibid. Manuscrit n° 134, p. 15, verso.

(3) Arch. Meuse, B. 1852.

(4) Voir p. 150.

(5) Arch. de la Meuse, B. 1852.

année, René d'Anjou a invité tous les officiers à soumettre annuellement leurs comptes à la Cour et leur a assigné à cet effet une somme pour leur voyage ; ce qui montre bien qu'en principe la Chambre ne se déplaçait plus (1).

Ainsi donc, nous sommes amenés à conclure que l'ancienne Cour des finances de Bar ne procédait pas d'une ordonnance rendue par le souverain de ce pays, mais de l'évolution progressive du conseil du prince. A notre avis, elle provenait de l'antique « curia ». Elle s'est développée assez lentement. Les officiers qui la composaient étaient les mêmes que ceux qui précédemment assistaient leur chef, lorsque les comptes lui étaient présentés. Ils portaient les mêmes noms. L'organisme social, en devenant plus complexe, a nécessité une assemblée pour apurer les comptes.

Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, des officiers délégués par le prince vérifiaient la comptabilité. Ces fonctionnaires ont dû former une section spéciale au sein de la « curia ».

Mais il n'existait pas de corps distinct constitué en cour souveraine pour l'apurement des comptes au ^{xviii}^e siècle.

La Chambre des comptes de Paris a subi la même évolution. En France, toute l'administration du domaine se faisait dans les temps les plus reculés par le souverain et à sa suite. Les conseils aidaient aux délibérations et aux décisions sur les affaires générales de l'Etat, comme sur les questions particulières de l'administration. On envoyait

(1) Mandement du duc René du 20 septembre 1437. Bibl. ville de Bar, Manuscrit n° 134.

aussi dans les provinces des commissaires tirés du conseil. Ils faisaient des tournées d'inspection.

Philippe le Bel modifia cet état de choses en formant plusieurs assemblées avec l'ancienne curia ; l'une prit le nom de « Chambre des comptes » et eut la connaissance du domaine et des finances.

Cependant, il y a lieu de remarquer que l'on ne commet pas d'erreur, quelle que soit l'opinion que l'on adopte sur l'époque où fut créée la Cour des comptes de Bar. Il suffit d'observer qu'aux ^{xiii}e, ^{xiiii}e et ^{xv}e siècles, elle ne formait pas un tribunal souverain avec des fonctions purement financières et domaniales. Elle était alors une section d'un conseil aux attributions variées et peu précises, ainsi que cela se présente chez les peuples jeunes. Les chefs d'Etat ont eu, de tous temps, un domaine à gérer, des droits à percevoir, des dépenses à acquitter. Il leur a toujours fallu des préposés pour s'occuper de la gestion de ce domaine, de la perception de ces droits, ainsi que du paiement des charges. Des officiers ayant la confiance du prince étaient nécessaires pour examiner la comptabilité : mais, au début, une seule et même assemblée suffisait pour l'administration de l'Etat. A Paris, le conseil privé expédiait toutes les affaires, quelle que fût leur nature. Ce n'est que peu à peu que l'ordre se mit dans l'administration. Avec le développement des affaires, des dépenses publiques, des revenus du domaine, se constitua un corps spécial pourvu d'attributions financières et domaniales. Peut-être l'organisation de la Cour des comptes de Paris a-t-elle contribué au développement de celle de Bar. C'est par imitation de ce qui se passait en France

que Philippe I^{er} a créé la Cour des comptes de Flandres, en la copiant sur celle de Paris et de Dijon.

Il faut arriver au x^v^e siècle pour rencontrer des ordonnances des ducs de Bar organisant ce corps spécial qui s'est séparé peu à peu de l'ancienne « curia ».

CHAPITRE II

Histoire générale du XV^e au XVIII^e siècle.

Instructions données à la Chambre des comptes de Bar au xv^e siècle. — Du nom de la Chambre. — Occupation du Barrois par Louis XI (1473). — Conflits de la Chambre avec divers tribunaux. — Des concordats de 1571-1573-1575. — Série d'ordonnances concernant les attributions domaniales et financières de la Chambre. — Occupation du Barrois par Louis XIII. — Première suppression de la Chambre par Louis XIV (1657) et rétablissement. — Restauration de Charles IV dans ses États. — Nouveaux conflits de juridiction entre la Chambre et d'autres Tribunaux. — Nouvelle occupation du Barrois par Louis XIV et suppression des Cours souveraines des deux duchés (1670). — Traité de Ryswick (1697) et rétablissement de la Chambre (1698). — Attaques diverses contre la Chambre. — On projette de la supprimer. — Suppression définitive des Chambres des comptes.

Il semble que René d'Anjou fut le premier organisateur de la Cour de Barrois. Il rendit plusieurs ordon-

nances qui montrent l'attention particulière qu'il lui portait.

Dans un compte de l'an 1424, dressé par le Receveur général du duché de Bar, il est question d'une « nouvelle ordonnance » du prince sur le nombre et les gages des officiers de la Chambre. Ce document indique leurs appointements « depuis le darrien jour de novembre 1423 « jusqu'au douziesme jour d'aoust » 1424 (1). On peut donc supposer que d'autres ordonnances, concernant cette Cour, avaient été rendues auparavant. Le roi René réglementa certaines de ses attributions en 1434. Il décida que le candidat qu'il nommerait à une fonction administrative se présenterait devant la chambre pour en recevoir en quelque sorte l'investiture. Le comptable de deniers publics devait être accompagné de ses « pleiges ». La Chambre les agréait ou les refusait. Les cautions garantissaient la bonne gestion du fonctionnaire et s'engageaient à rembourser au trésor le déficit qui pouvait se produire dans sa caisse.

Un incident survenu en 1437 montre que René d'Anjou tenait la main à ce que les comptes fussent présentés régulièrement à sa Cour et vérifiés par elle. Plusieurs officiers de la recette de Bar avaient refusé de satisfaire à cette obligation. Aussitôt averti, le duc donna un mandement, le 20 septembre 1437, par lequel il invita ces comptables et « tous autres du duché de Bar à « soumettre le résultat de leur administration devant la « Chambre par chacun an » (2).

(1) Bibl. mun. de Bar, manusc. n° 134, p. 23.

(2) Arch. de la Meuse, B. 2943. Mémoire de la Chambre des Comptes daté de l'année 1714.

Quelques années après, le même duc étendit la compétence de notre ancienne Cour. Par son ordonnance du 24 décembre 1446, il lui confia momentanément le pouvoir de juger des appels qui se portaient aux grands jours de Saint-Mihiel. Il déclara « que les appellations
« interjettées par les sujets qui sont et seront demeurant
« en la partye du duché tenue en fief du Roy, qui,
« d'aucuns baillifs ou autres officiers de quelconques
« griefs soit à l'audience des grands jours de Saint-
« Mihiel et relevés d'iceux, seront doresnavant, par com-
« mis à ce députés et à ce ouys, en plein auditoire déci-
« dées, déduites et terminées en la ville de Bar; et les
« sentences, arrests ou jugements sur icelles rendus et
« prescrits par lesdits commis tout ainsy que faire se
« pouvoit à Saint-Mihiel voulant qu'ils ayent telle force
« et valeur efficace » (1). Mais les instructions les plus intéressantes à connaître, émanant de René d'Anjou et concernant les fonctions de la Chambre, sont celles qu'il lui fit parvenir en 1454 (2). A cette époque, il séjournait en Anjou. Les gens des comptes de Bar lui avaient délégué deux d'entre eux, Jehannot Merlin, président, et Jehan Aubert, conseiller, pour le consulter sur diverses affaires en cours. Ses décisions furent présentées à la Chambre par ces deux députés, le 14 septembre 1454, et signifiées au Receveur général du Barrois, Jehan de Barbonne, le 16 septembre suivant. Le duc y traitait différentes questions. Il déclarait qu'il était d'avis de ne pas donner suite

(1) Arch. Meuse, B. 2943. Mémoire de l'année 1709. fo 4.

(2) Arch. Meuse, B. 2942.

à une enquête suivie par plusieurs de ses officiers, concernant les hauts-passages, les eaux et forêts et d'autres questions. Il demandait à la Chambre de procéder à l'élection de plusieurs de ses membres pour se mettre en rapport avec les officiers royaux des baillages frontières, et résoudre avec eux les difficultés qui pourraient se présenter. Il lui ordonnait de faire le relevé des terres qu'il tenait en fief, en Barrois et en Champagne, d'en préparer le dénombrement et d'astreindre « tous les officiers de recettes du pays » à rendre compte de leur gestion. Il lui conférait certains pouvoirs. Il l'invitait à visiter son hôtel de Saint-Mihiel, ses châteaux de Bar et de Louppy et à les mettre en bon état avant son retour. Ainsi, au milieu du x^ve siècle, la Chambre s'occupait de la gestion du domaine sous la direction ducale ; elle en connaissait l'état et la consistance, visitait les châteaux du souverain, procédait aux réparations, recevait et apurait les comptes des fonctionnaires publics. En résumé elle exerçait des fonctions judiciaires et administratives.

Dans des actes datant du xiii^e et du xiv^e siècles, elle portait le nom de « Chambre du conseil ». Ses membres étaient appelés « compteurs », puis « Gens des comptes ». Dès le commencement du x^ve siècle, elle a ajouté à ce titre celui de « Chambre des comptes ». C'est le nom qui lui est donné dans un compte dressé en 1407 par Jean Chibus, Receveur de la Terre de Louppy-le-Château : « A, ledit receveur, par le commandement de Messeigneurs de la Chambre des comptes... » (1). Jusqu'à sa

(1) Arch. Meuse, B. 1312, fo 57.

suppression, elle a toujours porté ce titre qu'elle a complété dans la suite par celui de « Cour des aides, du « domaine et des monnaies ».

En 1473, Louis XI s'empara du Barrois, alors que René d'Anjou était occupé à la conquête du royaume de Naples et du comté de Barcelone. Le 15 mars de cette même année, il exigea un serment de fidélité des habitants de Bar. Il confisqua à son profit tous les droits de la souveraineté et obligea les Barrisiens à porter leurs appels au parlement de Paris. Le peuple y trouvait avantage ; il préférait la justice des officiers royaux à celle des magistrats qui siégeaient aux grands jours de Saint-Mihiel. Cette préférence s'était déjà manifestée antérieurement. Alors que les appels devaient être portés à Saint-Mihiel, on trouve la trace de jugements rendus à Sens ; mais l'obligation de plaider en France imposée par Louis XI nécessita l'intervention du duc de Bar, qui, craignant pour ses droits souverains, fit décider que les Grands jours de Saint-Mihiel seraient seuls compétents.

Au commencement du xvr^e siècle, le duc Antoine mit fin à un conflit qui existait entre la Chambre des comptes de Bar et divers tribunaux au sujet de la prestation de serment des officiers des recettes et des grueries. Il confirma les prétentions de la Chambre et lui octroya le pouvoir de recevoir le serment de ces officiers.

Le 15 avril 1559, le comte de Vaudémont réorganisa l'administration de l'Hôtel-Dieu de Bar et la plaça sous le contrôle de la Cour. Un peu plus tard, le roi de France et le duc de Lorraine résolurent la question des

régales (1). L'accord fut signé le 25 janvier 1571. Charles IX se réservait l'appel des jugements des Bailliaiges du Barrois mouvant. Nulle part, dans le traité, il n'est question des attributions de la Cour des comptes. Néanmoins le parlement de Paris reçut fréquemment appel des arrêts de la Chambre de Bar. Celle-ci prétendait tirer du silence du traité à son égard un pouvoir souverain pour juger en dernier ressort toute affaire relative aux finances ou aux domaines du duc. De son côté, le Parlement soutenait qu'il avait seul qualité pour terminer souverainement toute question contentieuse concernant les sujets du Barrois mouvant. Ces deux juridictions ne purent jamais se mettre d'accord. En effet, les déclarations de Charles IX, données en 1573 et 1575 pour l'éclaircissement du concordat de 1571, n'avaient pas réglé expressément leur compétence respective.

Aux xvi^e et xvii^e siècles parurent une série d'ordonnances et de déclarations des ducs concernant la juridiction domaniale de la Cour des comptes. Ces décisions ducales furent rendues pour la plupart, à la suite de conflits entre la Chambre des finances de Bar et d'autres Cours ou tribunaux. Nous énumérons les principales. Par ordonnance du 27 novembre 1544, le duc Antoine invita les

(1) L'exercice des droits de souveraineté dans le Barrois « mouvant » donna lieu à des discussions entre le roi de France et le duc de Lorraine. En 1539, François I^{er} avait reconnu au duc de Lorraine l'exercice des droits régaliens dans toute l'étendue du duché de Bar, mais « sa vie durant seulement ». Charles IX termina ces discussions par le concordat de 1571.

communautés, possédant des chartes ou des titres pour « vainpaturer » dans les forêts, à les exhiber aux gruyers et aux contrôleurs. Ceux-ci devaient leur en délivrer une copie ou vérifier leur possession immémoriale et remettre les titres aux Chambres des comptes de Lorraine et de Barrois « pour y donner règlement » (1). — A la suite de démêlés survenus entre les gens des comptes de Bar et le bailli de Clermont, Charles III, par une déclaration du 31 juillet 1574, défendit au bailli et aux Grands jours de Saint-Mihiel de prendre connaissance des affaires du domaine et leur ordonna de les renvoyer à la Chambre. — Par ordonnance du 17 octobre 1577, il prescrivit à tous les officiers locaux des domaines de visiter les moulins domaniaux de leurs circonscriptions (2). Il leur enjoignit de soumettre le résultat de leurs inspections aux Chambres des comptes « pour y donner après règlement convenable ». — L'année suivante, les états adressèrent au duc une plainte relative aux empiétements de la Chambre sur la compétence des tribunaux de droit commun. Ils faisaient observer qu'elle ne pouvait connaître que des actions personnelles communément appelées « faits du domaine » ; mais, qu'en procédant à la taxe des amendes dûes à ce sujet, elle entendait juger incidemment des droits de propriété et de vaine pâture. Ils ajoutaient que ces matières entraient dans la compétence d'autres tribunaux « comme s'agissant de droits réels ». Charles III prit en considération leurs réclamations. Il prescrivit à la Chambre des comp-

(1) Dict. de Rogeville, I, p. 132.

(2) Dict. de Rogeville, I, p. 133.

tes de laisser les justices ordinaires connaître « des
« droits qui seraient prétendus pour la propriété ou
« fonds, aussi pour les droits de vaine pâture, usages ou
« autres droits contentieux entre lui, les vassaux, gens
« d'église ou particuliers » (1). En 1601, le bailliage de
Saint-Mihiel avait examiné quelques affaires domaniales ;
la Chambre de Bar protesta. Pour mettre fin à ce nou-
veau différend entre ces deux juridictions, Charles III
renouvella, par ses lettres de cachet des 24 mars et 13
avril 1601, l'ordre contenu dans sa déclaration de 1574.
Il défendit aux baillis de s'occuper, à l'avenir, des affaires
du domaine et leur enjoignit de renvoyer celles qui
n'étaient pas jugées devant la Chambre des comptes
« comme étant seule compétente pour toute cause de
cette nature » (2). Henri II confirma sa juridiction en
matière domaniale par son ordonnance du 27 février
1610. « Interdisons et prohibons, disait-il, à nos sujets de
« quelles qualités et conditions ils soient de se pour-
« voir ni radresser pour raison desdits faits, concernant
« nos dits domaines de Lorraine et Barrois et d'autres
« nos pays, terres et seigneuries, par devant autres que
« les surintendants de nos finances, président, gens des
« comptes de nos dits duchés respectivement et à tous nos
« baillis, leurs lieutenants, maître-échevin et échevins,
« prevosts, juges et justiciers ordinaires, de plus leur
« décerner ni délivrer telles lettres de baillis de récré-
« ance et autres provisions de justice sur et pour les

(1) Dict. de Rogeville, I, p. 133.

(2) Arch. Meuse, B. 2943. mémoire daté de 1714.

« dits faits, lesquels en cas d'octroy d'aucunes, nous
« avons déclaré et déclarons dès à présent comme pour
« lors nulles et de nul effet » (1).

Charles III et Henri II rendirent aussi quelques ordonnances importantes concernant les attributions financières, le nombre et les gages des magistrats des comptes. Le 11 septembre 1569, Charles III donna un règlement pour les fonctions de surintendant des finances, et en même temps augmenta les appointements des auditeurs. Il reconnaissait la prééminence du surintendant sur les membres de la Cour. Il s'exprimait ainsi : « Disons et déclarons que nostre volonté et
« intention n'a oncques esté et n'est encore pour le
« présent ni sera à l'avenir sinon que ledit sieur de
« Panges, en ladite qualité de chef de nos finances, soit
« respecté, obey et recognu de vous et de tous autres
« qu'avons commis à la cognoissance et entremise de
« nosdictes finances et droits domaniaux, et que par-
« tant ne se feront à l'advenir aucun laix, baux à
« ferme de nos usines, vendition et distribution de
« grains, aucunement location emphytéose, reduction,
« confirmation, prorogation de... et de laix récom-
« penses ou aultres quelconques telles affaires ordi-
« naires et extraordinaires en quelque manière ou façon
« qu'on les puisse dire, que ledit sieur de Panges en
« ladite qualité n'en soit certioré et préadverty pour, en
« icelles à l'advis et conseil qu'il nous en donnera, être
« par nous ordonné ce que nous verrons être par rai-

(1) Diet de Rogeville, I, p. 142.

« son » (1). La Chambre des comptes était ainsi subordonnée au surintendant des finances. Elle essaya souvent de s'en rendre indépendante, c'est ce qui amena ce dernier à demander au duc de confirmer son autorité à l'égard de la Chambre. Quelques années plus tard, en 1577, Charles III accorda à ses Chambres des comptes un droit important qui leur conférait le rôle d'ordonnateur. Il défendit, par son ordonnance du 24 janvier 1577, aux auditeurs des comptes de ne « passer et allouer » (2) par le président de la Chambre. Son attention se porta aussi sur le nombre des magistrats de notre Cour et sur leurs émoluments. Il décida que les treize premiers reçus, seuls, percevraient des gages. A la suite d'un nouveau conflit, entre la chambre des comptes de Bar et la cour souveraine de Saint-Mihiel, Henri II, par sa déclaration du 4 septembre 1620, confirma la Chambre dans « l'autorité et « la connaissance des affaires domaniales ». En conséquence, le 14 janvier 1621, il commit un conseiller de la Cour de Bar, pour se transporter à Pont-à-Mousson et y prendre connaissance de certains « accencements » que le Bailliage avait faits contre l'autorité de la Chambre.

Sous le règne de Charles IV, la France s'empara à nouveau des duchés de Lorraine et de Bar, Louis XIII installa en 1633 M. de Montalant comme gouverneur des ville et château de Bar et confia la charge d'intendant

(1) Dict. de Rogeville, I, p. 128, et Arch. Meuse, B. 255, f° 73.

(2) Dict. de Rogeville, I, 133.

des deux duchés à Chantereau le Fèvre ; puis, en 1634, il fit saisir le Barrois par Sainte Beuve, huissier au parlement de Paris, et envahir le pays par une armée. Charles IV fut restauré dans ses états moyennant certaines conditions en 1641 ; l'année suivante, il leva de nouvelles troupes et entra en campagne. Louis XIII, profitant de l'occasion, fit procéder aux formalités de la saisie définitive du duché de Bar et envoya une armée qui s'en empara. Avec la domination du roi de France pénétrèrent dans le Barrois de nombreux fonctionnaires Français. Néanmoins la Chambre des comptes de Bar fut maintenue (1). Louis XIII la trouvait utile et s'en servit ; il lui ordonna de continuer à lever l'aide Saint-Remy, ainsi qu'elle le faisait sous les ducs. Les magistrats, quoique dévoués à Charles IV, exercèrent avec conscience leurs fonctions pendant la domination française. Ils surent inspirer confiance au roi qui prit leur défense

(1) Malgré le maintien de la Chambre de Bar, des actes d'aliénation du domaine consentis par les rois de France, lors de leurs conquêtes du Barrois, ne furent pas enregistrés par elle-même. Dans une pièce non classée contenant « l'inventaire des registres de l'ancienne « Chambre des comptes du Barrois », dressé en 1827 par l'administrateur des domaines nous lisons ce passage :

« Suivant ce qu'on a appris, Louis XIV et les rois ses prédécesseurs ont fait transporter à Paris, lorsqu'ils jouissaient du Barrois « à titre de conquête, plusieurs registres et papiers. Pendant ce tems « les actes d'aliénations du domaine du Barrois, consenties par les « rois de France n'ont pas toujours été enregistrées à la Chambre des « comptes de Barrois, car on en trouve aux archives à Paris et même « au Parlement de Metz ». (Arch. Meuse. Cette pièce sera classée série q). Il existe aux archives de Metz, série A, nos 22 et 23 un terrier du domaine royal du Barrois qui a été dressé à Metz en 1689.

quand ils furent attaqués, il empêcha les Cours voisines d'empiéter sur leurs attributions. Cependant, il créa à Nancy, en 1634, un Conseil souverain pour l'administration de la police et de la justice en Lorraine. Il lui confia aussi des attributions financières et domaniales dans les duchés de Lorraine et de Bar au détriment des deux Chambres des comptes. Lorsque Charles IV fut obligé d'abandonner ses États en 1641, il fut suivi par son Parlement qui, indépendamment de ses fonctions ordinaires, remplaça les Chambres des comptes et pourvut aux offices vacants. Les registres contiennent plusieurs arrêts de 1651 intitulés : « la Cour tenant la Chambre des comptes de Lorraine et Barrois », par lesquels il passa les baux des domaines particuliers et un bail général des droits d'entrée et de sortie (1).

Louis XIV fut moins bienveillant que son prédécesseur pour la Cour fiscale de Bar. Il savait qu'elle avait favorisé secrètement les projets de Charles IV. Il lui adjoignit en mai 1653 plusieurs magistrats dévoués à lui-même. Il la supprima, en 1657, à la suite d'une résistance prolongée de la part des gens des comptes. Il avait donné la terre et seigneurie de Tannois à M. de Chantemel, lieutenant-colonel du régiment d'Anjou. Le domaine étant inaliénable, la Chambre refusa d'entériner les lettres que lui présenta le concessionnaire. Louis XIV lui envoya successivement, mais en vain, trois lettres de jussion, puis, pour briser sa résistance, il la supprima. La Cour lui

(1) Dict. de Rogeville, I, p. 425.

adressa d'humbles remontrances. Louis XIV en reconnut le bien fondé. Il changea la donation des terres en usufruit et rétablit la Chambre, par arrêt du 10 octobre 1657, sous son ancien titre de « Chambre du conseil et des comptes ». Celle-ci continua ses fonctions comme auparavant.

Les duchés de Lorraine et de Bar furent restitués à Charles IV en février 1661. Aussitôt restauré dans ses États, il rendit un édit, le 26 mars 1661, concernant le conseil des finances et ses deux Chambres des comptes. Il décréta que les comptables du Barrois feraient vérifier leur exercice par la Cour de Bar qu'il composa d'un président, quatre auditeurs, un greffier et un huissier. Pour supprimer les désordres qui s'étaient glissés dans le maniement des finances, il en attribua la connaissance, la direction et l'administration à un Conseil composé de hauts fonctionnaires avec mission « d'expédier toutes les
« les affaires de finances ordinaires et extraordinaires,
« vuides, juger, terminer toutes les difficultés qui concer-
« nent les droits domaniaux, admodiations, adjudications,
« impositions, octroys et généralement toutes choses qui
« en dépendent » (1).

Nous avons déjà vu que la Chambre fut souvent en mésintelligence avec divers tribunaux au sujet de sa compétence. C'était tantôt les Bailliages, tantôt la Cour de Saint-Mihiel, qui lui donnaient lieu de se plaindre. A la

(1) Diet. de Rogeville, I, p. 156.

fin du ^{xvii}e siècle et au ^{xviii}e, la lutte fut encore plus vive et plus fréquente, les attaques des tribunaux plus sérieuses ; mais plus on niait sa souveraineté, plus elle l'affirmait. C'est principalement le Parlement de Paris qui occasionna ses plaintes. Elle ne l'aimait pas car il arrêtait ses empiètements et son influence. Ces deux tribunaux suprêmes étaient antipathiques l'un à l'autre.

La Chambre des comptes de Lorraine, le Parlement de Metz et d'autres Cours se montrèrent parfois aussi très agressifs envers les gens des comptes de Barrois. Par arrêt du 10 septembre 1661, la Cour des comptes de Nancy avait fait publier les impôts du duché de Bar non mouvant et s'était attribué « la connaissance de tous les déficits » qui pouvaient résulter de ces impôts. Charles IV, estimant cette décision mal fondée, « attribua comme d'ancienneté la connaissance de tous les conduits, aides, impôts, etc, à la Chambre de Bar et fit défense à celle de Lorraine d'en connaître » (1). La même année, les officiers du bailliage de Bar jugèrent quelques affaires du domaine. A la suite d'une plainte de la Chambre des comptes, Charles IV intervint. Il ordonna au comte de Couvonges, bailli de Bar, de se rendre à la première audience ou séance du bailliage pour y notifier ses instructions. En présence du lieutenant-général, des conseillers et assesseurs, M. de Couvonges déclara qu'il ne leur appartenait pas d'entreprendre sur « l'autorité »

(1) Fragment d'une lettre adressée de Paris le 26 mars 1791, vraisemblablement à M. de Vendières et signée B. Mahuet. — Arch. de la Meuse, B. 2947.

de la Chambre des comptes. Il leur défendit, par ordre du duc, d'examiner à l'avenir des affaires du domaine et de recevoir opposition aux ordonnances de la Chambre.

En 1664, surgit un autre conflit entre la Cour souveraine de Saint-Mihiel et la Chambre des comptes de Barrois. Elles avaient rendu l'une contre l'autre plusieurs arrêts relatifs à des faits du domaine. Charles IV se fit présenter les minutes des arrêts et les supprima. Après examen de la question, il blâma la Cour souveraine de Saint-Mihiel et déclara que la Chambre des comptes continuerait à juger les affaires concernant le domaine et la levée des deniers, et ferait exécuter ses ordonnances et mandements à ce sujet, sans que la Cour de Saint-Mihiel puisse intervenir.

Malheureusement, l'esprit belliqueux de Charles IV l'entraîna à contracter, avec plusieurs puissances, une nouvelle alliance dirigée contre la France. Louis XIV au courant de ces projets reconquit le Barrois (1670). Aussitôt cette nouvelle occupation, il enjoignit aux officiers des Cours souveraines des deux duchés de se « séparer incontinent et de se retirer chacun chez soi « sans faire fonction ni exercice de leurs charges soit en « corps ou autrement sous peine de désobéissance ».

Il attribua au Parlement de Metz la compétence du conseil privé, des Cours souveraines de Lorraine et Barrois et de la Chambre des comptes de Nancy. Quant à la Chambre de Bar, elle fut remplacée par celle de Paris. Ses registres et papiers importants furent enlevés et transportés dans des tonneaux à Metz et à Paris.

Les anciennes Cours souveraines des deux duchés ne

furent réorganisées qu'en 1698; cependant d'après Bellot-Herment, la Chambre des comptes de Bar siégea en décembre 1675 (1). A cette époque, Morel était garde du trésor et secrétaire.

Conformément au traité de Ryswick qui replaçait le duc de Lorraine à la tête de ses États, les archives de la Chambre de Bar lui furent restituées. Celle-ci fut rétablie le 18 février 1698 et se réunit pour la première fois le 22 du même mois. L'ordre de réorganisation émanait du comte de Carlinford, conseiller d'État. Camus, ancien auditeur, fut chargé de rassembler ses collègues. La Chambre fut composée de Jobart, Parisot et Lescamouvier, anciens conseillers, auxquels fut adjoint Cache-denier (2).

Dans la suite, Léopold donna plusieurs édits modifiant la compétence de la Chambre en matière financière. Ainsi, par mandement du 22 janvier 1699, il obligea les receveurs de deniers patrimoniaux des villes à soumettre leur comptabilité aux Chambres des comptes.

Au commencement du xviii^e siècle, la Cour de Bar dut se défendre contre divers projets qui la menaçaient dans son existence, et dont le but était de supprimer les conflits de compétence qui s'élevaient fréquemment entre la Cour souveraine de Nancy et la Chambre des comptes de Lorraine. On avait d'abord

(1) BELLOT-HERMENT. — *Historique de Bar*, p. 151.

(2) Arch. Meuse. B. 2943. Copie de l'ordre de rétablissement.

songé à réunir en une seule ces deux assemblées. La Chambre de Lorraine y avait consenti. Elle en avait fait la demande, mais en vain, à Léopold en 1714. La Cour souveraine s'y était opposée ; elle avait délégué au duc son président et deux conseillers pour lui représenter qu'il en résulterait de graves inconvénients. On soumit alors au souverain d'autres moyens, qui, ceux-là, atteignaient la Cour de Bar. Le premier consistait à réunir les deux Chambres des comptes de Lorraine et de Barrois en une seule dont Nancy eut été le siège. On aurait laissé quelques conseillers à Bar pour connaître des affaires de la « mouvance ». D'après le second projet, l'une des Chambre aurait siégé à Nancy avec une compétence et un ressort très étendus ; l'autre aurait eu son siège à Saint-Mihiel. Léopold prit un autre parti. Par ordonnance du 9 novembre 1728, il étendit la juridiction de la Chambre des comptes de Lorraine en lui attribuant la connaissance des affaires concernant les domaines non aliénés du Barrois mouvant. Jusqu'à cette époque, c'était le Parlement de Saint-Mihiel et ensuite la Cour qui avaient eu l'examen de ces affaires ; mais ce changement ne supprima pas la mésintelligence qui existait entre ces tribunaux souverains.

Après la mort de Stanislas, le Parlement de Metz demanda « à être réintégré dans le ressort qu'il avait eu par le passé », d'où naquit un différend entre cette Cour et les Chambres des comptes des deux duchés. Les prétentions du Parlement de Metz effrayèrent et attristèrent la Chambre de Bar. Ils s'agissait pour celle-ci d'une question de vie ou de mort. En effet, aux yeux de certaines personnes, on ne pouvait mettre fin à cette querelle qu'en réor-

ganisant les ressorts et en supprimant la Chambre des finances de Bar. Le bruit de sa prochaine disparition se répandit dans la province. C'est alors qu'elle adressa au roi un mémoire pour le maintien intégral de ses droits et prérogatives. Dans ce plaidoyer, elle insistait particulièrement sur l'ancienneté de son existence. Elle savait, disait-elle, que le Parlement de Metz n'avait « pas même contre elle un titre coloré », qu'il ne pouvait « prétendre « à son ressort que par le seul désir de s'agrandir » (1). Cette fois encore, elle fut maintenue. En 1768, elle eut une nouvelle discussion avec sa rivale de Nancy. Le 29 novembre 1767, la Chambre des comptes de Lorraine avait rendu un arrêt concernant l'emploi du papier timbré. Les gens des comptes de Bar prétendaient que, par cet arrêt, elle avait empiété sur son ressort. Ils répondirent par un mémoire aux allégations portées contre eux par le procureur général de la Chambre de Lorraine (2). Louis XV dut intervenir pour rétablir la paix entre ces deux compagnies. Par arrêt du 8 janvier 1769, il ordonna aux procureurs généraux des deux Chambres de déposer entre les mains du Chancelier leurs mémoires sur leur juridiction respective (3).

(1) Arch. Meuse, B. 2943. Mémoire présenté par la Chambre de Bar au sujet des prétentions du Parlement de Metz, p. 3.

(2) Voir le rapport fait à la Chambre des comptes de Bar par Romécourt au sujet de cet arrêt. Arch. Meuse, B. 298 p. 167 et suivantes.

(3) Il existait aussi une certaine rivalité entre les Lorrains et les Barrisiens. Les habitants du Barrois mouvant étaient tenus d'appeler, à Sens et à Paris, des jugements rendus par leurs bailliages. Préfé-

Malgré les attaques répétées qu'elle eut à soutenir, malgré la réduction des fonctions qu'elle remplissait au xv^e siècle, la Chambre de Bar subsista jusqu'à la Révolution. Elle fut supprimée par la loi des 6-7 septembre 1790 qui abolit en principe les Chambres des comptes ; néanmoins, elle continua à fonctionner, ainsi que les autres, jusqu'au jour où leur fut notifiée la loi des 17-29

rant les juridictions françaises à celles du duché, ils n'hésitaient pas à demander des sentences au Parlement de Paris. C'était un avantage pour eux ; ils pouvaient ainsi faire réformer des décisions qui, si elles avaient été portées devant les tribunaux souverains de Lorraine et Barrois, auraient été confirmées par ceux-ci. Tout en provoquant la jalousie des Lorrains, cet état de choses mécontentait le duc qui recourait à des procédés iniques pour anéantir l'exercice du droit d'appel. Ces abus de pouvoir sont rapportés dans un mémoire dirigé contre les Lorrains et présenté, en 1711, par les habitants de Bar, au Parlement de Paris, au sujet de la « capitation » que Léopold se proposait d'établir. Voici quelques fragments qui montrent avec quel courage les Barrisiens dénonçaient les mesures prises contre leurs droits. « Il n'est point difficile, disaient-ils, de comprendre que le but qu'ont eu messieurs les Lorrains dans cette déclaration (du 27 mai 1711 ordonnant la levée d'une capitation) n'a jamais esté que pour ruiner entièrement les Barrisiens et les mettre par là hors d'état de se pourvoir jamais au Parlement, la taille étant un moyen infaillible pour réussir dans le but qu'ils se sont proposés, depuis si longtemps, d'anéantir le ressort puisque celui qui osera se plaindre des injustices du bailliage et sera assez hardi pour en porter un appel ne manquera pas d'en être dès le moment châtié par la surcharge des tailles dont on l'accablera. Les habitants du bailliage de Lahey-court viennent d'en faire une triste épreuve et sont actuellement surchargés très considérablement à la subvention que l'on lève dans le Barrois plus forte des deux tiers que celle que sa majesté a levée pendant la guerre la plus forte. Ces habitants ayant porté leurs plaintes à la Cour de ce que l'on voulait enfreindre leurs privilèges, et ayant obtenu un arrêt sur requête qu'ils ont présenté à la Cour, on les a accablés du poid des tailles pour leur ôter les moyens d'y aller à l'avenir. » (Arch. de la Meuse, B. 2946, p. 2 du mémoire).

septembre 1791 organisant une nouvelle forme de comptabilité. Cette signification fut faite à la Cour des comptes de Bar le 3 octobre suivant. Le même jour Jean Nicolas et Louis Lenfant, « administrateurs du directoire du département de la Meuse », apposèrent les scellés sur le greffe, les archives et le mobilier de la Chambre (1).

Plus loin ils ajoutaient : « Il est plus à propos d'avoir l'honneur de lui (le Parlement) représenter ce qui se fait encore tous les jours pour empêcher les appels, où l'on surcharge de tailles tous ceux qui ont des procès au Parlement, où l'on n'ose plus citer les arrêts du Parlement ny les ordonnances du Roy que l'avocat du Prince traite d'étrangers en plein barreau, traite d'insolents et de violateurs de leurs serments, les avocats qui osent se réclamer du royaume ; tous ces faits sont trop publics et l'on n'oserait les contester, l'on n'y fait aucune punition des voleurs, faux monnoyeurs et faux accusateurs, auxquels on ouvre les prisons de peur, dit-on, de charger trop le domaine du Prince de la conduite qu'il faudrait faire de ces accusés au Parlement » (p. 13).

« Pour réussir dans les desseins formés depuis longtemps contre la liberté du pays Barrois, l'on a jugé à propos de gagner une partie (des sujets) en donnant des emplois à sa Cour à plusieurs, des pensions à d'autres et des charges à ceux que l'on jugeait capables de s'opposer aux desseins des Lorrains. Il (le duc) a, pour cela, créé un grand nombre de conseillers à la Chambre des comptes de Bar qui se qualifient à présent de souverains, quoyque par un acte de notoriété requis par un avocat au siège en 1681, il fut porté qu'ils n'ont jamais connu les causes litigieuses ; le même avocat est à présent conseiller de cette Chambre des comptes » (p. 10).

(1) Le mobilier comprenait d'après l'inventaire rédigé lors de l'apposition des scellés « un christ peint à l'huile et encadré ; un grand tableau représentant Léopold, père de François 1^{er} Empereur ; un autre représentant Louis XIV ; quinze fauteuils à bras, couverts de velours d'Utrecht bleu ; 33 chaises empaillées ; deux paires de mufles de fonte ; deux pincettes et deux pelles à feu ; un chandelier de cuivre avec deux paires de mouchettes ; trois tables ; six encriers de plomb ; sept tantures (*sic*) de vieilles tapisserie de verdure, et deux fourneaux de fonte avec leurs corps ». Arch. Meuse, B. 3162.

Cette même loi ordonnait l'emploi des pièces retirées des archives de la Chambre au bureau de comptabilité (1) et décidait que l'apurement des comptes appartiendrait à l'Assemblée nationale constituante. La levée des scellés fut décrétée par la loi du 19 août 1792. Deux commissaires, pour chacun des départements où se trouvaient des Chambres des comptes, furent chargés d'envoyer au bureau de comptabilité les derniers comptes apurés et les pièces composant ceux qui n'étaient pas encore vérifiés. L'assemblée législative, entraînée par l'esprit de cette époque, ordonna de rejeter des dépôts et de brûler les comptes définitivement jugés et soldés, afin de pouvoir disposer des bâtiments où étaient placées les archives. Cependant, ces ordres de destruction provoquaient des critiques même de citoyens dont on ne pouvait suspecter les opinions républicaines. C'est ainsi que les observations suivantes, datées de septembre 1792 et non signées, ont été adressées aux administrateurs du département de la Meuse. Leur auteur applaudissait à l'anéantissement des papiers concernant les droits féodaux, mais demandait la conservation des pièces pouvant servir à l'histoire du pays : « Les titres, disait-il, qui com-
« posent le chartrier de la ci-devant Chambre des comp-
« tes de Bar sont de trois espèces. La première est
« composée de titres de la plus haute antiquité qui, pou-
« vant servir à l'histoire du país, paroissent devoir être

(1) Il siégeait à Paris composé de 15 membres formant 5 sections, il était chargé de faire les rapports sur l'apurement des comptes qui étaient jugés par l'assemblée nationale.

« conservés et déposés dans les nouvelles archives du
« département. La deuxième espèce, concernant la féo-
« dalité et les servitudes, mérite, sans contredit, d'être
« anéantie et l'on doit, s'il est possible, en effacer jusqu'à
« la moindre des traces et faire oublier le honteux escla-
« vage dans lequel des hommes ont osé tenir leurs
« semblables. Les titres de la 3^e espèce, quoique le
« nombre n'en soit pas considérable, peuvent néanmoins
« être très utiles aux communes du département de la
« Meuse et à celles des départements voisins, et les met-
« tre à même de rentrer dans la propriété des biens
« communs usurpés par les ci-devant seigneurs. Si ces
« observations pouvaient déterminer les citoïens admi-
« nistrateurs à faire faire la division des trois espèces de
« titres dont je viens de parler, j'offrirois d'aider de mes
« connoissances dans cette partie celui d'entre eux qui
« voudroit s'occuper de ce travail » (1).

A-t-on procédé alors à ce tirage ? Nous ne le pensons pas. Le vent de destruction qui soufflait à cette époque, l'ardent désir d'anéantir des documents qui rappelaient un passé de souffrance et d'arbitraire entraînèrent à des excès regrettables.

Cependant le 3 Octobre 1792, la Convention nationale décréta que les comptes et papiers supprimés par la loi du 19 août précédent ne seraient pas brûlés ; mais la décision qu'elle prit ne valait guère mieux que celle qu'elle modifiait : elle ordonna que ces papiers seraient mis en sacs et vendus aux enchères ; de plus, elle auto-

(1) Arch. Meuse, B. 3162.

risa le service de l'artillerie à prélever dans les dépôts les parchemins qui pouvaient lui servir pour confectionner des gargousses. Les Ministres tenaient la main à l'exécution de ces décisions. Nulle part on ne songeait à la valeur historique de tous ces documents. Le Ministre de la marine, Monge, ne pensait qu'à l'économie réalisée par la nation en utilisant les parchemins, et à la destruction de titres rappelant un régime odieux. Dans une lettre qu'il adressait, le 14 janvier 1793, aux membres du directoire du département de la Meuse, il s'exprimait ainsi : « Il peut résulter, citoyens, une grande
« économie pour les finances de la République des dis-
« positions de cette loi : et, comme cette économie
« doit tourner au soulagement du peuple dont les inté-
« rêts nous sont confiés, il a le droit d'attendre que vous
« concurrez de tout votre pouvoir à accélérer son
« exécution et que vous ne serez retenus par aucune con-
« sidération particulière, attendu qu'il doit en résulter
« l'avantage de détruire des titres dont la saine philoso-
« phie demande l'anéantissement » (1). De son côté, la masse du peuple n'avait qu'un désir : détruire toutes les pièces anciennes, où il ne voyait que des titres féodaux. Lors de la fête civique du 10 août 1793, un bûcher formé de portraits, attributs de la royauté, de papiers de toutes sortes provenant de la Chambre des comptes, fut dressé sur la place du département à Bar-le-Duc. On rapporte dans le procès-verbal de cette « séance » que « c'est à qui mieux a pu mettre le feu à ces vilains

(1) Arch. Meuse, B. 3162.

et vils titres de l'orgueil des descendants de Caïn ». On y relate aussi des chants composés pour la circonstance. Voici quelques fragments de couplets :

« Immolez à la liberté,
Du superbe orgueil les vilains titres... »
« Brûlons parchemins et papiers
Des principautés, des pairies,
Des comtes, des chevaliers,
Des marquisats, des baronnies,
Citoyens français etc. »
« Souches de tous les droits féodaux,
Soyez donc réduites en cendres... » (1).

Cependant une grande partie des archives ne fut pas brûlée. A la fin de l'année 1793, on fit un triage entre les papiers considérés comme ayant un intérêt général et les autres. Enfin la loi du 5 brumaire an V prescrivit de réunir aux chefs-lieux des départements, tous les titres et pièces dépendant des dépôts et appartenant à la République. Malgré cette loi, les archives de la chambre des comptes de Bar furent encore détruites partiellement. Placées dans les greniers de la préfecture elles furent détériorées par l'humidité. Bien plus, les employés de la préfecture, ignorant la valeur historique de ces documents,

(1) Extrait du procès-verbal des séances du Conseil général du département de la Meuse. Rapport du 12 août 1793, p. 3.— Archives Meuse, B. 3162.

ne se firent pas scrupule de prélever dans les registres relégués au-dessus de leurs bureaux, le papier nécessaire à la confection des brouillons, mais un jour, heureusement, deux Barrisiens, Servais et Marchal, vinrent retirer des combles où ils gisaient abandonnés et inutiles les anciens papiers de la Chambre pour les remettre entre les mains de gardiens vigilants (1).

(1) Sur MM. Servais et Marchal, et sur la découverte des archives dans les greniers de la Préfecture, voir l'intéressante *Notice sur N. V. Servais*, de W. KONARSKI. Mémoires de la Société des Lettres de Bar-le-Duc. 2^e série, t. IV, p. 235.

Voir aussi notes de Marchal, ancien archiviste. Arch. de la Meuse, documents non classés à la suite de la série B.

DEUXIÈME PARTIE

LE PERSONNEL

CHAPITRE PREMIER

Composition de la Chambre

Au XVIII^e siècle la Chambre comprenait un président, un doyen, des conseillers, un greffier, un parquet et des huissiers.

LE PRÉSIDENT

Le président était le chef du tribunal. Le premier que l'on rencontre dans l'histoire est Jehannot Merlin. Il est qualifié président des comptes dans un titre du prieuré de Dieu-en-souviennne de l'ordre de Sainte-Geneviève (1).

(1) Arch. de la Meuse, G. Fonds de Saint-Maxe.

L'un de ses descendants, Jean Merlin, président en 1571, a affirmé que son ancêtre occupa le fauteuil de la présidence. On sait peu de chose sur Jehannot Merlin (1) ; aussi considère-t-on souvent Jehannot de la Réauté comme le premier titulaire de l'office de président, dont il remplissait les fonctions en 1438. A partir de cette époque, la liste des présidents est connue (2).

Quelques familles ont eu plusieurs de leurs membres qui, tour à tour, présidèrent aux destinées de la Chambre. Tels sont les Merlin et les Beurges.

En général, les présidents ont cumulé en même temps d'autres fonctions également très élevées. Presque tous furent aussi conseillers d'État. Louis Merlin exerça simultanément l'office de président de la Chambre et général des finances du roi et de la reine de Sicile. Jean Merlin, un descendant du précédent, fut à la fois président et bailli d'Apremont.

La plupart de ces officiers appartenaient à des familles nobles. Cependant quelques-uns avaient une origine modeste : le président Vincent, par exemple, qui parvint aux honneurs par l'occupation de hautes fonctions de l'administration. Anobli par la concession des lettres accordées à son père, le 20 janvier 1561, il fut reçu conseiller-auditeur en 1579, nommé trésorier général de Lorraine et

(1) Jehannot Merlin était conseiller ordinaire de René d'Anjou en 1430.

(2) Cf BELLLOT-HERMENT. *Historique de la Ville de Bar-le-Duc*, p. 456 — et *La Chambre des comptes de Bar. Manuscrit de M. de Longueaux, publié et annoté par M. le baron de Dumast*. Contant-Laguerre, Bar-le-Duc, 1907.

Barrois, le 7 septembre 1584, et appelé au Conseil d'Etat le 6 Juillet 1586. Le duc reconnut son mérite personnel et mit souvent son rare talent à contribution, en le chargeant de missions délicates. C'est lui qui le représenta à la Cour de France en 1588. Enfin, Jean Vincent couronna sa brillante carrière par sa nomination à l'office de président des Comptes (1).

LE DOYEN

Immédiatement après le président venait dans l'ordre hiérarchique le doyen des conseillers. C'était un deuxième président. Il suppléait le titulaire empêché ou absent.

LES CONSEILLERS

Les gens des comptes qualifiés « conseillers-maitres et auditeurs », au XVIII^e siècle, portaient au X^e le nom de « conseillers et auditeurs ». Cette dénomination, à ce qu'il nous semble, signifiait conseillers du duc et auditeurs des comptes, et rappelait l'origine de la cour des finances de Bar.

Ces magistrats étaient principalement des laïques, mais des clercs furent aussi gratifiés de fonctions à la Chambre. En 1424, Pierre de Broussey, doyen de Saint-Pierre de

(1) C'est un exemple assez rare en Lorraine et Barrois, mais frappant, de la possibilité d'arriver aux plus hautes fonctions administratives par le seul mérite personnel, sous l'ancien régime.

Bar, occupa un siège de conseiller. Nicol Liétard (1) et Alexandre d'Avrillot (2), tous deux chanoines en l'Eglise Saint-Pierre de Bar, furent reçus auditeurs, l'un le 13 mars 1517, l'autre le 7 août 1567. Augustin-Dominique Barré, aumônier de Stanislas et doyen de Saint-Maxe, fut nommé conseiller en 1670. A sa mort, on donna cet office à un autre prêtre, Le Besgue de Nonsart, également aumônier du roi.

La Chambre comprenait des conseillers ordinaires et des « surnuméraires ». Ces derniers avaient « entrée, rang, « séance et fonctions » à la Chambre comme les premiers ; mais ils n'avaient ni gages, ni émoluments. Voici quelques exemples pris au hasard : Jean de Nayves fut reçu conseiller surnuméraire, le 10 décembre 1510, « sans « déroger aux droits des autres » (3). Jean Bourgeois entra à la Chambre en 1529, pour avoir « rang, séance et « voix délibérative sans participer aux gages ni aux émoluments » (4). Claude Vallée fut investi d'un office d'auditeur le 22 mars 1588, « à charge de ne rien percevoir « dans les droits et émoluments dudit, qu'après être parvenu en ordre utile, sans préjudicier aux autres pourvus « avant lui aux pareils offices » (5). Cependant le duc servait parfois des pensions aux surnuméraires à titre de gratification ; en 1707, il en alloua une à l'un d'eux, Jean Lepage.

(1) Cf DUMAST, p. 88.

(2) Ibid., p. 112.

(3) Ibid., p. 84.

(4) Ibid., p. 168.

(5) Ibid., p. 140.

Certains fonctionnaires du duché faisaient partie de la Chambre. Les receveurs généraux des domaines, Vanault Colleson et Jean Maillet, furent conseillers ; mais, en raison de leurs fonctions financières, il leur était interdit de prendre part à l'audition des comptes. Jean de Villiers (1), procureur général du duché de Bar en 1493, et Jean Lamyer (2), procureur du bailliage de Bar en 1452, avaient « séance et voix délibérative » à la Chambre, quand leur ministère n'y était pas intéressé.

Les conseillers surnuméraires devenaient conseillers ordinaires à leur tour au fur et à mesure des vacances. On considérait l'ordre de date de réception aux offices pour les classer parmi les magistrats « émolumentaires ». En 1707, Louis Mayeur, surnuméraire, fut placé « en ordre utile » pour une demi-part des gages, et ensuite pour la totalité.

LE PREMIER CONSEILLER

Au XVIII^e siècle, un magistrat de notre Cour des finances, M. Vayeur, lieutenant-général de Barrois, prétendit qu'il était premier conseiller de plein droit, à la Chambre, en vertu de l'exercice des fonctions de lieutenant-général. Il soutenait que, par l'acquisition de cet office, il avait obtenu en même temps celui de premier conseiller à la Chambre. Cette prétention fut maintenue à son décès par sa veuve et donna lieu à une lutte sérieuse avec les gens des comptes. Madame Vayeur entendait conserver la charge de premier conseiller comme dépen-

(1) Cf. Dumast, p. 78.

(2) Ibid., p. 66.

dant de celle de lieutenant-général, et la transmettre par succession à l'un de ses fils ou gendres. Elle faisait valoir que son mari en avait acquis la propriété par le fait même qu'il avait « financé » l'office de lieutenant-général à M. de Levoncourt, moyennant 77,000 livres. Elle fit des démarches près du souverain et près de ses courtisans pour obtenir satisfaction. Le jour même de la mort de son mari, le 22 février 1785, elle partit pour Paris ; elle prétexta une autre affaire importante à régler, alors qu'en réalité elle allait trouver le roi pour obtenir de lui la confirmation de ses prétentions. Soupçonnant ses intrigues, la Chambre s'assembla et protesta d'avance contre les revendications de la famille Vayeur. Elle adressa copie de sa délibération au garde des sceaux. M^{me} Vayeur répondit par un long mémoire. Ne pouvant admettre un seul instant que le lieutenant-général de Barrois serait de droit « premier conseiller né », la Chambre continua la lutte, elle remit au roi un nouveau plaidoyer en réponse à celui de son adversaire. Elle dénonçait les intentions de M. de Levoncourt de s'approprier héréditairement l'office de premier conseiller. Elle rappelait qu'il avait vendu simultanément à M. Vayeur les trois offices de lieutenant-général, d'auditeur des comptes et de président de l'hôtel de ville ; mais que, doutant du bien fondé de ses desseins, il avait seulement garanti à son successeur la réception à ces diverses charges, et s'était simplement obligé à lui en obtenir les lettres de provision. M. Vayeur, intrigant autant qu'influent, avait usé de ses relations pour se faire nommer aux trois offices simultanément.

D'après la Chambre, c'était par un acte arraché par surprise à M. de la Galaizière, qu'il avait été pourvu des

trois charges dans les lettres qui lui conféraient les fonctions de lieutenant-général. Les gens des comptes avaient protesté contre ces lettres, en raison de leur contenu équivoque ; ils s'étaient opposés à leur enregistrement, mais ils avaient dû s'incliner devant les ordres qu'on leur avait adressés. A l'unanimité ils rejetaient dans leurs deux mémoires les prétentions de la famille Vayeur (1).

Cependant les conseillers au bailliage de Bar soutinrent, eux aussi, que le lieutenant-général de Barrois était conseiller né en la Cour des comptes. Dans un exposé adressé au Chancelier du roi, en 1738, au sujet d'une querelle avec la Chambre, ils déclaraient que « le lieutenant-général de Bar, en sa qualité de conseiller-né en la Chambre des comptes, avait la préséance sur les conseillers, lorsqu'il y avait siège » (2).

D'autre part, les souverains reconnurent dans divers actes administratifs que la charge de lieutenant-général conférait de plein droit celle de premier conseiller à la Cour des finances de Bar. Stanislas s'exprimait de la façon suivante dans une lettre de « compatibilité », datée du 1^{er} juillet 1749 : « Nostre ami et féal le Sr Alexandre Moussin de Romécourt, nous a très humblement fait représenter que, par lettres patentes du 2 juin dernier, nous l'avons pourvu jusqu'à nostre bon plaisir de l'état et office de président en nostre ditte Chambre du conseil et des comptes, mais que se trouvant parent au degré prohibé par l'ordonnance avec

(1) Cf. DUMAST, p. 460.

(2) Voir le Mémoire donné en réponse par la Chambre, adressé au Chancelier, daté du 19 novembre 1738. Arch. de la Meuse, B. 2944.

« nostre ami et féal le Sr François de Levoncourt, son
« beau-frère et *premier conseiller né en lad. Chambre*
« *des comptes en sa qualité de Lieutenant général au*
« *bailliage dud. Bar*, ce qui forme une incompatibilité et
« par conséquent un obstacle à la réception... » (1).

Néanmoins, il nous semble que l'office de lieutenant-général n'emportait pas de plein droit l'exercice des fonctions de conseiller à la Cour des finances.

LE SECRÉTAIRE ET GARDE DU TRÉSOR

La Chambre des comptes avait un greffier qui faisait fonctions de secrétaire et de garde des archives. Au xvi^e siècle, il portait le nom de « secrétaire » ; au xvii^e, de « secrétaire et garde du trésor ». Il figurait parmi les membres de la Chambre. C'était un conseiller qui occupait cet emploi. Au commencement du xve siècle, le duc Robert confia la garde des archives à Jehan de Revigny, conseiller des comptes.

« Robert, duc de Bar, seig. de Cassel, scavoir faisons
« que nous confians à plain de la loiaulté et souffisance
« de nostre amé et féal conseiller maistre Jehan de
« Revigny, doien de nostre Eglise Saint-Maxe de Bar
« ycellui avons ordonné, commis et etablis, et par ces
« présentes ordonnons, commettons et établissons
« garde de nos chartres a ycellui office, porter et gouver-
« ner bien et loïaulement, aux drois, proffis, franchises,
« prérogatives et émoluments adcoustumés tant comme
« il nous plaira. Duquel office et de la garde de nos dictes

(1) Arch. Meuse, B. 290, fo 84 verso.

« chartres lui avons fait baillier les clefs par nostre ami
« messire Gerard de Verey, chanoine de nostre dicte
« Eglise le quel, avions à ce commis, après la mort et tre-
« passement de feu nostre amé et féal conseiller messire
« Jehan de Sorcey, doien de ladicte Eglise. Et pour sa
« poine et saillaire de vacquer en ladicte garde, lui avons
« tauxé et ordonné de gaiges chascun an la somme de
« dix francs... En témoignage de ce nous avons fait
« mettre notre scel à ces présentes. Donné à Bar le
« 18^e jour de Décembre 1406 » (1).

En qualité de « garde des chartes », le greffier était chargé de conserver tous les titres et papiers utiles de la Chambre. En 1622, Henri II donna mission au greffier Gabriel de Maillet de « reconnaître et mettre en ordre
« tous les titres utiles à la conservation de S. A. et de les
« transcrire sur plusieurs livres et volumes » (2). Il accomplit consciencieusement ce travail et reçut à titre de récompense une pension annuelle de 300 fr., tant qu'il exerça les fonctions de garde du trésor (3).

LE PARQUET

La Chambre des comptes de Bar, ainsi que celle de Lorraine, fut longtemps sans avoir près d'elle un parquet spécial.

(1) Trésor des chartes de Nancy, Layette B 540, n° 107.

(2) Arch. Meuse, B. 258, à la fin du registre.

(3) Par arrêt du 21 janvier 1771, la Cour des comptes a reconnu comme authentiques les anciens registres écrits par G. de Maillet. — Arch. Meuse, B. 202, f° 28.

Au xvii^e siècle, les procureurs généraux étaient pour- tant nombreux en Lorraine et Barrois. Il y avait « un « procureur général de Lorraine, du Barrois, des Vosges, « d'Allemagne, du Clermontois, du Bassigny, du comté de « Vaudémont, de Châtel, d'Hattonchâtel, etc. » (1). Néan- moins des tribunaux souverains, comme les Cours des comptes, n'avaient pas le leur. C'était le procureur géné- ral du Barrois qui portait la parole à la Chambre du con- seil et des comptes de Bar, ainsi qu'aux Grands jours de Saint Mihiel. Nous en trouvons de nombreuses preuves dans les registres de ces deux Cours. Rappelons seule- ment un arrêt rendu le 22 novembre 1449, entre le pro- cureur du roi de Sicile, René I^{er}, et le prieur de Saint- Hilaire.

Le procureur général du duché de Bar remplissait les fonctions de ministère public près la Chambre des comp- tes de Bar, à l'instar de celui de Lorraine qui exerçait les mêmes fonctions près celle de Nancy. Les officiers de la Chambre soutenaient aussi les intérêts du prince, quand il y avait lieu. Lorsque Charles IV érigea le Par- lement de Saint-Mihiel en Cour souveraine, par son édit du 7 mai 1641, « il y attacha les deux procureurs « généraux de Lorraine et Barrois qui suivirent cette « compagnie sous les dominations étrangères... Le même « prince, en donnant une nouvelle forme à la Cour sou- « veraine, par son édit du 26 mars 1661, réunit l'office de « procureur général de Barrois à celui de Lorraine, et le « premier qui fut attaché à la Chambre séante à Saint-

(1) Dict. de Rogeville, II, p. 224.

« Mihiel n'eut plus que le titre de substitut du second ». (1)
 Peu de temps après, le 5 février 1663, Charles réalisa un progrès énorme en instituant près de chacune de ses deux Cours des comptes un procureur général, « sachant, « disait-il, que dans toutes les compagnies souveraines « bien réglées et policées, il y a des procureurs généraux « établis à ce sujet, scavoir faisons que ne voulant rien « omettre des choses qui sont nécessaires pour le bien « de notre service, et établissement entier et parfait de la « Chambre des comptes de notre duché de Bar, nous, de « notre certaine science, pleine puissance et autorité « souveraine, avons créé et établi, créons et établissons, « par ces présentes en notre ditte Chambre de notre « duché de Bar un état et office de procureur général « pour la conservation de notre Domaine, droits souve-
 rains du public et des particuliers... » (2). Il nomma Oryot, conseiller à la Cour des comptes de Bar, pour occuper près d'elle l'office qu'il venait de créer ; mais, d'un esprit inconstant, il annula ensuite, par édit du 24 novembre suivant, l'ordonnance de réforme si ardemment désirée et confia l'emploi supprimé au procureur attaché à la Chambre des comptes de Nancy. Il en donna les raisons suivantes : « Après le dépérissement entier « que les dernières guerres ont apporté à notre do-
 maine... nous n'avons pas trouvé y pouvoir mieux « appliquer nos soins que par l'établissement d'un procu-

(1) Dict. de Rogeville, II, page 231.

(2) Arch. de la Meuse, B. 2943, pièce isolée, contenant copie de l'ordonnance de Charles IV.

« reur général de notre domaine, lequel faisant fonction
« de sa charge dans l'une et l'autre de nos Chambres des
« comptes de Lorraine et de Bar » (1). Nicolas Thomas, conseiller à la Chambre de Lorraine, fut pourvu de ce nouvel office. Il ne l'accepta que sous la condition de reprendre celui de conseiller, quand il le jugerait à propos et sans perdre son rang. Il prêta serment entre les mains de Charles IV, le 11 mars 1664. Peu de temps après, il démissionna et fut remplacé par Claude-François Canon, procureur général des Vosges.

Malgré la création de cette charge, la Chambre des comptes de Bar fut encore longtemps sans avoir près d'elle un représentant spécial du prince. Léopold lui attacha un avocat général par édit du 10 juin 1710 (2). Cette nouvelle fonction provoqua des discussions entre son titulaire et le procureur général du Barrois. L'avocat prétendait avoir les honneurs du parquet et la préséance sur son collègue. Cette question fut tranchée par arrêt du Conseil d'Etat du roi, en date du 5 mai 1741, rendu à la suite d'une instance introduite par M. de Vendières (3), procureur général à la Chambre des comptes et au bailliage de Bar, contre Jean François de Cheppe, avocat général de la Chambre. Le conseil proclama la pré-

(1) Dict. de Rogeville, II, p. 232.

(2) Dict. de Rogeville II, p. 242. Voir aussi la lettre de cachet de Léopold en date du 17 février 1714, qui règle les droits et fonctions de l'avocat général, Arch. de la Meuse, B 2944.

(3) Cf. généalogie de la famille de Vendières. Dumast, p. 358.

séance du procureur sur l'avocat (1). D'autre part, cette création d'un avocat général ne donna pas satisfaction à la Cour des comptes, qui désirait un parquet spécial et indépendant.

Le procureur général de la Chambre de Nancy, qui portait aussi la parole à celle de Bar, ne pénétrait jamais en la salle d'audience du Château, sauf pour sa prestation de serment. Il avait cependant, en vertu même de l'édit de création, droit d'entrée et de séance à la Cour de Bar comme à celle de Nancy ; il pouvait conclure pour tout ce qui concernait le domaine, comme il croyait devoir le faire, assister à l'audition des comptes et demander au préalable communication des pièces, s'il le jugeait à propos.

Le procureur général du Barrois se plaignait de cet état de choses. Dans un mémoire qu'il adressa au roi en 1777, il s'exprimait ainsi : « Le procureur général (de « Bar) a aussi l'honneur de vous représenter très respectueusement que celui de la Chambre des comptes de « Lorraine en a aussi le titre dans celle de Bar, et qu'il « prend une demie part dans les émoluments de la Chambre de Bar, quoique jamais ni lui ni ses prédécesseurs « ne fussent entrés en la Chambre de Bar que pour s'y « faire recevoir. Le procureur général de Bar ne l'est « qu'en l'absence de celui de Lorraine : ainsi c'est un « honnête substitut. La Chambre des comptes demande « un procureur général en titre à Bar indépendant de

(1) Arch. Meuse B 2944. Requête présentée par M. de Vendières et extrait de l'arrêt.

« celui de la Chambre de Lorraine. C'est un des objets du « mémoire qu'elle a donné à M. de la Galaizière » (1). De leur côté, les magistrats de la Cour de Barrois ne cessaient de répéter qu'ils étaient sous la « dépendance » de la Chambre de Lorraine, dont le procureur général était leur « censeur » ce qui les « déshonorait ».

LES HUISSIERS

Plusieurs huissiers exerçaient leur ministère près la Cour des comptes de Bar. L'un d'eux portait le titre de « premier huissier ». Indépendamment de ses fonctions d'huissier il était concierge du château et veillait à son entretien. Ordinairement il possédait des connaissances professionnelles pour tenir les bâtiments en bon état. Bertrand Prinsey est appelé « huissier et ingénieur » par son souverain ; d'autres étaient des artisans, d'autres avaient des aptitudes différentes. Didier de Mirecourt, surnommé « Didier l'Escripvain » était calligraphe et relieur (2).

Le premier huissier avait aussi la garde de la Tour-Noire, — l'une des tours qui servait de prison, — et de la « chinerie ».

Outre les émoluments qu'il percevait pour les actes de son ministère, il touchait ordinairement divers traite-

(1) Arch. de la Meuse, B 2943. 2^e mémoire du procureur général de Bar (1777) page 1.

(2) Cf. *Annuaire de la Meuse* 1905, p. XXII.

ments. En 1617, Bertrand Prinsey le jeune, premier huissier reçut 200 fr. pour une année d'appointments. On lui en attribua 400 fr. pour les années suivantes « en attendant autre meilleur » (1). Le duc lui alloua en 1624, 1.000 fr. à prendre sur la recette de Bar « pour ses appointments et gages d'ingénieur et pour s'entretenir « proche de la personne de Sad, Altesse s'estant à ce « subject marié au lieu de Nancy, et ce, pour augmentation de 600 fr. qu'il avait cy devant pour le même « subject sur les deniers de l'impôt du duché de Bar » (2).

Quelquefois il n'avait d'huissier que le titre ; G. Le Marlorat nous apprend que Bertrand Prinsey « est fils du « feu huissier de la Chambre des comptes et est pourveu « de cet estat, néanmoins ne l'exerce » (2).

Le premier huissier était exempt de tous impôts ; parfois il fut anobli : tel Luc Platel, anobli par le duc Antoine en 1550 et qui devint « la tige d'une des familles les plus distinguées des bailliages de Bar et de Saint-Mihiel, les Platel du Plateau » (3).

Aussi, en raison des avantages pécuniaires et du privilège de l'exemption de l'impôt attachés à cet office, souvent les fils succédèrent aux pères ; « les Prinsey ont détenu « cette charge (de premier huissier) pendant plus de trois « quarts de siècle » (3).

(1) *Journal de G. Le Marlorat*, p. 89.

(2) *Ibid.*, p. 150.

(3) *Annuaire de la Meuse 1905*, p. XXIII.

CHAPITRE II

Le Nombre des Conseillers. — Leurs Rétributions

La composition de la Chambre a beaucoup varié. Le nombre de ses membres peu élevé au début du xve siècle s'accrut dans de grandes proportions. Souvent les princes durent émettre des ordonnances pour déterminer combien de magistrats recevraient des émoluments.

En 1424, d'après un compte de Jehan Rouvel, receveur général du Barrois, la Chambre comprenait seulement quelques conseillers et clercs. Ils touchaient des « gages », Jehan Rouvel porte en dépense la somme de 20 fr. qui fut payée à Pierre de Broucey, doyen de Saint-Pierre de Bar et conseiller des comptes, et deux autres de 20 fr. versées à Jacques Quarré et à Jennin Ouriet, tous deux clercs en la Chambre (1).

(1) Bibl. mun. de Bar, Manuscrit n° 21, Cah. 6.

Cette somme totale de 60 fr. leur fut remise d'après l'ordre du souverain « en décomptant de leurs gaiges et « en considération de ce que, par ordonnance de... Mond. « Sr le duc de Bar, ils étaient alés au lieu de Nancy pour « l'audition des comptes de feu Colet Ricart, jadis rece- « veur de Bar, et autres officiers du duché de Bar » (1).

A ces magistrats, il faut ajouter Jehannot Merlin qui remplissait les fonctions de clerc en la Chambre. Il est inscrit au même chapitre des dépenses pour avoir reçu 7^l 10^s en décomptant de 15 dus « chacun an pour ses « gaiges d'être clerc de mondit seigneur en la Cham- « bre » (2).

Dans ce même état dressé en 1424, Jehan Rouvel porta en dépenses la somme de 117^l 17^s 6^d qui a été payée « aux « gens des comptes pour leurs gaiges ordinaires depuis « le dernier jour de novembre 1423 jusqu'au 12^e jour « d'aout 1424 que monseigneur le duc fut hors de main- « bournie et qu'il fit une nouvelle ordonnance sur le « nombre des gens qu'il veut retenir en ladite Chambre et « sur leurs gaiges » (1). Ainsi, au x^e siècle, la Chambre des comptes ne se composait que de quelques officiers.

Les comptes du commencement du x^e siècle n'indiquent pas le paiement de « gaiges » alloués au président. Peut-être n'y avait-il pas encore de président en titre. Les lettres qui furent adressées à cette époque à la Cour sont ainsi libellées : « à nos amez et féaulx les gens de nos

(1) Arch. de la Meuse, B 1852 et Bib. mun. de Bar, manuscrit n° 21, cahier 6, p. 4.

(2) Bibl. mun., manuscrit n° 21, cahier 6, f. 5 v°.

comptes » (1) et non comme plus tard « aux président et gens des comptes ».

L'ordonnance de 1424 à laquelle fait allusion le compte de Jehan Rouvel a dû diminuer les gages des magistrats de la Chambre. En effet, ce même receveur général indique qu'il a été payé « auxdits doïens de Saint-Pierre, Jacques « de Revigney et Jacques Quarre, conseillers de mons. « au fait de la d^e Chambre scavoir : à chacun 15 fr. en « décomptant de leurs gages d'un an commençant le « 12 aoust 1424 auquel jour leurs dits gages furent rame- « nés par Mons. en son conseil à 30 fr. par an pour chacun « d'eux » (2).

En 1429 les gages sont les mêmes. Les conseillers reçoivent 30 fr. par an. Jehan Rouvel porte dans son compte de gestion [présenté à la Chambre en 1429, 30 francs versés à chacun des conseillers : Pierre de Broucey et Jacques Quarre. Le clerc Jehannot Merlin a touché 20 fr. pour l'année (3).

En 1456 les conseillers et les clercs sont augmentés de dix francs par an. Le président touche 60fr. annuellement, les conseillers 40 et le clerc 30.

(1) Cf. lettre de René II (du 14 octobre 1424) adressée aux gens des Comptes. Bibl. mun. de Bar, man. 21, cah. 6, p. 6.

(2) Bibl. mun. de Bar, man. n^o 21, cahier n^o 6.

(3) Les conseillers donnent quittance sur le registre même. Pierre de Broucey et Jacques Quarre ont fait précéder leurs signatures de cette inscription : « Je suis payé des 30 fr, et moi pareillement ». Jehannot Merlin délivre aussi quittance sur le registre, sa signature est précédée de ces mots écrits par lui : « J'en suis content ».

Au x^v^e siècle les gages n'étaient pas payés avec régularité. Ils le furent cependant dans la suite. Un compte relate le versement de deux années d'appointements aux auditeurs, de trois ans aux clercs, de deux ans et demi soit 50 fr. à Jehan de Tuygnel, conseiller du roi et le paiement, à M^e Husson, maître des œuvres du roi, de 15 fr. pour un an et demi de gages (1).

A la fin du x^v^e siècle, le nombre des magistrats s'est accru démesurément (2). A la même époque on constate une augmentation des appointements. En 1483 le président reçoit 60 écus d'or valant 25 gros pièce. Les officiers qui se retirent de la Chambre dans le courant de l'année, ou qui y entrent, sont payés proportionnellement au temps d'exercice de leurs fonctions. Cependant on ne trouve pas de fraction inférieure à 3 mois. Le président Jehan de de Lambasle toucha en 1483, 31^{fr} 5^s pour 3 mois, Nicolle Merlin son successeur 93^{fr} 5^s pour 9 mois ; Johannes Lud, 10^{fr} pour ses gages d'auditeur pendant 3 mois.

Au commencement du x^v^e siècle, le nombre des conseillers est toujours très élevé et leurs gages sont restés les mêmes. D'après un compte de Liétard de 1509, le président Loys Merlin a touché 125 fr. et chaque conseiller 40 fr. Mais le 11 septembre 1579, Charles III rendit une ordonnance par laquelle il portait le traitement du président à 400 fr. et celui des conseillers à 200 fr. « Nous
« avons accru et augmenté... les gages et salaires ordinai-

(1) Bibl. mun. de Bar, man. 21, cah. 5.

(2) Compted' Antoine Varin, Receveur général de Barrois (1483-1484) Arch. Meuse, B 511.

« res qu'avez eu ci-devant de nous de quarante francs de
« plus par an et ceux de nous président de quatre-vingt
« (*sic*) francs, revenant iceux à ce moyen, annuellement
« pour chacun de vous à deux cent (*sic*) francs et pour
« ledit président à quatre cent (*sic*) » (1).

Cette augmentation eut pour conséquence de faire rechercher encore plus les charges de magistrats des comptes.

Par ordonnance du 28 juin 1580, Charles III porta à treize le nombre des conseillers qui devaient recevoir des appointements. Au décès de l'un des treize, le plus ancien des « supernuméraires » d'après l'ordre de réception, prenait la place du magistrat « émolumentaire » décédé. François Dupuis, auditeur, s'adressa à la Chambre le 15 février 1583 pour remontrer « à Messieurs estans en icelle
« qu'il a pleu à Dieu appeler à soy le confrère, M^e Thierry
« Cousin, et que, par le règlement de S. A. en l'année
« 79, il lui aurait pleu ordonner que, doresnavant et à
« l'advenir, il n'y aurait que le président et treize des dits
« conseillers et auditeurs qui receussent gaiges, et les
« premiers desdits gaiges mourants, iceux gaiges appar-
« tiendront au premier conseiller et auditeur estant en la
« Chambre reçu après lesdits treize, et qu'estans ledit
« Dupuis premier reçu, se présentait pour entrer à son
« ordre selon ledit règlement et recevoir les gaiges sup-
« pliant partant mesd. sieurs être reçu, lequel oy et

(1) Dict. des ordonnances, I, p. 127, Arch. de la Meuse, B 255, f^o 73 vo.
Le président recevait en outre 2 arpents de bois de chauffage et chaque conseiller un arpent.

« veu le règlement, ont lesdits sieurs en suyvant icelluy
« reçu ledit Dupuis pour joyr des gaiges doresnavant et
« à l'advenir et autres émoluments comme faisait ledit
« Cousin » (1). Quelques années plus tard, les appointe-
ments des magistrats de la cour fiscale de Bar furent encore
augmentés. Satisfait de leurs services, Charles IV, par
ordonnance du 8 novembre 1605 (2), alloua au président
120 fr. de plus par année et à chaque conseiller 60 fr., à
commencer le premier janvier 1606. Comme auparavant,
il continua à leur servir un arpent de bois de chauffage
et 36 poules.

Les magistrats de la Cour devenaient de plus en
plus nombreux. Charles IV rappelait dans l'ordonnance
du 11 janvier 1616 que leur nombre avait triplé depuis
40 ans (3).

Cependant la Chambre désirait, elle aussi, que les char-
ges de conseillers fussent limitées. Elle refusa, le 15 avril
1620, de recevoir un nouveau membre. Entre autres
raisons de son refus elle donnait celle-ci : « Ce seroit
« accroistre le nombre qui est en ladite Chambre contre
« l'ordonnance de S. A. qui veut les (conseillers) réduire
« à 13 » (4). Malgré son opposition et malgré les échecs
subis par certains candidats qui sollicitaient des charges,
le personnel de la Cour des comptes s'élevait encore, en
1622, au chiffre de 21 membres.

(1) Arch. de la Meuse, B 267, f° 244.

(2) Arch. de la Meuse, B 255, f° 152.

(3) Dict. de Rogeville, I, p. 146.

(4) *Journal de G. Le Marlorat*, p. 102.

Sans se préoccuper des ordonnances et du nombre des magistrats, Louis XIV, par mesure fiscale, en nomma de nouveaux. La Chambre se vit obligée de refuser l'entérinement des lettres de provisions, mais le roi força sa résistance. Il accorda des charges à des fonctionnaires qui déplaient aux gens des comptes ; ainsi il donna à François de Rizaucourt, avocat au Parlement, un office de conseiller à la Chambre de Bar. Oryot fut pourvu en 1663 d'une charge semblable. Il fallut trois lettres de jussion pour décider la Cour des comptes à enregistrer les lettres (1).

Elle fut réorganisée en 1698 avec cinq membres. C'est Camus, ancien auditeur, qui fut chargé de réunir ses collègues ; mais peu à peu le personnel augmenta. En 1710 la Cour était composée d'un président, d'un secrétaire et douze conseillers, un procureur général, auxquels s'adjoignirent bientôt d'autres membres.

Annuellement les officiers des comptes recevaient des portions de bois « à cause de leur état » (2). En 1490 le gruyer paya 6^l 7^s 6^d pour le transport de 33 voitures de bois de chauffage qui leur avait été fourni. Par ordonnance du 11 septembre 1579, il fut prescrit au gruyer de Bar d'assigner deux arpents de bois au président des comptes, et un arpent à chaque conseiller. « Nous vous « mandons et ordonnons, disait Charles III, qu'à l'advenir « et par chacun an, vous ayez à assigner et délivrer au « susdit président deux arpents de bois et à chacun des

(1) Arch. Meuse, B 271, fo 210.

(2) Arch. Meuse, B 777,

« dits auditeurs un arpent à prendre des tailles ordinaires
« de nostre gruerie dudit Bar que leur avons accordé et
« octroyé, accordons et octroyons par cestes... » (1).
Quelquefois, par générosité, le prince donnait à quelques-uns des magistrats une double portion et même davantage, pour les récompenser de leurs services. Le 26 mars 1715, Léopold ordonna au commissaire général des eaux et forêts de faire délivrer « 75 livres de chauffage au lieu de 21 » à l'avocat général de la Chambre. La lettre de cachet est ainsi conçue : « Voulant traiter favorablement
« notre très cher et feal le sr Viart, avocat général de
« notre Chambre du conseil et des comptes de Bar, et luy
« accorder soixante quinze livres de chauffage au lieu de
« vingt une livres huit sols six deniers comme aux conseillers et maistres en lad. Chambre, il est ordonné au
« sr Henard, Com^{re} gal réformateur de nos eaux et forêts
« au département de Nancy, de coucher ledit sr Viart sur
« l'état qu'il dressera annuellement pour les chauffages
« des officiers dud départ^t à commencer dès l'année dernière 1714, sur le pied et l'augmentation de septante
« cinq livres au lieu de 21 ^l 8^s 6^d qu'il avoit auparavant,
« ainsy nous plaît. Donn^e à Nancy le 26 mars 1715. Signé
« Léopold » (2).

Le 15 février 1717, Léopold favorisa encore un magistrat de la Cour de Bar en lui accordant une portion de bois supplémentaire. « Nous avons été informé, écrivait-il au

(1) Arch. de la Meuse, B 255, fo 74 vo et 75.

(2) Arch. de la Meuse, B 2944.

« commissaire général des eaux et forêts, que vous faites
« difficulté de le (Hubert de Vendières) (1) coucher sur
« votre état pour un double affouage, à quoy nous vou-
« lons pourvoir et nous vous faisons les présentes pour
« vous marquer que nostre intention est que ledit Sr
« Hubert de Vendières jouisse de son affouage ainsi de
« même que les autres conseillers maistres en lad.
« Chambre, et d'un autre affouage en qualité de nostre
« avocat général, voulons que sur l'état des affouages il y
« soit employé par doublement, car ainsy nous plaist » (2).

Les instructions de Léopold furent exécutées, ainsi que le constate le certificat suivant : « Nous soussigné con-
« seiller d'Estat de S. A. R., commissaire général réfor-
« mateur des eaux et forêts de Lorraine et Barrois au
« département de Nancy, certifions que le Sr de Vendières
« conseiller d'Estat, a toujours été couché par doublement
« pour 2 affouages sur l'état de chauffage de la Chambre
« des comptes de Bar, savoir en qualité de conseiller...
« et encore en qualité d'avocat général en la même
« Chambre, et ce, en exécution d'une lettre de cachet de
« ladite A. R. dattée du 15 fev. 1717... » (3).

Les gens des comptes percevaient des émoluments proportionnels aux travaux qu'ils effectuaient. « Il est à
« remarquer, disaient les habitants de Bar dans un véri-

(1) M. de Vendières, Conseiller d'Etat et Maître des comptes choisi pour remplir les fonctions d'avocat général à la Chambre de Bar.

(2) Arch. Meuse, B. 2944.

(3) Ibid. B. 2944. — Copie du certificat d'Hénart, daté de mars 1721.

« table plaider contre ces magistrats, que leurs émo-
« luments augmentent à proportion des tailles dont ils ont
« le sol par livre » (1).

En 1787 la Chambre toucha trois deniers pour livre des
impositions ordinaires soit 11 118 l. 14 s. « Il ne lui était
rien dû « à raison du régallement des vingtièmes ». Elle
« avait même supplié sa majesté de permettre qu'elle
« refusât ce qu'elle avait bien voulu lui offrir pour ce
« régallement » (2).

Les gens des comptes recevaient aussi des droits
de robes. Un compte de 1580 mentionne une somme de
100 florins qui leur fut versée « pour leurs robes qu'ils ont
accoutumé avoir chacun à cause de ladite Chambre » (3).
Ailleurs, dans un compte de 1509, pris au hasard, nous
remarquons qu'ils ont touché 200 fr. pour « droit de
robes » (4).

Les princes gratifiaient en outre de pensions certains
conseillers pour les récompenser de leurs services. En
1480, Loys Merlin jouissait d'une rente de 100 f. accordée
« par le feu roi », et Nicolas Merlin d'une pension de 20
florins d'or qui lui avait été octroyée en reconnaissance

(1) Arch. Meuse, B, 2946.

(2) Arch. Meuse, B. 2944. — Mémoire de la Chambre de Bar sur le
« régallement des impôts » dans l'étendue de son ressort, p. 42.

(3) Bibl. mun. de Bar. Man. 21, cahier 9, f° 2.

(4) Compte de Liétard, Receveur général de Barrois. Bibl. mun. de
Bar, man. 21, cahier 14, f° 15 v°.

de ses services. Cette même année Mengin Thieryon, Jehan Aubert et Robert Baudinais, tous trois auditeurs, reçurent chacun 50 f. à titre de pension. Une rente annuelle de 30 écus d'or était servie à Etienne de Naives (1).

Tantôt ces pensions étaient conférées pour un an, tantôt pour plusieurs années, tantôt à vie ou encore selon le bon plaisir du prince. En 1483, Varin, Receveur général du Barrois, porta en dépense la somme de 50 fr. versée à Mengin Thieryon auditeur, à payer « jusqu'au bon plaisir du prince ».

Parfois les magistrats de la Chambre occupaient, avec leurs offices de conseillers, d'autres emplois dont le duc les gratifiait. Ils pouvaient alors cumuler les traitements.

De plus, la générosité du prince à leur égard se manifestait par des cadeaux. On a vu que par ordonnance du 11 septembre 1579, il leur accorda annuellement à chacun 36 gelines. En 1613 un cellerier mentionne une dépense de 604 gelines délivrées « à Messieurs les Présidents et gens des comptes de Bar pour droit d'office » (2). Il recevaient aussi du poisson pour le carême.

La faveur du prince allait plus loin. Il donnait des pensions aux veuves d'anciens magistrats pour leur permettre de vivre dignement et en récompense de services rendus par leurs maris.

Les gens des comptes jouissaient de diverses prérogatives. Le duc les exemptait quelque fois du logement des

(1) Bibl. mun. de Bar. Manusc. n° 21, cah. 9.

(2) Arch. Meuse, B. 883.

troupes (1). En 1621 ils furent dispensés de partir en guerre « attendu qu'il rendront service en ce lieu (à Bar) (2) ». Le souverain leur concédait aussi le droit de chasse dans certaines de ses forêts (3). Enfin en qualité de nobles, ils jouissaient de tous les privilèges et honneurs attachés à la noblesse.

Nous venons d'énumérer les avantages pécuniaires alloués aux gens des comptes. Nous savons déjà que seuls les conseillers titulaires recevaient des gages, des affouages et des émoluments. Les sommes qui leur étaient dues tombaient dans une « bourse commune » dont le montant, divisé en un certain nombre de parts, leur était périodiquement distribué à l'exclusion des « surnuméraires ». D'après des doléances présentées à Léopold par H. de Vendières, procureur général, il résulte que, suivant

(1) Le Conseil de ville s'opposait à ces exemptions. Le 24 juillet 1639, il décida « sur ce qui a esté proposé que les Srs Conseillers et auditeurs des comptes poursuivent au Conseil privé du roi, pour obtenir exemption (du logement de troupes) au préjudice de la ville et des habitants de Bar qu'il serait présenté un mémoire au roi pour les empêcher d'aboutir dans leurs prétentions ». Arch. Meuse BB. 6.

(2) Arch. Meuse, B. 273, f° 158. Lettre de Charles II du 28 août 1665.

(3) « Nous Bailly de Thyange grand veneur de Lorraine et Barrois... Par la permission du Roy et l'autorité de nostre charge, avons abandonné le droit de chasse sur la forest du Hault Juré et les vignes des environs de Bar dépendant dudit finage appartenant au Roy, en totalité à Messieurs les Président et Conseillers et gens du Roy de la Chambre souveraine des comptes de Bar conjointement avec Messieurs les Officiers de la garnison ». Arch. Meuse, B. 285, f° 185.

ordonnance du 28 juin 1580, Charles III fixa à treize le nombre des conseillers « émolumentaires » « outre le président, en sorte que les émoluments d'icelle se seroient « partagés en 15 parts dont deux au président, et à chacun des conseillers une part » (1).

Ainsi à partir de 1580, on formait quinze parts lors des distributions du montant de la bourse commune. Le 15 avril 1717, Léopold réduisit les parts à quatorze dont deux pour le président, onze pour autant de conseillers, et une pour le procureur général ; mais sur les observations de M. de Vendières, il décida, le 15 juillet 1718, de faire quinze parts comme auparavant : « Par ces présentes « ordonnons qu'à l'advenir et pour toujours notre ditte « Chambre du conseil et des comptes de Bar sera et « demeurera composée d'un nostre président et douze « conseillers, nos procureur et avocat généraux que tous « les émoluments provenant de leurs fonctions *seront mis « en bourse commune et partagés en quinze parts* dont « deux au président, à nos conseillers, procureur et avocat « généraux chacun une part, sans que le nombre puisse « en estre augmenté, ny que les conseillers surnuméraires actuellement pourvus puissent y prendre aucune « part, synon lorsqu'ils entreront successivement et par « ancienneté dans le nombre fixé ci-dessus, leur réservant néanmoins la séance et voix délibérative des droits « dont ils ont jouys jusques à présent. . . » (2).

(1) Léopold rappelle ces doléances de M. de Vendières dans son ordonnance du 15 juillet 1718. Arch. Meuse, B. 279, f° 44.

(2) Arch. Meuse, B. 279, f°s 44 vo et 45.

CHAPITRE III

Les offices de Conseillers. Les conditions de réception. Expectatives et survivances. Honorariat.

LES OFFICES DE CONSEILLERS

Les offices de conseillers étaient conférés par le prince. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, il les accordait moyennant le paiement d'une certaine somme d'argent qui variait. Les uns payèrent une « finance » de 3,000 fr., d'autres de 5,000, d'autres de 6,000, etc.

La faculté de résigner l'office s'achetait aussi. Souvent elle était conférée avec la charge même. En 1632 Blayves versa 6,000 fr. pour la « finance » de l'office et 2,000 fr. pour le droit de résignation ; ce qui n'empêchait pas la charge de vaquer au profit du souverain dans certains cas. En effet la cession n'était efficace que si elle précédait le décès du titulaire de plus de vingt jours ; par suite la mort subite d'un magistrat empêchait la résignation, et bien plus, celui qui avait cédé moins de vingt jours

avant son décès ne l'avait pas fait utilement. Cette règle devait son origine à une autre semblable — celle des quarante jours — établie par la chancellerie pontificale pour la résignation des bénéfices ecclésiastiques et que Henry II étendit, en France, à la cession des offices par édit de juin 1580 (1).

Pour éviter les inconvénients de cette règle à l'égard des magistrats, le duc accordait parfois le droit de résigner « sans le risque des vingt jours ». Le 27 janvier 1632, Leprestre, conseiller d'Etat, envoyé par Charles IV, se présenta à la Chambre « pour voir ceux qui voudront « donner à S. A. 3,000 fr. à charge d'avoir la faculté de « résigner sous les vingt jours et augmentation de gages « de 210 fr. » (2). Vingt conseillers demandèrent de réduire la taxe à 2,000 fr. Colliquet fut reçu auditeur en 1632 « avec « pouvoir de résigner sans la risque des vingt jours » (3). Le souverain donnait aussi à la veuve et aux héritiers du

(1) Cf L'édit d'août 1692 par lequel Louis XIV confirmait l'établissement de la Chambre des comptes de Dôle et dont nous extrayons ce passage « ausquels officiers anciens (de la Chambre de Dôle) nous avons accordé et accordons comme aux nouveaux la faculté de résigner leurs offices, en survivant 40 jours à leurs resignations, et mesme la dispense desdits 40 jours en payant l'annuel sur le pied des évaluations desdits offices... »

Il est intéressant de rapprocher de cette règle une prescription analogue contenue dans l'article 1,975 du Code civil. Le législateur annule les effets du contrat par lequel une rente viagère a été constituée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat, mais cette prescription n'est pas due aux mêmes motifs.

(2) *Journal de G. Le Marlorat*, p. 221.

(3) *Ibid.*, p. 223.

magistrat décédé le droit de « disposer de l'office dans « l'année du deuil ». Richard de Blayves fut nommé aux fonctions de conseiller « à charge d'en pouvoir disposer « et résigner sans la risque des vingt jours, et en défaut « que sa veuve ou héritiers en disposeraient pendant « l'année du deuil » (1).

CONDITIONS DE RÉCEPTION

Aucune condition n'était exigée, semble-t-il, au xve siècle ; c'était le duc qui nommait selon son bon plaisir. Mais Henry II réglementa les admissions par son ordonnance du 21 janvier 1616. Il décida que le candidat devait être âgé de 25 ans au moins et subir avec succès un examen de capacité. Le but de cette épreuve était de constater les aptitudes et connaissances de l'impétrant, tant au point de vue des affaires domaniales que judiciaires. Le candidat choisissait un sujet de droit sur lequel il discourait. On sait que Gallet, en 1618, « s'est « offert d'interpréter la loy 1 § De iis qui nottantur *sic* / « infamia, et en a donné quelque'interprétation à l'ouver- « ture du livre qui lui a esté présenté, mais n'a esté inter- « rogé de pas un des présens » (2). Mousin « a pris une loy « de droit et a parlé quelque peu de venditionibus quae « scriptis aut solo consensu trahuntur » (3). Le jury d'examen était composé du président et des conseillers

(1) *Journal de G. Le Marlorat*, p. 223.

(2) *Ibid.*, p. 95.

(3) *Journal de G. Le Marlorat*, p. 184.

des comptes. Le « chef de finances » pouvait en faire partie, s'il lui plaisait.

Il fallait également prendre l'engagement de ne « postuler » en aucun siège (1) et de ne pas se livrer au trafic, les professions commerciales dérogeaient. Cependant, au xviii^e siècle, le Conseil du roi autorisait les magistrats des comptes, sur leur demande, à siéger simultanément dans certains tribunaux. Plusieurs auditeurs furent nommés conseillers au bailliage de Bar, ce qui augmenta encore l'animosité qui avait toujours existé entre la Cour des comptes et les bailliages. Plusieurs membres de la Chambre sollicitèrent « l'expectative » d'offices au bailliage de Bar et reçurent satisfaction. L'un d'eux y exerça même les fonctions de substitut. La Chambre se plaignit amèrement de ce fait, elle n'avait jamais pu tolérer qu'un auditeur fit partie du bailliage. Lorsque Cachedenier de Vassimont obtint ses lettres de provision de l'office de conseiller des comptes en 1729, elle lui demanda, avant de l'admettre, de renoncer à l'expectative de conseiller au bailliage de Bar, qui lui avait été accordée quelques années auparavant. Vassimont y consentit sans difficulté. Les expressions employées par les gens des comptes dans leurs remontrances à ce sujet montrent qu'ils avaient à cœur d'empêcher certains d'entre eux de

(1) Le souverain permettait par lettres spéciales de postuler devant diverses juridictions. Le 1^{er} juillet 1630 Baltazar de Neyon, auditeur des comptes, reçut le pouvoir « de postuler et faire toutes fonctions de la charge d'avocat devant le Bailliage et la prevosté de Bar ainsy qu'auparavant, bien que pourvu d'un office de conseiller en la Chambre ». — Arch. de la Meuse, B. 269, fo 217 vo.

siéger dans des tribunaux inférieurs. Maillet, conseiller maître, avait obtenu de la régente des lettres de conseiller surnuméraire au bailliage de Bar avec pouvoir d'y suppléer les procureur et avocat généraux. Ces derniers adressèrent au roi, à cette occasion, le 4 juillet 1736, des remontrances intéressantes à connaître. Ils prétendaient d'abord, qu'« il étoit sans exemple, qu'un conseiller de « Cour souveraine en titre, eût jamais demandé un « office dans une Compagnie inférieure » (1). Jamais ils « n'avaient vu un tel fait. Ils qualifiaient sa demande « d'indécence » ; ils déclaraient ensuite que la Chambre « ne pouvait souffrir qu'un de ses membres se mit à la « queue d'une juridiction inférieure pour y opiner, mar- « cher le dernier et suivre tous les autres » (2). Ils faisaient observer qu'il étoit « inouï » qu'un conseiller de Cour souveraine prit place au barreau des avocats (3) d'un bailliage pour y exercer les fonctions de substitut.

La Chambre se montra aussi violente dans le mémoire qu'elle adressa au chancelier, toujours à ce sujet, le 17 novembre 1738 : « Il y a de la pudeur, il est vray, dit-elle, pour des conseillers de Cour souveraine de prendre de semblables places (4), d'être les derniers d'un « siège inférieur et d'y faire l'office de substitut, comme il

(1) Arch. de la Meuse, B. 2944. — Remontrances à S. A. R. de la part de ses Procureur et Avocat généraux de Bar.

(2) Ibid.

(3) C'étoit la place des substitués.

(4) Expectative au bailliage.

« y en a un qui le fait ; ce sont des bassesses reprochables
« à ces officiers. La Chambre des comptes s'y était oppo-
« sée de même que le bailliage, mais il a fallu en passer
« par là puisque le Conseil de régence l'a voulu ainsi » (1).
Ailleurs, dans un deuxième mémoire, le procureur général de Bar s'exprimait ainsi : « Mais, depuis 6 à 7 mois,
« il est arrivé que le Conseil de Lunéville s'est avisé de
« placer, dans le même siège (le bailliage de Bar), deux
« conseillers de la Chambre des comptes sous le titre de
« conseillers expectants, et a donné à l'un d'eux le droit de
« faire les fonctions de substitut audit bailliage en l'absence
« des avocat et procureur généraux... il a fallu subir le
« joug de cette nouveauté si singulière et qui est inju-
« rieuse à la Chambre qui voit deux de ses conseillers
« expectants placés les derniers dans une juridiction infé-
« rieure et encore l'un des deux, substitut. Cet établisse-
« ment est aussi à charge du bailliage et y cause un
« refroidissement dans les anciens et un désordre et des
« railleries en ce que le siège ne peut contenir tant de
« juges ; si les expectants se trouvent placés sur leurs
« sièges à l'audience, lorsque les anciens entrent, il faut
« que les anciens retournent chez eux ou entrent dans
« la Chambre du Conseil... » (2).

Ainsi, malgré les désirs communs de la Chambre des comptes et du bailliage de Bar, le Conseil du roi autorisait les gens des comptes à siéger dans d'autres tribunaux.

(1) Arch. Meuse, B. 2944. — Mémoire présenté au Chancelier par la Chambre le 17 novembre 1738.

(2) Archives de la Meuse, B. 2943. — 2^e Mémoire, 10 mars 1777.

Le candidat devait être de bonnes vie et mœurs. C'est la Chambre elle-même qui procédait à l'enquête nécessaire ou la dirigeait (1). Il fallait aussi pratiquer la religion catholique. Lorsque Louis XIV nomma Antoine Morel, conseiller, il ordonna à la Chambre de recevoir son serment, mais seulement après s'être assurée « de ses bonnes vie, mœurs, conversation, religion catholique, apostolique et romaine ».

Les gens des comptes étaient hautains, parfois ils firent preuve d'un certain esprit de caste. Ils se refusèrent à accepter parmi eux un ancien négociant. Lorsque les lettres de nomination octroyées à Richard de

(1) Procès-verbal de réception d'un conseiller.

« Ce jourd'huy seizième Juillet, mil six cent quatre-vingt-dix-huit. Les lettres patentes, d'autre part octroyées par son altesse sérénissime au sieur Pierre Jobart, licencié aux droicts de la charge et office de conseiller et auditeur de la Chambre du conseil et des comptes du duché de Bar, sur la démission faite entre les mains de sa dite Altesse par le Sr Pierre Jobart, son père, ont été présentées, veues et leues à Messieurs les Président et gens du Conseil et des comptes dudit duché de Bar, ensemble *l'information faite par le Sr Camus, leur confrère, des vie, mœurs, conversation et religion catholique, apostolique et romaine dudit Sr Jobart...* »

A la suite de cette enquête le serment était reçu par le président de la Chambre « le serment (de Jobart) a esté pris en tel cas requis et accoustumé par Monsieur d'Alençon, président à la dite Chambre du conseil et des comptes ». Après ce serment, le candidat était mis en possession de son office et ses lettres étaient entérinées. « ...ont les-dits sieurs (les gens des comptes) mis en possession dudit estat et office de conseiller en laditte Chambre le dit sieur Jobart, entériné et entérinent les dites lettres, selon leur forme et teneur à condition qu'il ne postulera pas es siège de justice... ». (Arch. de la Meuse, B. 274, p. 8).

Blayves, ancien marchand à Bar, leur furent présentées. ils décidèrent d'en ajourner l'entérinement et d'adresser des remontrances au duc. Ils déléguèrent Le Marlorat et Mousin pour soumettre leurs doléances au prince, afin d'obtenir la révocation des lettres. Celui-ci ne tint pas compte de leurs observations. Par lettre de jussion, il ordonna à la Chambre d'admettre Blayves « à charge par « ce dernier de se déporter entièrement du trafic de « marchandises qu'il a exercé ci-devant » (1). Comme Blayves avait demandé qu'un délai lui fut fixé pour écouler ses marchandises, la Chambre refusa et différa la réception. Il fallut que le duc intervint pour contraindre les gens des comptes à recevoir le serment, et à octroyer à Blayves un an pour terminer sa liquidation.

Ils déclaraient aussi que les nobles seuls pouvaient faire partie de leur compagnie. Cependant, quoique roturiers, certains magistrats furent nommés à des offices de conseillers. Le prince leur conférait d'ordinaire, avec les lettres de provision, des lettres de noblesse ou de dispense de noblesse ; mais ceux même des gens des comptes qui n'avaient pas obtenu cette faveur et n'étaient pas nobles, prétendaient, en leur qualité de conseillers à la Chambre, jouir de tous les privilèges attachés à la noblesse. Jean Magot, secrétaire du souverain et conseiller des comptes, soutenait qu'il était exempt du droit de franc fief pour ses biens nobles de Champagne, par suite de l'exercice d'un office de la Cour de Bar. Le fermier du domaine lui contestait cette prérogative. Il ne recon-

(1) *Journal de G. Le Marlorat*, p. 223 et 224.

naissait de privilège qu'aux anoblis. L'inspecteur des domaines partageait son avis. Cette affaire fut portée devant le Conseil des finances. M. de Vendières, procureur général à la Chambre des comptes, déposa des conclusions conformes aux prétentions de son collègue (1). Le fermier succomba dans cette instance.

Au x^ve siècle les conseillers étaient astreints à fixer leur résidence à Bar (2). La Chambre refusa plusieurs fois d'entériner des lettres de provision accordées à des fonctionnaires qui ne pouvaient habiter Bar, en raison de leurs autres fonctions.

Pendant longtemps ce fut à la Ville-Haute que les gens des comptes durent résider. Là siégeait la Cour des comptes, là s'élevait le château des ducs. Cette partie de la ville était fortifiée et jouissait de divers privilèges ; les nobles y demeuraient. Quand certaines familles notables eurent établi leur domicile à la Ville-Basse, Henry II obligea ses officiers, par ordonnance du 14 novembre 1617, à résider à la Ville-Haute. Il donna comme motif la nécessité de conserver des habitants autour de son château. A partir de cette époque les lettres de provision de conseillers comportèrent souvent cette obligation. Christophe Preud'homme, Georges Gallet, François Colli-

(1) Arch. de la Meuse, B. 2944.

(2) Philbert Duhatoy, prévost de Marville, fut nommé conseiller des comptes en 1492 « à charge par luy de faire sa résidence à Bar ». Il semble qu'au x^{vii}e siècle cette obligation n'était plus imposée. Le 13 novembre 1642, Georges Gallet, Conseiller à la Chambre de Bar, renonça à son droit de bourgeoisie à Bar, et se fit recevoir habitant de Combles. (Arch. commun. de Bar, BB. 7.

quet, François le Mosleur, Georges Xaubourel, Pierre Moulin, Jean Pouppart, Jean Bouvet, Jean de Blayves, Nicolas le Marlorat, etc. furent reçus à charge d'habiter la Ville-Haute (1) ; mais, plus tard, Charles IV autorisa ses officiers à fixer leur demeure à la Ville basse.

Les gens des comptes devaient avoir une conduite exemplaire. Il leur était interdit « d'aller à la taverne » avec les comptables. Ils devaient exercer leurs fonctions avec dignité, sinon le prince ne craignait pas de suspendre le conseiller pris en défaut. Ainsi, à la suite de plaintes, Charles IV ordonna, le 4 décembre 1664, à un auditeur François le Mosleur, de lui fournir des explications au sujet de certaines de ses actions, et le suspendit de ses fonctions jusqu'à sa décision : « Il est ordonné à « l'auditeur de nostre Chambre du conseil et des comptes « de nostre duché de Bar, François le Mosleur, de se rendre incessamment en ce lieu de Nancy, pour y rendre « compte de ses actions sur les plaintes qui nous ont esté « faites contre luy ; et cependant et jusques ce qu'il y ait « satisfait, défense à lui d'entrer en nostre dite Chambre « et de faire aucune fonction de sa charge à telle peine « que de droit, car ainsy nous plaist » (2).

Plusieurs membres d'une même famille ne pouvaient occuper simultanément des offices à la Chambre. Henry II, dans son ordonnance du 11 janvier 1616 déjà citée, interdisait au père et au fils, à l'oncle et au neveu, au beau-père et au gendre, de faire partie de la Cour de

(1) Cf. DUMAST, p. 210, 211, 212, 216, 220, 221, 226, 230.

(2) Arch. de la Meuse, B. 273, fo 352.

Bar. Il prévoyait le cas où plusieurs magistrats, parents au degré prohibé, exerçaient des fonctions à la Chambre. Lorsqu'ils siégeaient dans la même affaire, leurs voix ne pouvaient compter que pour une, s'ils étaient du même avis. Quand il se présentait une instance où les parties intéressées étaient parentes, au degré prohibé, avec un ou plusieurs officiers des comptes, ces magistrats devaient sortir de la salle d'audience, pendant les débats, pour ne pas influencer leurs collègues.

Toutes ces conditions imposées aux candidats n'étaient pas absolues. On pouvait obtenir des dispenses.

Des parents au degré prohibé, des mineurs de 25 ans, etc., furent fréquemment autorisés par les souverains à exercer des fonctions à la Chambre (1).

EXPECTATIVE ET SURVIVANCE DES OFFICES

Le même office pouvait avoir plusieurs titulaires grâce à l'« expectative » et à la « survivance » qui furent en vigueur pendant longtemps ; de là cette grande quantité

(1) Voir page 47. Lettres de compatibilité du 1^{er} juillet 1749, accordées par Stanislas à M. de Romécourt. (Arch. Meuse, B. 290, f^o 84).

Lettres de dispense d'âge accordée à M. de Vendières le 11 février 1784. « Notre cher et bien aimé le Sr Jean-Baptiste de Vendières nous a fait exposer qu'il désireroit se faire recevoir en l'office de nostre conseiller maître en notre Chambre du conseil et des comptes, mais que n'étant âgé que de vingt-quatre ans trois mois suivant son extrait baptistaire du 12 novembre 1759, il aurait besoin de nos lettres de dispense d'âge... » Le prince accorde cette dispense. Arch. Meuse, B. 350, f^o 138.

de magistrats, pour la plupart parents entre eux et inutiles au bon fonctionnement de la Cour.

On accordait à un protégé, à un fonctionnaire, une charge non encore vacante. L'« expectant » avait la certitude de l'obtenir tôt ou tard par suite de la démission ou du décès du titulaire. — À l'inverse le titulaire pouvait résigner son office et en conserver la « survivance » avec l'autorisation ducale. Ce cas se présentait fréquemment entre père et fils. Le père se réservait la survivance de son office dont il se démettait en faveur de son fils. On voit même des cas où la survivance fut constituée à la fois au profit du père et du fils.

Consenties dans un but fiscal, par Charles IV, l'expectative et la survivance furent un obstacle à l'occupation des charges par des sujets de mérite. Elles rendaient à peu près inaccessibles à des hommes de talent les fonctions d'auditeurs à la Cour, en les maintenant entre les mains de quelques familles; ces offices devenaient pour ainsi dire héréditaires. Nombreux, en effet, sont les cas de succession de père en fils. Il est vrai qu'en revanche, il se formait une noblesse de robe, imbue de préjugés certes, mais qui se faisait une idée élevée de ses devoirs (1).

(1) Extrait des lettres de provision d'avocat général de la Chambre des comptes de Bar, en survivance accordées au Sr de Cheppe de Morville, « nous croyons ne pouvoir mieux témoigner au Sieur de Cheppe de Morville nostre satisfaction de la distinction avec laquelle il exerce l'office de nostre avocat général en nostre Chambre des comptes de Bar, qu'en lui donnant pour survivance dans cette charge, nostre cher et bien amé le Sr Claude de Cheppe de Morville son fils, sur le compte duquel il nous a esté rendu les tesmoignages les plus favorables.

« L'expectative et la survivance » furent supprimées le 12 juillet 1729 par Elisabeth d'Orléans au nom de son fils François III (1). Cette décision fut insuffisante pour faire cesser un état de choses auquel tenaient les magistrats. On rencontre des cas nouveaux d'expectatives et de survivances sous Louis XV ; ainsi, le 20 février 1767, Benoit Cachedenier de Vassimont fut nommé, à titre de survivance, à l'office de président de la Chambre. Le 8 avril de cette même année, ses lettres de provision furent enregistrées.

HONORARIAT

A côté des conseillers en exercice, d'autres, quoique démis de leurs offices, en conservaient les prérogatives. C'était les magistrats honoraires. Par reconnaissance des services rendus, le duc accordait assez souvent « l'honorariat » ou « la vétérance ». Voici quelques exemples : le 5 mai 1770, Claude de Maillet résigna sa charge de conseiller-maître en faveur de son fils et obtint

A ces causes... nous donnons, conférons et octroyons à titre de survivance, audit Sr de Cheppe de Morville fils, la dite charge de nostre avocat général en nostre Chambre des comptes de Bar, voulant en conséquence qu'elle ne puisse être censée vacante, quand mesme le Sr de Cheppe de Morville père, s'en demettrait ou viendrait à décéder et que ledit Sr de Cheppe de Morville fils ne puisse estre tenu d'en obtenir, dans l'un ou l'autre cas, de nouvelles provisions ». B. 350, fo 155 vo.

(1) L'ordonnance stipulait l'extinction des survivances et expectatives aux charges de conseillers d'Etat, gens des comptes de Lorraine et Barrois. Arch. Meuse, B. 283, fo 179.

de Louis XV, le 6 juin suivant, le titre de « conseiller-maitre honoraire ». Le 6 août 1775, Benoit Cachedenier de Vassimont, démissionnaire de l'office de président des Comptes, fut nommé président honoraire. Le 21 février 1733, François de Bar reçut le titre de « conseiller vétérân » (1).

(1) « A nostre très cher et féal conseiller-maistre et auditeur en nostre Chambre du conseil et des comptes de nostre duché de Bar, le sieur François de Bar, salut... nous avons résolu de vous accorder des lettres de vétérance en notre ditte Chambre des comptes pour, par là, vous mettre en occasion de nous continuer nos services avec le mesme zèle, fidélité et affection que vous avez fait jusques à présent... A ces causes, nous vous nommons conseiller vétérân... pour, désormais en cette qualité, et jusqu'à nostre bon plaisir, continuer d'y avoir les mesmes entrée, rang, séance et voix délibérative que vous avez eus jusques à présent et jouyr des honneurs, autorités, privilèges, franchises, immunités, exemptions, droits et fonctions dont vous avez jouys ou dû jouyr sans néanmoins pouvoir rien prétendre dans les fruits et émoluments qui appartiendront » au successeur. Arch. Meuse, B. 284, fo 151 vo.

CHAPITRE IV

Prestation de serment des gens des comptes. —

**Leur Costume. — Participation de la Chambre
aux cérémonies officielles. — La salle
d'audience. — Les jetons.**

PRESTATION DE SERMENT

Avant d'entrer en fonctions, les magistrats des comptes prêtaient serment (1).

Les registres de la Chambre relatent que la prestation se faisait suivant certaines règles « en tel cas acous-

(1) La réception des présidents se faisait en séance solennelle. Le 31 janvier 1532 Maxe Cousin fut installé solennellement à la présidence. A cette occasion le nouveau président prononçait un discours et offrait ordinairement un dîner à ses collègues : « Ce mardy 12 may 1609 ont esté entérinées les lettres patentes de S. A., datées du 9 mars dernier, accordées au sieur Nicolas de Gleisenoue Sr de Marainville de l'esta de président du conseil et des comptes du duché de Bar, lequel a fait une belle harangue après sa réception et a fait festin à Messieurs de la dite Chambre et officiers de ce lieu où l'huissier de la Chambre estoit ». *Journal de G. Le Marlorat*, p. 27.

tumé », mais ne mentionnent pas la formule en usage. Ils nous apprennent quels engagements prenaient les anciens magistrats. Ainsi, le 23 Août 1633, François de Rouin, promet « d'exercer bien et fidèlement sa charge... « garder et défendre ses droits (du roi), faire en sorte « que bon et fidel compte lui soit rendu par ses rece-
« veurs... et en toutes choses se comporter comme bon
« et fidel officier du roi.. » (1). La Chambre prescrivit, le 11 août 1656, que chacun de ses membres, dans le serment prêté lors de sa réception, promettrait : « Première-
« ment, de ne dire jamais en quelle sorte d'affaire ce
« puisse être l'advis particulier d'aucuns de Messieurs
« ny même le sien particulier ; — en second lieu, de
« prendre bien garde de ne dire aucune résolution de la
« Chambre dont l'advis et publication puisse porter
« aucun préjudice au Roi, publicq, ou tiers ; — et en
« dernier lieu, de tenir particulièrement secrettes celles
« desdites résolutions que la dicte Chambre arresterà
« estre tenues secrettes ; et que ceulx de Messieurs
« absens à qui telles résolutions auroient pu estres dictes
« seront obligés au mesme secret que s'ils y avoient
« assistés. Et tiendra la dicte interprétation aux peines
« d'interdiction d'un an contre le contrevenant et priva-
« tion de tous émoluments » (2).

Le serment était prêté dès l'entrée en fonctions du titulaire ; cependant, à l'avènement d'un nouveau souverain, les officiers étaient tenus de lui jurer fidélité.

(1) Arch. Meuse, B. 2943.

(2) Bibl. mun. de Bar. Manuscrit n° 134, p. 40.

Lorsque Stanislas prit possession de la Lorraine et du Barrois, le président de la Chambre lui promit « obéissance et service » en son nom, celui de ses « collègues et des justiciables » (1). Il reconnut aussi Louis XV comme souverain éventuel, certifiant « dès à présent, comme pour lors, qu'arrivant le décès du « roi de Pologne, duc de Bar, notre seul et légitime « souverain actuel, nous garderons et rendrons à sa « majesté très-chrétienne la même fidélité, obéissance « et service dont nous sommes tenus envers notre dit « seigneur actuel... » (1).

Le serment du président était reçu soit par le prince lui même, soit par un haut fonctionnaire délégué à cet effet. Ordinairement les conseillers accomplissaient cette formalité entre les mains de leur président. Ainsi le 1^{er} août 1608 Henry II adressa à Jean Vincent, (2) le mandement suivant : « A notre très cher et féal conseiller d'Estat et président de nostre Chambre du « conseil et des comptes de Barrois, Jean Vincent. « Salut. — Nous vous mandons et ordonnons que « comme vous avez le jour d'hier presté le serment de « conseiller d'Estat des nostres et de président de « nostre Chambre des comptes de Barrois, vous preniez « aussy et receviez pour nous et de nostre part le serment de tous et chacun, les conseillers, et auditeurs « des comptes de ladite Chambre, vos confrères, selon « que vous scavez estre requis et nécessaire au bien de

(1) Cf. *Coutume de Bar*. Le Paige p. 21 et 22.

(2) Président de la Chambre.

« nostre service et leur en bailler acte par escript,
« comme de ce faire nous avons donné et donnons par
« cestes pouvoir et mandement spécial » (1). Conformément à ces instructions Jean Vincent reçut le serment de ses confrères (2).

LE COSTUME DES GENS DES COMPTES

Les anciens comptes du x^ve siècle nous apprennent que les magistrats de la Chambre des finances de Bar touchaient diverses allocations pour achat de robes, et que certains fonctionnaires recevaient des « livrées » (3).

Les gens des comptes avaient un costume officiel. En 1450 le président Jehannet Merlin portait un manteau noir avec hermine posé sur une robe de drap pourpre (4). Le vêtement de cérémonie de son fils, Louis, président des comptes et général des finances en 1478, consistait en une robe noire et un manteau de drap pourpre bordé

(1) Arch. Meuse, B. 268 f^o 122.

(2) Arch. Meuse, B. 268 f^o 122 v^o.

(3) Dans un compte de 1424, Jehan Rouvel, receveur général de Barrois, relate les fournitures de drap « camelin et blanch » délivrées « pour aider au fait des robes de livrées » que le duc fit remettre à ses officiers. Ainsi il porte en dépense « 100 s. à M^e Étienne de Revigny lieutenant du Bailly de Bar qui dūs lui étaient pour 5 aunes de drap camelin qu'il a vendu pour aider au fait des robes de livrée que mond. seigneur a donné à ses gens et officiers. » Bibl. mun. de Bar, manus. n^o 24 cahier 7 f^o 2 v^o.

(4) Voir son portrait, Dumast, p. 1.

d'hermine (1). En 1492, Jean Baudinais, conseiller des comptes et lieutenant général de Barrois, avait une robe de drap violet garnie de pourpre sous un manteau noir bordé d'hermine ou de fourrure (2). Au xvi^e siècle, le costume du président se composait d'une longue robe de pourpre, bordée d'hermine et d'une soutanelle de drap d'or (3). Il l'échangea dans la suite contre un costume semblable à celui des fonctionnaires des cours françaises. A Paris, le costume variait suivant la qualité du magistrat. Primitivement, les gens de la Cour des comptes de Paris se revêtaient d'une « robe longue », s'ils étaient « selon la loy » sinon, ils ne portaient qu'une « robe courte ». Mais, à partir de l'entrée de la reine à Paris en 1660, tous furent gratifiés d'un vêtement long (4).

Au xviii^e siècle le président jouissait du port d'une toge de velours noir ; les conseillers maîtres, le procureur et l'avocat général avaient une robe de satin noir ; les correcteurs, une robe de damas noir ; les auditeurs, le premier huissier et les greffiers une robe de taffetas noir.

Les conseillers de la Chambre de Bar revêtaient « la toge pourpre pour les dignitaires, la toge noire avec le rabat ou le jabot et les manchettes à dentelles pour les simples conseillers » (5).

(1) Voir son portrait, Dumast, p. 11.

(2) *Ibi.*, p. 76.

(3) SADOUL, *Inst. jud.* p. 215.

(4) Arch. Meuse, B. 2944. Copie intitulée : Chambre des comptes de Paris, p. 2.

(5) Abbé Renard. Le château de Bar p. 152.

PARTICIPATION DE LA CHAMBRE AUX CÉRÉMONIES
OFFICIELLES.

Formant un corps important dans l'État, les officiers des comptes étaient représentés aux fêtes et cérémonies officielles. A la naissance, à la majorité ou au mariage d'un prince, ils lui adressaient leurs compliments. Ainsi le 19 avril 1721, Léopold leur envoya cette lettre : « très
« chers et féaux, aiant plu à Dieu de nous conserver
« jusqu'à présent notre très cher et très aimé fils, le
« prince royal, et la joie que nous ressentons de le voir
« sy proche de l'aage par nous voulu pour la majorité
« des princes héréditaires de nos États, pays, terres et
« seigneuries de notre obéissance, ne pouvant mieux
« paroître aux yeux de nos sujets qu'en vous faisant con-
« courir à en laisser un témoignage à la postérité, nous
« vous mandons et ordonnons de faire une députation du
« président et de sept conseillers de vòtre corps, pour se
« rendre en cette ville de Nancy le vendredi vingt
« cinq de ce mois, en habit de cérémonies, pour, au
« lieu et à l'heure qui vous seront marqués par le maitre
« des cérémonies, faire votre compliment de félicitations
« à notre très cher et très aimé fils, le prince royal, sur
« sur sa majorité et naissance, la présente n'étant à
« autre fin, nous prions Dieu qu'il vous aye, très chers
« et féaux, en sa sainte et digne garde » (1).

(1) Arch. Meuse, B. 2915.

La Chambre en corps ou des délégations assistaient aux obsèques des principaux fonctionnaires. A l'occasion du décès de Jean des Porcelets de Maillane, évêque de Toul, survenu le 14 septembre 1624, on célébra à Bar, le surlendemain, à 2 heures de l'après-midi, un service religieux. Le cortège se forma au château du duc « pour de
« là se rendre à Notre-Dame de Bar, à laquelle heure les
« vénérables de Saint-Pierre s'estans rendus à Saint-
« Maxe..., les dits sieurs de Saint-Maxe et de Saint-
« Pierre, marchans processionnellement, sont allés à
« Notre-Dame chantant les litanies de la vierge ; après
« suivaient les évardeurs ; après le président Maillet avec
« un long manteau habillé de deuille, le lieutenant A. de
« Léglise etc, aussy en deuille, avec une longue robe,
« M^{re} des comptes, Bournois, Sauborel, Mousin, Lesca-
« moussier, Moy, (1) Ph. de Léglise etc ; après eux le
« lieutenant particulier, procureur général, avocat de
« S. A. ensemble ; puis les avocats et procureurs, selon
« l'ordre de réception ; après eux le maïeur... » (2)

Aux grandes fêtes religieuses une délégation de la Chambre se rendait aux processions. Les souverains fixaient l'ordre dans lequel devaient se placer leurs fonctionnaires. Le bailli marchait le premier, suivi du président des comptes et du lieutenant général ; le président tenait la droite ; puis venaient les auditeurs, deux à deux ; derrière prenaient place, sur le même rang le pro-

(1) Gabriel le Marlorat, conseiller.

(2) *Journal de G. le Marlorat*, p. 154.

cureur général, l'avocat et le lieutenant particulier, puis les substitués, les avocats et les procureurs du siège ; enfin le « mayeur » en tête de la « bourgeoisie » (1).

A ces processions, les magistrats portaient ordinairement des flambeaux. Le 22 mai 1622, Didelot, receveur du Barrois, fut chargé de « faire faire des flambeaux pour messieurs (des comptes) qui se trouvent le jeudy feste-Dieu à Notre-Dame » (2) ; le président voulut payer le sien. La Chambre décida, le 13 janvier 1628, que ceux d'entre ses membres qui prendraient part à la procession du saint Sacrement seraient gratifiés de flambeaux, à l'exclusion des absents (3).

(1) D'après les règles de la préséance, les membres du conseil de ville prenaient les places suivantes lors de leurs délibérations. Les ecclésiastiques avaient le premier rang après le maire, ensuite venaient les nobles, parmi lesquels le magistrat de la Chambre des comptes tenait la première place. Au dernier rang se trouvaient les conseillers représentant le tiers état : « Le sieur Lebesgue, chanoine de Saint-Maxe, prendra la première place après le dit maire, le sieur Chanon (représentant les ecclésiastiques), la seconde ; le sieur Mauriel du corps de la Chambre des comptes, la troisième ; le sieur Colliquet du corps de la noblesse, la quatrième ; le sieur Vyart avocat, la cinquième ; le sieur Bouvet-Gruyer, la sixième ; le sieur R. de Blayves, la septième ; le sieur Jobart, la huitième... » Arch. Comm. BB. 6. — 26 août 1641.

(2) *Journal de G. le Marlorat*, p. 126.

(3) « Ce jourd'huy 13 janvier 1628, a été résolu en la Chambre que les officiers autres que ceux du corps de ladite Chambre n'auront aucuns flambeaux en la procession du saint sacrement et qu'il n'y aura que les présents qui auront des flambeaux à l'exclusion des absents » Arch. Meuse, B. 359 f° 17.

Des bancs étaient spécialement réservés aux gens des comptes à l'église Notre-Dame. Ils assistaient en corps à certaines cérémonies officielles du culte catholique. On lit dans un compte de Sébastien Billaut, cellerier de Bar, qu'il a payé une somme de 60 fr. « au sieur Edmond, ci-
« devant cellerier de Bar, pour fournitures et façon qu'il
« a employé à faire façonner les bans en l'église Notre-
« Dame dudit Bar pour messieurs de la Chambre des
« comptes » (1),

Lorsque plusieurs cours prenaient part aux mêmes cérémonies, il s'élevait parfois des conflits au sujet de la préséance. Les obsèques de Léopold furent l'occasion d'une discussion entre les Chambres des comptes des deux duchés et la Cour souveraine de Nancy. Pour affirmer qu'elle n'était pas inférieure aux autres compagnies souveraines, la Chambre des comptes de Lorraine rendit un arrêt, le 19 août 1729, dans lequel elle rappelait qu'à ces obsèques les cours des comptes se trouvaient sur les gradins, au-dessus de l'université de Pont-à-Mousson et de la Cour souveraine de Nancy. Elle reconnaissait néanmoins que cette dernière avait le pas sur toutes les autres compagnies supérieures, c'était « pour cette raison, disait-elle, qu'à la séance de l'église des cordeliers
« elle (la Cour souveraine) occupait la droite, et que nos
« Chambres des comptes occupaient la gauche » (2)

(1) Arch. Meuse, B, 893, compte de Sébastien Billaut cellerier de Bar. Chapitre « des dépenses de deniers faites par le comptable » p. 118.

(2) *Recueil des ordonnances*. t. V. p. 25.

LES BATIMENTS DE LA CHAMBRE

Lorsque les gens des comptes ne formaient encore que des commissions émanant de la « Curia », ils tenaient leurs séances dans les appartements du Souverain. Ils délibéraient sous sa présidence. Mais, quand ils constituèrent une Cour importante, il leur fallut une salle d'audience spéciale. Leurs archives, qui, d'abord, étaient déposées dans des locaux séparés des appartements du prince, furent ensuite placées dans un bâtiment voûté que René II fit construire à cet effet pour les garantir de l'incendie ; on lui donna le nom de « trésor des Chartes ». Le duc Antoine en ajouta un autre qui existe encore ; il comprenait le « petit trésor » et la salle d'audience. Ce travail fut exécuté en 1523. « La façade est encadrée aujourd'hui dans les bâtiments de l'école des garçons, dite école du château » (1). En 1568, Charles III fit élever « le beau cops de logis qui subsiste encore avec « ses deux ailes, ses grandes salles et ses hautes toitures. « Sur la fin du xvi^e siècle, il servit à la résidence du « Souverain sous le nom de « nouveau chastel ». A la « fin du xvii^e siècle, il fut accordé à la Chambre des « comptes. En 1777, on y fit dresser un autel où l'on « disait quelque fois la messe. A partir de la Révolution, « les bâtiments de la Cour des comptes servirent succes- « sivement à l'administration départementale, à la gen-

(1) Cf. *Annuaire de la Meuse 1899*.

« darmerie, à l'école normale des instituteurs ; actuellement, des écoles municipales y sont établies » (1).

DES JETONS

Pour calculer, la Chambre faisait usage de pièces de métal, sorte de médailles, appelées « jetons ».

Cette façon de compter remonte à l'antiquité. A des époques éloignées, le système duodécimal en vigueur et la division des monnaies rendaient le calcul fort difficile. On trouva utile de recourir à de menus objets pour faire les comptes. Les anciens employèrent d'abord ceux qui se trouvaient naturellement à leur disposition : cailloux, petites pierres, coquillages, etc. ; puis, on frappa des médailles, qui reçurent dans la suite le nom de « gects, gectoir, gectouer, giton, jects, jets, jetons » (2). Leur emploi facilitait le calcul.

Nous ignorons à quelle époque la Chambre fit frapper ses premiers jetons. Maxe-Werly pense que « la grande « quantité de ceux en cuivre trouvés dans le pays (3) « semble indiquer que, dès sa réorganisation en 1424, « elle avait dû adopter ce mode de calcul » (4). Le plus

(1) Cf. Abbé RENARD. *Le Château de Bar*, p. 153.

(2) Ces « gects » en métal rebondissaient lorsqu'ils étaient « jetés » sur une table ; aussi pour supprimer cet inconvénient on couvrait d'un tapis de bure la table où l'on comptait (qui reçut le nom de comptouer). Cf. Havard. *Dict. de l'ameublement*. Paris, maison Quantin, T. III, p. 108.

(3) Le Barrois.

(4) MAXE-WERLY. — *Hist. Numism. du Barrois*.

ancien compte, qui relate des achats de jets par la Chambre, date de 1484. Il fut dressé par Antoine Varin, receveur général de Barrois « qui rapporte l'acquisition faite « à Paris par le président Merlin d'un cent et demi de « gects pour l'office de la Chambre, moyennant 21 francs « barrois ».

On constate de nombreux achats de jetons dans les comptes des ^{xvi}e, ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. Il y a lieu de supposer que les officiers de la Cour en faisaient une certaine consommation par suite des pertes et de l'usure.

Ces jets étaient frappés soit à l'effigie du souverain, soit aux armes du duché, de la ville de Bar ou de hauts fonctionnaires. Une devise était gravée sur le revers. Un jeton de cuivre de 1587 porte cette inscription : « Comptes « gettez justement craindans le divin jugement » ; sur d'autres on lit : « Gect des Comptes », ou « Iect de la Chambre des Comptes » ou « Plus penser que dire » (1), etc. Sur un jet de cuivre de 1658 (l'Intendance de Colbert) est gravée une femme représentant la justice avec cette devise « Justitia simul cura » (2).

La Chambre se servit de ces jetons jusqu'à sa suppression (3).

(1) C'est la devise de la Ville de Bar. Elle était gravée sur les jetons du Conseil de ville.

(2) Voir la collection de Maxe-Werly Hôtel de Ville de Bar, et celle du Musée de Bar. Cf. Aussi Manuscrit de Bellot, n^{os} 173 et 174. Bibl. mun. de Bar.

(3) On se sert encore aujourd'hui de machines à calculer en Russie.

TROISIÈME PARTIE

Attributions de la Chambre des comptes.

Dans l'ancienne France, la connaissance des droits du roi était attribuée à plusieurs tribunaux différents.

La Chambre des comptes de Paris recevait et jugeait les comptes des agents royaux, administrateurs de ses deniers. Elle recevait aussi les hommages pour les terres mouvantes de la couronne, les aveux et les dénombremens ; elle était chargée de l'enregistrement de plusieurs sortes de lettres.

La Cour des aides connaissait en appel des tailles, aides et gabelles. Elle avait la « discussion » des biens des comptables.

La Chambre du domaine administrait le domaine, tranchait les questions relatives aux droits de bâtardise, de déshérence, droits féodaux, et autres affaires domaniales dont les appels étaient portés devant le Parlement.

Les trésoriers de France décidaient, dans les bureaux des finances, de certaines matières financières, dont les appels allaient les uns à la Chambre des comptes, et les autres au Parlement.

Les monnaies, et ce qui s'y rapportait, rentraient dans les attributions des Cours des monnaies.

Toutes ces juridictions distinctes en France étaient réunies en une seule dans le Barrois sous le titre de « Chambre du conseil, Cour des comptes des aides, du domaine et des monnaies ».

Cette multiplicité de fonctions pour un seul et même tribunal n'a rien de surprenant. Il existait à Nancy, à Montpellier, à Dôle, etc. des Cours des comptes avec des attributions aussi variées. De plus l'administration du Barrois, petit État peu important, ne nécessitait pas autant de compagnies distinctes que celle de la France.

CHAPITRE PREMIER

Attributions en tant que Chambre du Conseil

Quoique remplissant des fonctions multiples, la Cour des comptes de Bar n'était pas répartie en plusieurs Chambres, dont chacune aurait eu à juger des questions spéciales. Elle ne formait qu'une seule et même assemblée, étudiant indifféremment toutes les affaires de sa compétence. Tant que le Barrois ne fut pas réuni à la Lorraine, elle remplit véritablement le rôle de Conseil du souverain. La police générale lui était attribuée sur tout le duché. Le prince prenait son avis, ainsi que celui de ses secrétaires ordinaires, auxquels venaient s'adjoindre des baillis, quelques seigneurs ou principaux officiers, et souvent même des prélats ou gens d'Eglise,

lorsqu'il se présentait des matières importantes à traiter (1).

Après la réunion du Barrois à la Lorraine, les souverains habitèrent ordinairement Nancy et consultèrent de moins en moins la Chambre de Bar sur leurs affaires d'Etat. Le Conseil privé et le Conseil d'Etat écartèrent complètement la Chambre des comptes. Celle-ci conserva néanmoins jusqu'à sa suppression le nom de Chambre du conseil qu'elle tenait de ses origines. Lorsqu'en 1484, René II fut sur le point de passer en France « pour y « réclamer la Provence et l'Anjou », il confia l'administration du duché aux gens des comptes de Bar. « Les « sujets dudit duché de Bar, prescrivait-il, auront recours « en toutes affaires qui surviendront touchant ledit « pays, aux gens du Conseil étant audit Bar, pour être « radressés en toute justice » (2). A la suite d'abus commis dans l'administration et la justice, le duc Antoine nomma, par édit du 6 mai 1533, plusieurs commissaires pour en faire la recherche ; il leur ordonna de présenter le rapport de leurs observations aux gens des comptes de Bar « pour l'en avertir et avoir leur avis » (2). Parfois, les ducs recoururent aux conseils de la Chambre et chargèrent certains magistrats de délicates missions politiques. Ils décidèrent aussi qu'un membre de cette

(1) A côté de la Chambre du conseil et des comptes, il se forma près du souverain un conseil privé, qui s'appelait « Grand Conseil » sous le Cardinal Louis de Bar (1416), et dont les membres devinrent, sous René Ier, les « conseillers ordinaires du roi ». C'est ce qui explique la formule qui termine certains actes du xve siècle : « ainsi signé par le Conseil, les gens des comptes et autres présents ».

(2) Dict. de Rogeville, I, p. 126.

Cour prendrait part à la direction des affaires municipales. D'après des lettres patentes de Charles IV, du 10 août 1629, le Conseil de ville de Bar, qui se composait d'un Maire et douze conseillers, devait comprendre un magistrat de la Chambre des comptes (1).

(1) Le Conseil de ville était composé en 1629, d'un maire et douze conseillers qui comprenaient outre le prévost de Bar, deux ecclésiastiques, deux nobles, dont l'un était élu parmi les membres de la Chambre des comptes, et sept conseillers appartenant au Tiers Etat. Tous étaient élus par la Communauté des habitants dans ses assemblées générales. La durée des mandats était fixée à trois ans ; les conseillers étaient renouvelables par série de quatre, sauf le prévost qui était conseiller perpétuel. (Arch. commun. AA. 1.)

C'est probablement en raison de la présence d'un membre de la Chambre des comptes au Conseil de ville, que les séances de ces deux assemblées n'avaient pas lieu le même jour. « Comme le mercredi il y a séance de la Chambre des comptes et souvent audience du Bailliage, le Conseil de Ville décide de s'assembler doresnavant le Lundi à huit heures du matin ». Décision du 19 octobre 1638. (Arch. commun. de Bar, BB. 5.)

CHAPITRE II

Fonctions de la Cour des comptes comme Chambre du domaine

Organisation administrative des revenus du prince. — La Chambre connaissait la consistance du domaine. — Elle s'occupait de son entretien. — Elle passait des contrats d'« accensements » et les enregistrait. — Faisait remplir les devoirs féodaux. — De la foi et de l'hommage. — Vérification des dénombrements. — La Chambre avait la garde des titres relatifs au domaine. — Le droit de formariage. — Les eaux et forêts. — Le droit d'enregistrement et de remontrances. — Contrôle de l'administration de l'Hôtel-Dieu. — Juridiction domaniale de la Chambre.

Si les attributions politiques de la Cour des comptes n'étaient que secondaires, elle avait du moins, comme Chambre du domaine, des fonctions très importantes.

Avant d'examiner le rôle qu'elle remplissait en cette qualité, il semble utile de rappeler brièvement l'organisation administrative des revenus du prince au ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. C'est particulièrement à cette époque que nous nous plaçons pour étudier les fonctions de la

Chambre des comptes, tant au point de vue domanial que financier.

Le duc de Bar, comme le roi de France, avait deux grandes sources de revenus : le domaine et l'impôt, dont le but était de pourvoir à son entretien et aux besoins de l'État. Ces revenus se composaient des produits des fiefs, des immeubles, terres, maisons, châteaux, usines, fours, moulins banaux, et droits immobiliers de toute nature. Le prince jouissait en outre du produit des droits seigneuriaux et féodaux. Cette deuxième catégorie formait ce que l'on peut appeler le domaine incorporel. Elle comprenait le cens, la dîme, les droits de mutation, lods et ventes, les droits de relief, d'amortissement, de franc-fief, de nouvel acquêt, de bâtardise, de deshérence. L'exercice de la justice, en raison des amendes, procurait aussi au duc des avantages pécuniaires élevés. Mais les guerres incessantes que le Barrois eut à soutenir épuisèrent rapidement la caisse du souverain, qui, de bonne heure, fut obligé de recourir à des impôts. C'est sous le nom d'aide Saint-Remy (1) que les premiers subsides extraordinaires furent demandés au duché de Bar.

La Chambre des comptes connaissait de la consistance du domaine dont le prince lui avait confié la garde et la direction. Elle avisait par tous les moyens à sa conservation. A cet effet, les prévôts devaient visiter tous les trois mois les domaines de la couronne situés dans leurs circonscriptions, avertir les gens des comptes

(1) Cette aide n'était supportée que par les roturiers.

des réparations qu'il y avait lieu de faire et qui incombait au duc. La Chambre exerçait aussi un droit de visite sur tous les immeubles ducaux. Elle déléguait plusieurs de ses membres pour les inspecter. Les auditeurs étaient fréquemment envoyés en tournées. Thierry de La Mothe et Jean Boudet (1) furent chargés d'une enquête au sujet des prétentions émises par les habitants de Gondrecourt touchant le droit de chasse (2).

La Mothe visita les moulins de Pont-à-Mousson (3). Les gens des comptes prescrivirent, en 1604, une inspection des bois de la gruerie de Pont-à-Mousson (4). Ils firent procéder à la visite du pont de pierre de cette ville en 1609 (5). Lors de leurs inspections, les commissaires ordonnaient les réparations nécessaires : ils prenaient les mesures exigées par une bonne administration ou en référaient à la Chambre qui décidait. Celle-ci veillait spécialement au bon entretien des châteaux habités par le duc. Au cours de leurs tournées, les auditeurs tranchaient sur place les litiges relatifs au domaine. Dans un mandement du 20 juin 1664, Charles IV donnait des instructions aux gens des comptes pour faire réparer les bâtiments en ruines du domaine, et juger en dernier ressort les contestations qui s'élevaient avec les fermiers et tenanciers de ces immeubles, afin de les obliger

(1) Tous deux auditeurs, voir leur généalogie Dumast, p. 75 et 97.

(2) Arch. Meuse, B. 724. Compte de Jean Marie, gruyer de Bar, 1522-1523.

(3) Arch. Meuse, B. 984. Compte de Jean de Stainville, 1540-1544.

(4) Ibid. B. 4016.

(5) Ibid. B. 4022.

au paiement. « Étant nécessaire, disait-il, de pourvoir
« promptement aux réparations et rétablissement de nos
« domaines et chatellenies et offices de Pont-à-Mousson,
« Conflans, Briey, etc., nous vous mandons et ordon-
« nons, et à notre procureur général, de vous y rendre
« incessamment, pour ordonner le rétablissement des
« ruines, changement de direction et de disposition
« d'icelles, ouir, juger et terminer sommairement et
« en dernier ressort les difficultés et contestations qui
« seront faites par les ci-devant fermiers et tenanciers
« desdites ruines, pour les obliger de les rétablir et ren-
« dre en bon état suivant qu'ils s'y trouveront obligés » (1).
Ces inspections permettaient à la Chambre de contrôler
les rapports des officiers du domaine et lui facilitaient la
solution des difficultés qu'elle avait à régler. Elle agissait
donc en connaissance de cause. Par arrêt du 10 novem-
bre 1739, elle commit deux de ses membres, Maillet et
Longeaux, « pour dresser procès-verbal de tous les ter-
« rains occupés dans les fausses brayes, basses encein-
« tes, fossés et autres fortifications des villes et châteaux
« de Bar, de l'étendue des dits terrains, du nom des
« détenteurs des titres qu'ils pouvaient avoir et du mon-
« tant du cens dont ils étaient chargés » (2). Elle ordon-
nait de démolir les usines ou maisons tombées complète-
ment en ruine, si on ne voyait aucun intérêt à les recons-
truire. C'est ainsi qu'après avoir constaté « que ce qui
« restait des toitures de la cense du Louvant menaçait
« ruine et qu'on ne prévoyait pas la nécessité du réta-

(1) Arch. Meuse, B. 2957.

(2) Arch. Meuse, B. 2952.

« blissement de cette cense, » (1) elle enjoignit « aux
« receveurs et contrôleurs du domaine de Saint-Mihiel
« d'en faire préfit et de compter des matériaux de cette
« cense » (4).

Elle suspendit l'exploitation d'une scierie installée sur le canal des usines à Bar, tant que le propriétaire, Claude Regnault, n'aurait pas rapporté l'autorisation de l'établir. Elle prenait cette décision en raison de ce que cette scierie « incommodait les moulins et d'autres maisons
« du faubourg du bourg ; qu'elle débitait considérable-
« ment de bois, dont la vente avait lieu au dehors et que
« cette consommation de bois nuisait à l'intérêt » (2).

La Chambre passait les contrats d'accensements des usines, fonds, biens et droits domaniaux que le duc jugeait à propos de laisser à ce titre. Le prince en fixait le cens et réglait les clauses et conditions par arrêt de son Conseil. On trouve dans les archives de la Cour un grand nombre de contrats d'accensements, baux etc. Ainsi on voit la Chambre procéder à la location des étangs, donner à bail les greffes des bailliages et d'autres tribunaux, les fours banaux, les pressoirs, les moulins, les rivières, les scieries domaniales, etc. (3). Mais d'autres contrats étaient simplement enregistrés par la Chambre.

(1) Arch. Meuse, B. 273, f° 81.

(2) Arch. Meuse, B. 273 f° 85.

(3) « Les présidans et gens du conseil et des comptes du duché de Bar, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Comme la ferme et admodiation des estangs des gruyeries de Bar, Bouconville, Mandre aux quatre tours et la Chaussée, ensemble du moulin dudit la Chaussée, vient à expirer et finir au dernier jour du mois de décembre

Lorsqu'elle affermaient une partie du domaine, elle devait l'attribuer au plus offrant. Elle agissait au mieux des intérêts du prince, transmettait ses ordres et tenait la main à ce qu'ils fussent exécutés fidèlement.

l'année prochaine, et que pour donner temps et moyens aux marchands, auxquels l'adjudication en sera faite, de faire tous les préparatifs nécessaires en temps et lieu pour entrer en laditte ferme et qu'ils puissent voir et recevoir au chacune des années restantes du bail dernier des fermiers desdits estangs... Nous ayant trouvé à propos d'en faire dès à présent l'adjudication, nous avons à cet effet envoyé une ordonnance, le douzième juillet dernier, aux prévôts, gruyers et receveurs et controlleurs desdits lieux. pour faire publier, pendant trois dimanches consécutifs, que l'adjudication desdits étangs et moulin se feront conjointement en cette Chambre, ce jourd'huy mercredy 6^{me} jour du mois d'aoust, pour le temps et espace de 24 années... » Arch. Meuse, B. 274, f° 20.

« Ce jourd'huy douziesme septembre 1698, les président et gens du conseil et des comptes du duché de Bar, ayant faict publier les greffes du bailliage de Bassigny, la Mothe et Bourmont, et ceux de la sénéchaussée et gruerie de la Mothe et Bourmont, tant ainsy que les autheurs de feu maistre Claude Diloux en ont jouys et aux mêmes privilèges que les greffes du bailliage de la Marche réuni au bailliage de Bourmont... lesdits greffes ont été adjudgés définitivement aux dits Blumier et Simon comme plus offrants et derniers enchérisseurs pour ladite somme de seize cent francs qu'ils payeront à la recépte générale en deux payemens égaux et de six mois à aultres... » Arch. Meuse B. 274 f° 17.

« Les président et gens du conseil et des comptes du duché de Bar, sur l'avis qui nous a esté donné par maître Claude Vieilley, substitut de M. le procureur général au lieu de Conflans, que les moulins bannaux dudit lieu laissés aux fermiers du domaine estoient en si mauvais estat qu'ils ne pouvaient plus faire aucunes fonctions, et les dicts fermiers estant sur le point de se pourvoir contre le procureur général de S. A. de cette Chambre pour y estre faict les grosses réparations dont laditte Altesse peut être tenue, ce qui aurait monté à des sommes considérables, la Chambre, pour éviter de grandes dépan-

Elle exigeait l'accomplissement des formalités auxquelles les vassaux étaient tenus envers le duc. Elle les mettait en demeure de remplir leurs devoirs vis-à-vis du suzerain. Quand le vassal vendait ou échangeait son fief, il lui fallait obtenir le consentement du seigneur féodal. En cas de vente, ce dernier avait le droit de reprendre le fief dans le délai d'un an et jour, à condition d'en payer le prix de cession. L'acquéreur du fief ne pouvait entrer en possession avant d'avoir obtenu le consentement du seigneur. Suivant des lettres patentes de Louis XVI, datées du 3 décembre 1782, les acquéreurs de fiefs dont la valeur n'excédait pas 2,000 livres étaient simplement astreints à faire enregistrer, dans l'année, leur contrat à la Chambre des comptes. Après cet enregistrement, ils devaient prêter foi et hommage, ce qui les dispensait de l'aveu et du dénombrement. Le procureur général de la Chambre tenait un état des fiefs vendus et faisait connaître au roi ceux qu'il avait intérêt à reprendre.

ces (*sic*) que sa dite altesse serait obligée de faire pour mettre ces moulins en estat, a délibéré de les laisser et affermer pour le temps et espace de quinze années, à condition de réparer les dits moulins bannaux avec le bastan aussi bannal à costé de toutes réparations grosses et menues mesmes d'y fournir une meusle de bric et une meusle de cailloux et généralement tous les bois nécessaires pour mettre lesdits moulins et bastans en bon et suffisant estat pour les rendre de mesme, au bout dudit bail à dire d'expert et aux frais et dépens des preneurs, sous lesquelles conditions a esté faict mise, le neuf du présent mois, sur lesdits moulins et bastans, par Jean Claude Aragon de la somme de 143 livres... » Arch. Meuse, B. 274, f^o 13.

La Cour des comptes donnait fréquemment des ordres pour contraindre les vassaux à satisfaire à leurs obligations.

Le 31 juillet 1698, les gens des comptes « mandent et « ordonnent à tous les vassaux du Barrois mouvant « qu'ils aient à se trouver en cette ville de Bar, depuis le « huitième jour de septembre jusqu'à la fin dudit mois, « pour y rendre et faire les foyes et hommages qu'ils doivent à sadite Altesse, comme à leur souverain seigneur, « pour les terres, fiefs et droits seigneuriaux qu'ils tiennent « de lui, à cause de son château de Bar, et ce, aux peines de « commise portées par sa coutume » (1). Le duc rappelait souvent à sa Chambre de tenir la main à ce que les devoirs féodaux fussent observés avec régularité. Les 23 et 29 août 1771, le roi déclarait dans une lettre adressée à la Cour que la plupart des vassaux de Bar négligeaient de satisfaire aux obligations féodales qu'ils devaient tant pour les fiefs qu'ils possédaient à titre patrimonial que pour ceux qu'ils tenaient du domaine, et il demandait aux gens des comptes de faire rendre foi et hommage dans les six mois (2).

Jusqu'en 1767, la foi et l'hommage étaient prêtés devant le prince lui-même ou devant des fonctionnaires qu'il commettait à cet effet. Mais, le 13 mars de la même année, le roi autorisa la Chambre à les recevoir et lui en conféra le pouvoir par la lettre suivante que son ministre le duc de Choiseul adressa aux gens des comptes. « Le

(1) Arch. Meuse, B. 2951.

(2) Arch. Meuse, B. 2952.

« roi a bien voulu accorder au mois d'octobre de l'année
« dernière, au marquis de Casteja, des lettres de confir-
« mation de la donation entre vifs que la marquise de
« Prie, sa tante, luy a faite d'un fief situé au village de
« Foug en Lorraine. Ces lettres ayant été enregistrées, il
« croyait n'avoir plus d'autres formalités à remplir que
« de prêter ses foy et hommage et de donner ses aveux
« et dénombremens ; mais, comme il existe en Lorraine
« et dans le Barrois un usage particulier suivant lequel
« les anciens souverains de ces provinces recevaient par
« eux-mêmes les foy et hommage de leurs vassaux, sans
« permettre qu'ils fussent rendus aux officiers de leurs
« Chambres des comptes, sa Majesté a cru devoir vous
« donner le même pouvoir dont jouissent à cet égard les
« mêmes tribunaux dans le reste du royaume. Elle m'a
« ordonné de vous mander qu'elle vous autorise à rece-
« voir les foy et hommage, non seulement du marquis de
« Casteja, mais de tout autre vassal de votre ressort qui
« se trouverait dans les mêmes circonstances. Son inten-
« tion, au surplus, en vous donnant ce pouvoir, n'est pas
« de priver le marquis de Casteja, ni tout autre, de la
« faculté de satisfaire à ce devoir entre les mains du
« chancelier de France suivant leur avantage ou leur
« commodité » (1). A partir de cette époque, les Chambres
des comptes de Lorraine et de Barrois purent recevoir la
foi et l'hommage des vassaux concurremment avec le roi
ou son chancelier. Dès lors, on voit fréquemment les
vassaux accomplir ces devoirs devant la Cour de Bar.

(1) Arch. Meuse, B. 297, fo 180 vo.

Les détenteurs de fiefs satisfaisaient eux-mêmes aux obligations féodales. Cependant le tuteur pouvait se substituer au mineur ou demander au duc, au nom du pupille, permission de jouir des revenus du fief jusqu'au jour où celui-ci était en âge d'accomplir ses devoirs (1). En 1617, Jacques Viguier présenta une requête au souverain afin d'obtenir semblable autorisation pour ses pupilles. La requête était ainsi conçue : « A son Altesse, « Remonstre humblement Jacques Viguier, baron « d'Inelly, conseiller du roi en son Conseil d'Etat et privé, « tuteur onéraire nommé par sa Majesté à damoiselles « Marguerite, Charlotte et Lyesse de Luxembourg, « comtesses de Ligny, que la minorité et bas-âge desdistes « damoiselles ne leur peult permettre de s'acquitter de « l'hommage, devoir et obéissance qu'elles doivent à « S. A. ad cause de leur comté de Ligny à elles appartenant « par le décès de feu messire Henry, duc de Luxembourg, « pair de France, comte dudit Ligny, leur père, tenu en « conséquence de S. A., à cause de son chastel et duché « de Bar. Ce considéré, il plaise à votre Altesse Royale « accorder au suppliant, en sa qualité que dessus, pour « lesd. damoiselles souffrance pour sâtisfaire aud. devoirs « jusqu'à ce qu'elles soient en âge compétent pour ce « faire et commander leur en estre expédié acte vallable « pour être... aud. duché de Bar, ainsy qu'il apparten-

(1) *Coutume de Bar-le-Duc*. Commentée par LE PAIGE, 3^e édition, Toul, Joseph Carez 1783, p. 42. — « Art. 14 : Que le seigneur n'est tenu recevoir son vassal à la foi et hommage par procureur s'il n'y a excuse légitime ou n'étoit que le fief appartuit à un enfant mineur, auquel cas le tuteur en peut faire le devoir dans le temps dû ».

« dra et led. damoysselles seront d'aultan plus obligées
« de rendre à V. A. le très humble service qu'elles lui
« doivent » (1). Le 5 août 1617, le duc « a autorisé ses
« cousines les damoiselles de Luxembourg à satisfaire
« dans cinq ans ».

La foi et l'hommage étaient prêtés en vertu d'un arrêt rendu par la Chambre sur requête du vassal. Cet arrêt indiquait le jour et l'heure auxquels le vassal devait se présenter. Ce dernier, introduit dans la salle d'audience, par l'huissier de service, tête nue, sans gants, sans canne, sans épée (2), se mettait à genoux « sur un carreau », s'il était noble, ou « in plano », s'il était roturier. Le greffier faisait lecture de ses noms et qualités, de la nature de la terre ou du fief qui donnait lieu à l'accomplissement de ces formalités. Ensuite le président prononçait ces paroles en tenant ses mains dans celles du vassal : « Vous devenez homme du roi, « vous lui faites la foi et hommage que vous lui devez et « dont vous êtes tenu envers sa Majesté pour raison de « la terre et seigneurie de... ou de fief de... situé sous « le ressort de la coutume de... tenue ou tenu et mou- « vante ou mouvant, dudit seigneur roi, à cause de son « duché de Bar, châtel et châtellenie de... vous lui pro- « mettez foi et loyauté, de le servir envers et contre tous « qui peuvent vivre et mourir sans nul excepter ; que, s'il « vient à votre connoissance quelqu'un qui soit murmu- « rant contre sa personne ou couronne, vous l'en avertirez

(1) Arch. Meuse, B. 268, f° 201.

(2) L'épée était déposée aux pieds du président de la Chambre.

« ou nous ; procurerez son bien, éviterez son dommage et
« ferez généralement tout ce que doit faire et est tenu de
« faire un bon et loyal vassal et sujet, ainsi vous le jurez
« et promettez » (1). Le vassal se contentait de répondre :
« je le jure et le promets ». Le président ajoutait : « Et
« moi, je vous reçois au nom du Roi, à charge par vous
« de bailler votre aveu et dénombrement en cette Cham-
« bre, dans quarante jours, de votre dite terre, sous les
« peines édictées par ladite coutume ; levez-vous et rece-
« vez l'accolade que je vais vous donner au nom du sei-
« gneur Roi » (2). Il embrassait le vassal s'il était noble ;
quant au roturier, il ne recevait pas l'accolade.

L'aveu et le dénombrement devaient être remis aux
gens des comptes dans le délai fixé, à peine de saisie du
fief. Souvent la Chambre rendait des arrêts pour contrain-
dre les vassaux à les fournir. Elle leur accordait, au
besoin, des délais supplémentaires. Le 16 mars 1664, elle
octroya à François Dessales, baron de Morley, sur sa
demande, un délai de trois mois par extension de celui
de quarante jours pour la remise de ses aveux et dénom-
brement (3). Le 17 septembre de la même année, elle
accorda une nouvelle période de quatre mois à Gauthier
de Tignécourt pour remplir ce devoir (4).

Elle obligeait aussi les fermiers et sous-fermiers à lui
remettre des états des terres domaniales qu'ils détenaient.
Le 19 novembre 1738, elle rendit un arrêt par lequel elle

(1) *Coutume de Bar*, p. 32.

(2) *Ibid.*, p. 33.

(3) Arch. Meuse, B. 273, f° 141.

(4) *Ibid.*, B. 273, f° 285.

prescrivait « que tous les fermiers des domaines du
« duché de Bar, réunis en exécution de l'édit du mois
« de juillet 1729, fourniront dans le mois, chacun à leur
« égard, au greffe de la Chambre, des déclarations
« exactes et spécifiques des biens et droits domaniaux
« compris dans leurs baux » (1). Le 13 mars 1742, elle
ordonna à tous les sous-fermiers des domaines « de four-
« nir, dans le mois, au fermier général, des déclarations
« certifiées par les officiers de chaque lieu des biens,
« droits domaniaux, etc. » (2), dont ils jouissaient. Les
possesseurs de biens du prince étaient astreints assez
souvent à présenter leurs titres à la Chambre. Une
ordonnance du 10 octobre 1444, attribuée à René I^{er},
portait obligation pour les acquéreurs de biens du domaine
de faire enregistrer leurs titres par les gens des
comptes (3). Le 28 décembre 1714, Léopold enjoignit à
tous les possesseurs de biens et droits domaniaux aliénés
de faire entériner leurs actes à la Chambre et d'y fournir
une déclaration en forme de dénombrement. Dans la suite,
il déclara réunis à la couronne les domaines aliénés dont
les détenteurs avaient négligé de fournir les états détaillés
malgré ses instructions. La Chambre punissait les
retardataires. Lorsque les dénombremens n'étaient pas
remis en temps utile, elle saisissait le fief. Elle vérifiait
les états et dénombremens.

(1) Arch. Meuse, B. 2952.

(2) Ibid., B. 2952.

(3) Dict. de Rogéville, I, p. 130.

Elle conservait aussi dans ses archives tous les papiers, chartes, et documents intéressant le domaine. En 1699, Léopold ordonna à tous les particuliers de déposer au trésor de la Chambre les papiers, comptes, actes judiciaires, mémoires signés, etc. concernant ses droits domaniaux, qu'ils avaient en leur possession (1).

En Barrois, il n'était pas permis aux serfs de contracter un mariage préjudiciable au duc sans l'assentiment de ce dernier ou de sa Chambre. Le serf, qui voulait épouser une serve dépendant d'un seigneur voisin, devait y être autorisé par le souverain à peine de formariage (2). Les enfants qui naissaient de ces unions pouvaient, en effet, échapper à la domination du duc, à son exploitation, et lui causer ainsi un dommage pécuniaire.

Souvent il arrivait aussi, au moyen-âge, que deux seigneurs voisins faisaient des échanges ; ils permettaient qu'un de leurs sujets de condition servile se mariât sur la seigneurie voisine, mais à charge de réciprocité. Il en était ainsi dans le Barrois. Le Chapitre de Verdun reçut des gens des comptes de Bar un homme de corps du duc de Lorraine, originaire du village d'Hannonville-sous-les-Côtes, pour se marier à Vadonville, résider et devenir sujet de l'évêché ainsi que sa postérité. Le Chapitre pro-

(1) *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 146.

(2) Dès le XVII^e siècle les droits de forfuyance et de formariage étaient fort mal reçus par les Cours souveraines. Il y a arrêt rendu, « en 1698, contre le seigneur de Mognéville au profit des habitants « de ce même lieu que la Cour a déchargés de pareils droits ». — LÉPAIGE, *Coutume de Bar*, page 517 et 518.

mit d'en donner en échange un autre de même âge et de même condition (1). La Cour des comptes de Bar autorisa l'échange d'une femme de corps de Renée de Bourbon contre une femme de même condition du duc Antoine (2).

La Chambre jouissait de certains droits à l'égard des gruyers. Elle avait le pouvoir de visiter les bois et forêts et d'examiner les dégradations. Elle connaissait des abus et malversations que commettaient les officiers de gruerie. Ceux-ci ne pouvaient procéder à aucune vente, marquer aucun arbre, hors la présence d'un auditeur commis par la Chambre pour assister à ces opérations. Ce magistrat dressait un rapport des faits accomplis et le remettait à la Cour des comptes. Il signalait les adjudications qui avaient eu lieu, le montant des sommes versées par les acquéreurs, leurs noms, etc. Les marteaux lui étaient confiés ; il en avait la garde ; il surveillait leur emploi et les rapportait au trésor de la Chambre, sa mission terminée (3).

Elle avait le pouvoir d'enregistrer tous les actes législatifs et administratifs concernant le domaine, qui tenaient à l'augmenter ou à le diminuer. Avant d'être

(1) Arch. de la Meurthe, B. 785.

(2) Ibid., B. 894.

(3) Ordonnance de Charles IV, en date du 27 Octobre 1668.

« Les remontrances qui nous ont esté faites des abutz et désordres qui se commettent es bois et forests de nostre gruerie de Bar et en l'exercice des charges de gruyer et controlleur arpenteur, sergent et forestier de ladite gruerie et qui ont esté remarqués en procédant

promulgués, ces actes devaient être consignés sur ses registres.

Gardienne du domaine et du trésor, elle examinait si les articles proposés étaient contraires aux lois ou incompatibles avec le bien du duché. Elle exerçait son droit de remontrances si elle n'approuvait pas l'acte dans toutes ses parties. Elle envoyait une délégation de magistrats, pris dans son sein, pour exposer au roi ce qu'elle jugeait opportun de modifier.

Ce droit de soumettre des observations au prince fut exercé fréquemment et empêcha assez souvent sa bonne foi d'être surprise. Il acceptait presque toujours les remontrances avec bienveillance et eut souvent l'occasion

à la randition et examen fait du compte de ladite gruyerie pour l'année 1667, nous obligent d'y pourvoir, à l'effet de quoy la matière mise en délibération en notre Conseil, de l'advis d'icelluy et de notre certaine sciance, plaine puissance et autorité souveraine, avons déclaré et ordonné, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaise que les marteaux desdits gruyers et controlleurs, dont ils se servent ordinairement pour faire délivrance des bois taillis ou haultes fuytées, soient mis en un coffre qui sera déposé au thrésor des chartes de nostre Chambre du conseil et des comptes de Bar, dont ils ne pourront pas être tirés pour estre délivrés auxdits gruyers et controlleurs que pour estre employés à la délivrance desdits bois taillis et haultes fustayes ensuite des adjudications qui en auront été faites aux ventes ordinaires ; aussitôt lesquelles finies, les dits marteaux seront rapportés et remis audit coffre, dont sera dressé acte, tant de la délivrance desdits marteaux que de la restitution d'iceux avec laquelle sera rapporté et mis avec lesdits marteaux un estat sommaire desdites ventes et délivrances qui auront été faites, signé desdits gruyers et controlleurs, ensemble du commissaire qui aura été député pour être présent auxdites ventes, sans que les marteaux puissent autrement être tirés ». Arch. de la Meuse, B. 788, p. 1 et 2.

de se féliciter de la fermeté des magistrats de la Cour à lui résister.

Parfois aussi il ne tenait aucun compte de ces remontrances. Il envoyait alors des lettres de jussion, ordonnant l'enregistrement d'office. La Cour se soumettait ou bien refusait d'accéder au désir du souverain. Si elle était convaincue du bien fondé de sa résistance, elle présentait de nouvelles remontrances. Ordinairement elle finissait par s'incliner devant la volonté du prince, cependant dans l'affaire de Tannois (1), elle se laissa dissoudre.

Outre les édits et ordonnances intéressant le domaine, elle enregistrait les constitutions d'apanages, les aliénations, les échanges, les actes d'engagère et d'amortissement (2). Les registres de la Chambre abondent d'exemples à donner. Les aliénations étaient fréquentes. Certains particuliers qui convoitaient des biens du prince ne craignaient pas de le tromper pour arriver à leur but. En 1665, les conseillers de la Chambre exposèrent à l'Intendant de Lorraine et Barrois, Charles Le Jay, que, pour s'emparer des domaines du duc qui étaient à leur convenance, les sujets n'hésitaient pas à recourir « à de faux exposés » pour obtenir des lettres de cachet portant aliénation, à leur profit, de biens inaliénables de sorte que, ajoutaient-ils, la plus grande partie du domaine ducal se trouvait en d'autres mains que celles du prince (3).

(1) Voir. p. 27.

(2) La Chambre passait certains contrats après approbation du souverain. Elle examinait aussi les évaluations des terrains.

(3) Arch. Meuse, B. 271, f° 260 et v°.

A la suite de ces observations, l'Intendant ordonna aux gens des comptes d'informer le souverain de l'état de ses domaines et leur défendit provisoirement d'entériner les lettres de cachet qui pourraient leur être présentées.

Jamais du reste la Chambre n'avait enregistré sans protester les aliénations domaniales.

Toutes les lettres qui modifiaient l'état des sujets étaient également soumises à l'entérinement. Telles sont celles qui avaient trait à la légitimation, à la naturalisation, à l'anoblissement. Ces dernières sont les plus intéressantes à examiner. Elle fournissent de nombreux renseignements sur les anciennes familles barroises et lorraines. Les unes conféraient un titre de noblesse à un roturier, d'autres étaient des lettres de confirmation, d'autres de réhabilitation de noblesse, d'autres de reprise de noblesse maternelle. Au commencement du XVIII^e siècle, les gens des comptes de Bar demandèrent que toutes les lettres qui se donnaient dans le Barrois fussent « enthérinées et registrées en ladite Chambre et que, « faute de ce, les gages, les appointements et pensions « (fussent) rayés en la dépense des comptes des rece- « veurs et payeurs » (1).

Après avoir pris l'avis du procureur général près les Chambres des comptes de Lorraine et Barrois, Léopold décida par décret du 28 juillet 1707 « que les lettres de « noblesse accordées aux sujets domiciliés dans le duché « de Bar seraient enthérinées en la Chambre du conseil « et des comptes de son duché de Bar » (2) et, récipro-

(1) *Recueil des Ordonnances*, t, I^{er}, p. 586.

(2) *Ibid.*, t, I, p. 586.

« quement, celles concernant les sujets domiciliés en Lorraine, ainsi que les étrangers, seraient enregistrées à sa Cour de Nancy. La Chambre examinait et discutait la valeur des lettres de noblesse qui lui étaient présentées.

En 1573 elle fut chargée de faire des enquêtes sur la situation pécuniaire des impétrants et de fixer au tiers de leur fortune la « finance » du titre conféré (1).

(1) Voici la teneur de la lettre que Charles III adressa à la Chambre, le 12 juin 1573 : « Amés et féaulx, pour ce que nous veons journellement advenir que plusieurs personnes, les unes par importunité les autres appuyées de quelques faveuret support impétrent de nous lettres et estat de noblesse, et soubs couleurs qu'elles contiennent quittance de nos finances, veullent joyr dudit estat sans en rien payer ny recognoistre entièrement. Nous, à ces causes, vous mandons et ordonnons très à certes que suivant aultre précédans ordonnance de longtemps gardée en notre bailliage de Bar, vous ayez doresnavant et toutes et quantes fois que lesdites lettres de noblesse vous seront présentées, à vous informer diligemment et exactement des biens, possessions et facultés des impétrants, et l'information rapportée par devers vous, taxer au tiers desdites facultés et possessions nosdites finances sans auculnement en faire réduction ni modération par vous, et la taxe ainsy faicte, envoyer incontinant aux receveurs des lieux souls lesquels lesd. impétrants sont demeurant pour recevoir led. tiers èt vous en certifier avant que passer plus avant à la vérification et entherinement desdits au dos desquelles ferez insérer la somme desd. finances, nonobstant que nos dites lettres contiennent quittance icelle ou que depuis nous vous ayons fait injonction et jussion de les vérifier si donques n'était que nod. jussions fussent dépêchées en forme patente et contenant les occasions pour lesquelles nous aurions esté incliné à quicter lesd. finances. De ce faire vous avons donné et donnons pouvoir, autorité, permission et mandement spécial par ceste, mandant et enjoindans très expressément à tous nos vassaux et sujets, justiciers et officiers qu'il appartiendra qu'en ce faisant, ils vous obéissent et entendent diligemment, car ainsy nous plaist... ». Archives Meuse, B. 267, f^o 175.

Les lettres d'érection des terres en marquisats, comtés, baronnies etc, ainsi que les brevets de dons, de pensions, de gages d'indemnités, de modération d'amende étaient enregistrées par la Chambre. En 1707, Léopold ordonna que tous « les dons sujets à entérinement des biens et « terres situés dans le ressort de la Chambre de Bar ou « dons de deniers assignés sur les receveurs particuliers « du duché de Bar » fussent entérinés à la Cour. Ses registres mentionnent un grand nombre de donations, de constitutions de rentes qu'elle a entérinées. On constate qu'elle les examinait minutieusement, les critiquait et s'opposait à leur entérinement, s'il y avait lieu.

Elle ne veillait pas seulement à la conservation du domaine, mais encore à son accroissement. Tous les biens épaves, forfeitures et autres profits de ce genre étaient adjoints au domaine par ses soins.

Les ducs lui confièrent aussi l'administration d'établissements publics. C'est ainsi qu'à partir du 1^{er} avril 1559 elle surveilla la gestion de l'hôpital de Bar. Cette institution de charité, qui occupait l'emplacement où s'élève aujourd'hui le palais de justice (rue du Bourg), existait depuis l'an 1106. Au début, son administration fut confiée aux bénédictins du prieuré de Notre-Dame ; mais la « cupidité » de ces religieux obligea le duc Robert à en remettre l'administration aux chanoines hospitaliers de Saint-Antoine-en-Viennois. Les détournements de fonds de ces peu scrupuleux chanoines décidèrent le comte de Vaudémont à confier la direction de la maison-Dieu au conseil de ville « sous la haute surveillance de la Cham-

bre des comptes de Bar » (1). Les registres de cette Cour renferment des actes de gestion passés au nom de l'Hôtel-Dieu par les gens des comptes, dont la générosité à l'égard de cet établissement se manifesta maintes fois. Un président, Charles d'Alençon, fit agrandir et reconstruire une partie de l'hôpital de ses propres deniers. On peut signaler de nombreux dons faits par des magistrats de la Chambre ou par leurs familles. Marie Humbert, veuve de M. de Vassimont, conseiller, donna 500 fr. (2). Les héritiers de Mayeur, premier conseiller remirent 108 fr., 6 gros au receveur de l'hôpital (3).

La Chambre des comptes s'acquitta consciencieusement du contrôle qui lui fut confié sur l'administration de cet établissement.

Les causes relatives au domaine du souverain et à ses droits domaniaux, étaient portées devant la Chambre

(1) Voir *Annuaire de la Meuse* 1903, « A travers le Vieux-Bar », p. xxv et suiv. Cf. Dr Baillot, *L'Hospice de Bar*. Contant-Laguerre, Bar-le-Duc 1877.

(2) Compte de Henry Drouin, receveur et administrateur de l'hôpital de Bar pour les années 1732-1733 et 1734. Il fait recette de la somme de « cinq cent *(sic)* francs reçue de dame Marie Humbert veuve de M. de Vassimont, conseiller de la Chambre, qu'elle a donné par charité audit hopital ». Arch. Meuse. B. 948, f° 30 verso, chapitre VI des recettes art. 6.

(3) Compte de « Henry Drouin pour les années 1735, 1736, 1737 » Il fit recette de la somme « de quarante-six livres dis sols faisant cent huit francs six gros qu'il a reçu des héritiers de feu Mr Mayeur conser de la Chambre des comptes de Bar, et ce, par les mains de M. Mayeur son fils aussi conser en lad. Chambre. Arch. Meuse, B. 949, f° 29 verso. Art. 7 du chapitre VI des recettes.

des comptes qui, à cet égard, avait des attributions très étendues au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècles. Nous constatons même qu'au ^{xv}^e sa compétence embrassait aussi les affaires criminelles. Elle tranchait des conflits de juridiction (1). Elle sévissait contre ceux qui frustraient le trésor. Ses registres mentionnent une condamnation à l'amende d'un habitant de Mussey qui avait vendu du vin sans en avoir obtenu la licence du « mayeur et justice dud. Mussey comme il est de coustume » (2).

Le 8 mai 1455, elle fit emprisonner Jehan Gouraut de Chaulmont (3) « au chasteau de Bar parceque, luy estant « mayeur dud. Chaulmont, il a retenu et applicqué à « son prouffit une part du prouffit des près et aultres « choses qu'il a vendus pour le Roy. Et (Gouraut) a le « dit cas confessé, après la proposition du procureur et « se mit à la volonté dud. Seigneur Roy et de ses offici- « ciers et pour ceste cause a été constitué prisonnier et « mis au fond de la tour dud. chasteau » (4). On recourait à la présence des gens des comptes dans des cas assez curieux. Ainsi au mois d'août 1455, Jehan de Hannonville-sous-les-Côtes et son frère Simonnin se présentèrent au bailli de Saint-Mihiel et aux gens des comptes de Bar. Devant eux, ils se pardonnèrent des injures réciproques que leurs femmes et leurs enfants s'étaient adres-

(1) Voir Arch. Meuse, B. 267, p. 26. Jugement condamnant une femme à être « pilorisée » pour larcins.

(2) Arch. Meuse B. 267, f° 36.

(3) Il existait dans le ressort de la Chambre de Bar deux villages du nom de Chaumont : Chaumont-sur-Aire (Meuse) et Chaumont-la-Ville (Haute-Marne).

(4) Arch. Meuse, B. 267, f° 35.

sées. Ils fixèrent également une amende de cinquante francs que devait payer au seigneur le premier d'entre eux qui renouvellerait les injures. Ils recoururent à la présence des gens des comptes et du bailli probablement en raison de l'engagement qu'ils prirent de verser au seigneur une somme de 50 fr., et, peut-être aussi pour donner à leur engagement plus de force en lui donnant plus de solennité (1). Le 5 Janvier 1458, la Chambre de Bar rendit un jugement en matière criminelle qu'il est intéressant de connaître. Elle condamna à une amende de « dix florins du Rhin » (2) envers le roi de Sicile, à trente florins à titre de dommages-intérêts et aux dépens un certain Jacob de Chavaise pour avoir « mutilé » le bras gauche d'un nommé Jean Durant en se battant avec lui (3).

La Chambre de Bar fut chargée de la juridiction civile contentieuse ; mais elle perdit une partie de sa juridiction, par suite de l'établissement d'une Cour souveraine à Saint-Mihiel. Cette Cour eut la connaissance des affaires

(1) Voir Arch. de la Meuse, B. 267, f^o 47 où cette séance est rapportée.

(2) Le florin du Rhin était une monnaie fabriquée par les électeurs du cercle du Rhin en imitation des florins de Florence, on l'employait beaucoup à cette époque (xv^e siècle) alors que l'usage du franc barrois ne s'était pas encore généralisé. Il conserva son cours légal en Lorraine et Barrois jusqu'à la fin du xvii^e siècle. Ce florin fut à la taille 72 pièces au marc et au titre de 24 carats. En 1383, il valait 11^f 16 (Cf. l'article de M. de Riocour sur « les monnaies lorraines » mémoire de la société d'archéologie Lorraine 3^e série XI. V. p. 30) En 1476 il valait 20 gros soit 26 sols 8 deniers tournois. (Cf. Lionnois, *Hist. de Nancy*, t. 1^{er} p. 63).

(3) Arch. de la Meuse, B. 267, f^o 72.

contentieuses entre les sujets du duché jusqu'aux Concordats (1571). Les fonctions de la Chambre des finances de Bar furent restreintes « à la ligne des comptes et des aides » et à l'étude des questions intéressant les droits et biens domaniaux du souverain, ainsi que cela résulte de plusieurs décisions ducales. Le 24 mars 1601, Charles III adressa une lettre de cachet au bailli de Saint-Mihiel pour lui déclarer qu'il entendait que les affaires relatives à ses droits domaniaux ne fussent pas examinées par les juges de droit commun, mais par les gens des comptes de Bar. Il terminait en lui ordonnant de renvoyer devant la Cour de Bar la cause qu'il s'était permis de retenir et qui se rapportait au refus d'un maire de payer une redevance due au trésor (1). D'autre part, Henry II interdit à ses sujets, par ordonnance du 27 février 1610, « de se pourvoir ni radresser « pour raison desdits faits concernant nosdits domaines « de Lorraine et Barrois et d'autres de nos pays, terres, « seigneuries, par devant aultres que surintendant de « nos finances, présidents et gens des comptes de nosdits « duchés respectivement » (2). Léopold, lui aussi, regardait comme plus avantageux pour ses finances de confier la juridiction des affaires de son domaine à des juges particuliers. Ainsi, le 10 avril 1699, il rendit une ordonnance de laquelle nous extrayons ce passage : « Et parce que les mêmes inconvénients (l'éloignement « de la ville de Bar de certaines « paroisses » du ressort)

(1) Arch de la Meuse, B. 2916, 3^e cahier p. 32.

(2) Dict. Rogeville, I. p. 141.

« militent pour nos sujets du Barrois et du Bassigny
« non mouvant, nous avons pareillement attribué et
« attribuons la première instance des affaires domaniales
« aux officiers et juges des bailliages dudit Barrois non
« mouvant, pour en juger ainsi et de même que nos
« autres bailliages de Lorraine, sauf l'appel, comme ci-
« dessus, avant 1670. Et, à l'égard du Barrois mouvant,
« considérant le peu d'étendue d'icelui, nous en avons
« attribué la première et dernière instance à notre
« Chambre des comptes de Bar; mais, quant au Bas-
« signy mouvant, qui en est beaucoup plus éloigné,
« avons ordonné et ordonnons que la première instance
« de toutes lesdites affaires domaniales, se jugera par
« nos gruyers et juges de gruerie dudit Bassigny mou-
« vant, auquel nous l'avons attribué et attribuons par le
« présent édit, et que les appellations qui en seront inter-
« jetées relèveront en notre Chambre des comptes pour
« y être jugées en dernier ressort, ainsi qu'il s'est ci-de-
« vant pratiqué » (1).

Au XVIII^e siècle, ce même duc attribua à la Chambre des comptes de Lorraine, la juridiction des affaires domaniales pour le Barrois non mouvant (2).

(1) *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 159.

(2) Cf. Édit du 9 Novembre 1728, de Léopold, *Recueil des Ordonnances*, t. III. p. 304.

CHAPITRE III

Fonctions de la Chambre en tant que Cour des comptes.

Enumération des principaux comptables. — Examen et apurement des comptes. — Pouvoirs de la Chambre à l'égard des comptables. Ordres et instructions qu'elle leur donnait.

Comme Chambre des comptes, elle avait des attributions importantes. Tous les comptables de deniers publics devaient lui soumettre leur gestion chaque année.

Les officiers locaux, ainsi que ceux de l'administration centrale, étaient astreints à cette obligation. Elle vérifiait la comptabilité des receveurs généraux et particuliers, celle des gruyers qui lui faisaient connaître leurs recettes et dépenses en détail. Ces derniers mentionnaient le prix de vente des coupes de bois, le nom des acquéreurs, le montant des recettes provenant de l'adjudication

des glands et poissons, de la vente du poisson pêché dans les étangs et rivières, le produit des amendes infligées pour délits forestiers ou délits de pêche. Aux dépenses relativement peu élevées figuraient les gages des gruyers, les frais occasionnés par la pêche des étangs, les livraisons de poissons aux communautés pour le carême ou d'autres causes, etc.

Le prévôt avait aussi des attributions financières. A cet égard, son administration était vérifiée par la Chambre.

Jusqu'en 1699, la plupart des receveurs des villes soumettaient simplement leur gestion aux officiers des hôtels de ville. Ils y trouvaient avantage, car le contrôle était illusoire. Les officiers des hôtels de ville chargés de délivrer « les mandements pour les dépenses, les « allouaient aussi facilement », ils ne discutaient pas les mauvais emplois et se montraient trop bienveillants. Aussi les finances communales étaient gaspillées, ou distraites de leur destination ; l'entretien des édifices publics laissait fort à désirer. Pour remédier à ces abus, Léopold prescrivit, par édit du 22 janvier 1699, aux receveurs des villes et bourgs où il y avait un siège prévôtal de rendre compte « de leur maniment auxdites villes en la « manière accoutumée, et ce trois mois après la fin de « chaque année ; et un mois après, de rechef à nos dites « Chambres des comptes de Lorraine et de Bar » (1). Il leur enjoignit aussi de déposer, avec leurs états, les pièces justificatives « à peine de cinq cents francs d'amén-

(1) *Recueil des ordonnances*, I. p. 130.

de ». Ainsi la Chambre put contrôler efficacement la comptabilité des villes et communes de son ressort.

Les administrateurs des paroisses de Bar étaient également astreints à présenter leurs comptes au conseil de ville (1). La Cour les apurait ensuite.

Les exécuteurs testamentaires soumettaient aussi le résultat de leur administration à la Chambre. Le duc Robert donna un mandement, le 26 juin 1399, par lequel il invitait les gens des comptes à contraindre « tous « exécuteurs de testaments et ordonnants de dernières « volontés de rendre compte de leur gestion » (2) à la Cour des finances de Bar (3).

Au xiv^e siècle les comptes n'étaient pas apurés périodiquement. Ainsi la gestion de Colin Paillardel, sénéchal de la Mothe, ne fut examinée qu'en 1366 pour les années de 1360 à 1363. Mais à partir du xve et surtout du xvi^e siècles, ils furent vérifiés régulièrement sauf de rares exceptions. Jehan de Nuesville, cellerier de Bar, fit apu-

(1) Ces administrateurs comprenaient le gouverneur de la paroisse et celui de la « boîte du purgatoire » (On appelait ainsi le produit de certaines quêtes faites pendant les offices). Ils étaient élus « de toute ancienneté par les assemblées d'habitants, puis après l'institution du conseil de ville en 1629, choisis par celui-ci dans chacun des quartiers alternativement » ; ni l'un ni l'autre ne pouvaient engager de dépenses sans l'autorisation du conseil de ville. Voir notice de Konarski. *Annuaire de la Meuse* 1902 p. xxvii.

(2) Arch. Meuse, B. 227 f^o 78.

(3) Les « Béguines », sœurs de charité, « vauquaient à leur mission de dévouement sous le contrôle de l'Hôtel de ville et de la Chambre des comptes ». Ces religieuses habitaient rue du Coq et abandonnèrent leur couvent en 1565 pour « embrasser les doctrines de Calvin ». *Annuaire de la Meuse*, 1903, p. xxvi et xxxvii.

rer ses comptes tous les ans ; l'un comprenait sa gestion du 1^{er} octobre 1491 au 30 septembre 1492, un autre, celle du 1^{er} octobre 1492 au 30 septembre 1493, un troisième, celle du 1^{er} octobre 1493 au 30 septembre 1494.

Les comptables dressaient avec soin leurs états de gestion. Rien ne semble être oublié. Les moindres recettes y figurent, ainsi que les plus menues dépenses. Ces comptes nous présentent un tableau exact et curieux des dépenses de la maison du prince, de son entretien, de celui de sa famille, etc.

Ils étaient déposés en double exemplaire sur le bureau de la Cour avec toutes les pièces comptables à l'appui, tels que mandements, tributes, parances, etc. On lit dans l'état de gestion dressé au xiv^e siècle par Collin Pallardel qu'il « a laissé la lettre de parance ad. compes (*sic*) » (1) pour prouver une dépense. S'il s'agissait de justifier des frais de réparations, il fallait rapporter le procès verbal de la visite mentionnant la nécessité de l'ouvrage, le bail au rabais passé devant les officiers compétents, un certificat constatant qu'il n'y avait pas de malfaçon, les quittances des entrepreneurs.

Au xv^e siècle certains ordonnancements étaient délivrés par le duc, d'autres par la Chambre, d'autres par divers officiers. Dans un compte dressé en 1502, Christophe Liétard portait en dépense 10 fr., ordonnancés par le prince pour « rachat d'une tonne de harengs » donnée aux

(1) Compte de Collin Pallardel, sénéchal de la Mothe (1360-1363). Arch. Meuse, 2322 et bib. mun. de Bar. Manuscrit n° 21, cahier n° 11.

religieuses de Sainte-Claire (1), ailleurs, il relatait une dépense de 50 fr. par « mandatement » de la reine pour achat d'une tonne de harengs qu'elle avait envoyée aux beguines pour le carême. Jacquemin de Génicourt inscrivait au chapitre des dépenses, dans son compte de 1472-1473, la somme de 252 l. 7 s., qu'il avait payée « par l'ordonnance de MM. du Conseil » pour les besoins du prince. Le lieutenant-général de Barrois émettait aussi des ordres de paiement ainsi que d'autres fonctionnaires. Mais au ^{xv}^e siècle, la Cour joua spécialement le rôle d'ordonnateur. Il fut interdit aux officiers du duc de payer aucun mandat de finance, s'il n'était revêtu du visa d'un conseiller de la Chambre.

Les quittances étaient données par les parties prenantes ou par leurs mandataires. La reine de Sicile donna quittance en 1483 de la somme de 1,000 fr. que lui avait versée Varin, receveur général de Barrois « pour aidier à ses affaires » (2). Le même receveur mentionne une somme de 100 fr. payée annuellement à M^{lles} Yolande et Marguerite de Lorraine et donnée par les gens d'Eglise. Les quittances furent signées par Mengin Thierrion, auditeur, en présence de qui le paiement avait été fait. Ces décharges étaient quelquefois consignées sur les registres mêmes des comptables. Nous avons déjà signalé que Pierre de Broucey, Jacques Quarré et Jehannot Merlin,

(1) Au ^{xv}^e siècle la « reine » faisait fréquemment des dons de « harengs » aux couvents pour le carême.

(2) Compte d'Antoine Varin, receveur général de Barrois pour les années 1483-1484. Arch. Meuse, B. 511.

anciens magistrats de la Chambre, ont donné quittance de leurs gages sur le registre du receveur (1).

Le conseiller, chargé de l'examen du compte, vérifiait attentivement les divers articles, ainsi que les pièces comptables. Il n'admettait les recettes encaissées que si elles avaient été autorisées, et il ajoutait celles qui avaient été omises. Il retranchait les dépenses qui n'étaient pas régulières. C'était, en dehors des dépenses d'office, celles qui n'avaient pas été ordonnancées. Il supprimait les doubles emplois. Il inscrivait au bas de chaque chapitre le total de tous les articles portés au compte d'après ses rectifications. S'il estimait qu'on lui avait présenté un faux acquit, il en avisait, dans son rapport, la Chambre qui décidait. En un mot, il modifiait le compte de l'officier pour le remettre à la Cour tel qu'il devait être. Celle-ci jugeait et apurait le compte. Elle recherchait si le résultat de la gestion lui était soumis dans le temps fixé par les instructions. Par ordonnance du 23 janvier 1603, Charles III prescrivit que les comptables qui omettraient « de rapporter quelque chose en recette » dans les comptes qu'ils présenteraient, seraient condamnés au quadruple de ce qu'ils auraient « défailli « de rapporter, nonobstant toutes protestations qu'ils « pourraient avoir fait dès le commencement d'oubliance « et inadvertance ». Cependant, s'ils déclaraient de leur propre mouvement qu'ils avaient oublié d'inscrire diverses recettes dans leurs états, ils n'étaient pas condamnés « pourveu que ladite déclaration se fasse promptement

(1) Voir plus haut, note 2, p. 58.

« et avant l'arrest et clôture dudit compte auquel la « recepte omise devra être rapportée » (1), sinon, ils étaient astreints à payer le quadruple.

Les officiers du duc dépendaient de la Cour, en ce qui concernait le service de la comptabilité. Ils prêtaient serment entre ses mains. Ils recevaient d'elle soit des avis, soit des ordres concernant la façon de dresser leurs états ou le service en général. En 1656, la Chambre ordonna aux comptables de deniers publics de tenir leurs comptes en état d'être vérifiés pour la mi-carême ; en 1669, elle rendit un arrêt par lequel elle prescrivit au cellerier de Bar de comprendre dans ses recettes le produit des francs-vins (2).

Les instructions qu'elle donnait sont intéressantes à connaître, ainsi qu'on peut en juger par celles adressées aux receveurs le 17 septembre 1664 : « De par la Chambre des comptes. Très chers et bons amys. Vous impo-

(1) Dict. de Rogeville, II, p. 376.

(2) Arch. Meuse, B. 908.

Le franc-vin était la somme payée, lors d'une adjudication, par l'acquéreur, en sus du prix principal « par forme d'honoraire », à l'officier du prince, au notaire ou au sergent qui procédait à la vente. Primitivement le vin était fourni en nature ; dans la suite il fut évalué en argent et fixé d'après le montant de la vente. Les gens des comptes recevaient, eux aussi, des francs-vins. Ils touchaient, à ce titre au XVII^e siècle, « trois deniers pour livre du prix de tous les baux de vente des grains et bois (Cf. Lettre de cachet de Léopold, en date du 12 septembre 1699. *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 199. Cf. aussi *Recueil des Ord.*, t. I, p. 516, et t. V, p. 47). Pendant longtemps les francs-vins furent conservés par les officiers du souverain qui les percevaient ; mais le duc les obligea ensuite à les verser au trésor.

« serez et leverez, pour l'ayde ordinaire Saint-Remy de
« la présente année, sur tous les subjects de votre office
« la somme de... dont vous tiendrez les deniers prêts
« dans la Saint-Martin prochaine pour être délivrés à qui
« nous ordonnerons et dont vous ferez la répartition en
« la forme et manière accoustumées... et en outre vous
« obligerez et contraindrez les gens des communautés de
« votre office de vous rapporter le double du rôle de
« réglement et impositions... vous leur ordonnerez de
« rapporter ledit rôle de la levée qu'ils auront fait bien
« escrit et les sommes esuelles chacun sera cotisé,
« escrittes en toutes lettres, puis en chiffres, dont ils se
« servent ordinairement ; et seront insérées auxdits rôles
« les qualités des cotisés, du mayeur et lieutenant, éche-
« vins, greffiers, tabellions, doyens, sergents, marchands,
« laboureurs, artisans ou manœuvres, et auparavant
« mettront l'acte contenant les noms des asseyeurs et le
« serment par eux presté pour y vacquer ; et à la fin des-
« dits rôles, et après y avoir fait le recueil de la somme à
« laquelle chacun rôle montera, vous leur ordonnerez de
« mettre une déclaration des seigneurs gentilshommes,
« nobles, officiers, et autres gens francs ou exempts,
« avec les causes de leur prétendue franchise ou exemp-
« tion et, à la suite, les pauvres mendiants et générale-
« ment tous les résidant et demeurant en leurs villes,
« bourgs, villages, châteaux, maisons, cens qui sont sur le
« banc d'iceux sans distinction de fiefs, maisons d'ecclé-
« siastiques franches ou autrement ; lesquels réglement,
« rôles et déclarations seront certifiés par les asseyeurs
« et les mayeurs et autres gens de justice du lieu, ense-
« ble par les gouverneurs et gens de la communauté,

« par un acte qu'ils mettront à la fin. Ce rôle sera rapporté avec votre compte de gestion » (1).

Lorsque des officiers négligeaient de lui soumettre leur comptabilité, la Cour leur prescrivait de satisfaire rapidement aux obligations qui leur incombait. En 1661, elle manda aux comptables « de venir verser incessamment leurs comptes de deniers... pour procéder à l'audition d'iceux » (2). Elle fixait le jour où le comptable devait présenter son état de gestion. « Lesquels comptes il (Maillet) apportera le troisième du mois de février prochain » (3). Elle ordonnait des poursuites contre les comptables retardataires et négligents (4). Elle demandait aux fonctionnaires de l'administration leur avis sur des questions fiscales, quand elle croyait nécessaire de recourir à leur expérience. Elle transmettait les ordres du duc et tenait la main à ce que les sommes dues par les comptables fussent payées. Elle faisait poursuivre les débiteurs du trésor. Bien que souveraine pour l'apurement des comptes, elle subissait l'autorité ducal et était subordonnée au grand maître des finances pour diverses questions (5). Le 29 mars 1662, Charles IV ordonna aux gens des comptes

(1) Arch. Meuse, B. 273, f° 285.

(2) Arch. Meuse, B. 614.

(3) Arch. de la Meuse, B. 614.

(4) Ibid., B. 615.

(5) Le chef des finances avait entrée à la Chambre des comptes. Le 29 mars 1610 après dîner, le comte de Tournielle, chef des finances, s'y rendit et fit « un petit discours de bonté et le Sr Preudhomme lui a répondu comme plus ancien (des conseillers) par forme de congratulation ». *Journal de G. Le Marlorat*, p. 62.

de Lorraine et Barrois de « recognoistre Mons. le Prince
« de Lixheim pour grand maistre et chef des finances
« et de le recevoir pour tel ne faisant rien sans et sur
« son advis, luy donnant généralement part de tout ainsy
« qu'il convient selon sadite charge » (1).

(1) Arch. Meuse, B. 272, f^o 128.

CHAPITRE IV

Fonctions de la Chambre des comptes comme Cour des aides.

Principaux impôts. — Le souverain fixait la somme à imposer sur les deux duchés. — Plaintes de la Chambre de Bar au sujet de la part supportée par le Barrois. — Travail de répartition. — Enquête préalable. — Répartition entre les communautés par la Chambre. — Répartition entre les contribuables. — Levée des deniers. — Contentieux.

Primitivement, les souverains de la Lorraine et du Barrois n'eurent d'autres ressources que les produits du domaine ; aussi durent-ils recourir de bonne heure aux impôts pour faire face aux dépenses. Les subsides furent d'abord demandés par le prince et accordés par les populations. Ils reçurent le nom d'aides, mais le duc finit par imposer d'autorité ses sujets. D'autre part, ces nouvelles ressources, d'abord extraordinaires et momentanées,

devinrent régulières et permanentes. On les divise d'habitude en impôts directs et indirects. Les premiers comprennent notamment la taille, la capitation et le vingtième. La taille portait sur le revenu considéré dans son ensemble. Tous les contribuables, même les journaliers, étaient taxés d'après leurs facultés, c'est-à-dire d'après leur revenu, qu'elle qu'en fût la source ; cependant, tous les sujets du duc n'étaient pas « taillables ». Il y avait des privilégiés. La taille était un impôt de répartition et non de quotité. Le pouvoir central ne déterminait pas directement le montant de la contribution de chaque sujet ; il fixait seulement la somme totale que devait fournir la taille. La cote de chaque contribuable se trouvait indiquée par une série de répartitions que nous décrivons plus loin.

La capitation et le vingtième étaient des impôts plus récents que la taille. Le second, véritable taxe sur le revenu, ne datait en Lorraine et Barrois que de la deuxième moitié du xviii^e siècle. Aussi nous nous plaçons à cette époque pour examiner les fonctions de la Chambre comme Cour des aides.

Les principaux impôts indirects étaient les aides, la gabelle et les traites. Ordinairement, ils étaient affermés, tandis que les impôts directs se recouvraient par l'intermédiaire des agents ducaux. Les ducs laissaient à la Chambre des comptes le soin de fixer la contribution de chaque communauté dans le Barrois et de faire procéder à la levée des deniers. Les magistrats de la Cour donnaient à cet effet les instructions nécessaires. A partir du xvi^e siècle, les subsides que les princes demandèrent à leurs sujets furent presque toujours

répartis par la Chambre entre les villes du Barrois. Les rois de France même, pendant leur domination sur le duché de Bar, confièrent cette tâche aux anciens officiers des comptes. En 1634, Louis XIII fixa le montant de l'aide à percevoir et chargea la Chambre du soin de la répartition et de la centralisation des deniers. Lorsqu'on décida la démolition des fortifications de Nancy, le duché de Bar fut taxé à 30.000 francs barrois pour sa part contributive dans la dépense. La Chambre de Bar, selon l'usage, répartit et fit rentrer l'impôt dans son ressort. Toutefois, la répartition du vingtième ne lui fut pas confiée pendant quelque temps. Par édit de décembre 1749, la Lorraine et le Barrois furent assujettis au paiement du vingtième dont ils avaient toujours été exempts (1). En raison de la misère qui régnait dans le Barrois, la Cour de Bar adressa des doléances au roi. Elle faisait ressortir que les populations étaient hors d'état de supporter ce nouvel impôt et suppliait le prince d'en affranchir le duché de Bar. M. de la Galaizière, chancelier du roi de Pologne, profita de cet incident pour se faire attribuer la direction de la répartition de l'impôt. Il eut d'autant plus facile de l'obtenir que, par l'édit de décembre 1749, il avait été commis par le roi pour faire exécuter les instructions relatives au vingtième. Aussi, le 21 mars 1750, Stanislas rendit cet arrêt : « les « rolles de l'imposition du vingtième seront arrêtés et « rendus exécutoires par M. le Chancelier, commissaire

(1) *Recueil des Ordonnances*, T. VIII, p. 145.

« départi, par devant lequel les difficultés qui pourront
« survenir à l'occasion dudit recouvrement seront por-
« tées, pour y être par lui statuées, sa Majesté lui en attri-
« buant toute connaissance et juridiction... » (1). Cet
état de choses ne dura pas. La Chambre se trouvait
atteinte dans sa constitution même. Elle ne pouvait se
laisser dépouiller ainsi. Lorsqu'un second vingtième fut
imposé, elle présenta de nouvelles doléances au roi. Elle
lui demanda de déterminer une somme fixe pour ce
second vingtième. Elle le pria aussi de faire peser cet
impôt sur les deux duchés proportionnellement à leurs
ressources. Elle réclama en outre le droit de répartir le
contingent entre les diverses paroisses du Barrois. Elle
aboutit dans ses revendications. Cependant, en 1767,
Stanislas imposa aux populations de Lorraine et de Bar-
rois le paiement d'une nouvelle somme de 30.000 fr.
pour la construction de casernes à Nancy. Il chargea
son Intendant d'arrêter les états de répartition et se
réserva la connaissance des différends soulevés par le
recouvrement de cet impôt. La Chambre lui adressa de
nouvelles « remontrances ». Ainsi les princes oublièrent
parfois qu'ils disposaient d'un corps constitué pour pro-
céder à la distribution de l'impôt entre les diverses
paroisses du Barrois. Cependant on peut dire qu'en prin-
cipe la Chambre fut chargée de ce travail de répartition
et exerça, à ce point de vue, des fonctions semblables à
celles de nos conseils d'arrondissement actuels.

(1) *Recueil des Ordonnances*, T. VIII, p. 146.

C'était le duc qui fixait le montant de l'impôt. Il donnait des instructions aux gens des comptes pour la levée des contributions.

Il s'éleva souvent des difficultés entre le duc et ses Chambres des comptes au sujet de la part d'impôts que devaient supporter les deux duchés. La Cour des finances du Barrois se plaignait de la fraction attribuée à ce duché. De 1700 à 1703, la Lorraine paya les deux tiers des impôts, et le Barrois l'autre tiers. En 1703, les habitants des villages et communautés situés sur la frontière d'Allemagne furent particulièrement éprouvés par le passage de troupes étrangères ; en compensation des pertes qu'ils subirent de ce fait, la Lorraine fut déchargée d'une partie des impositions. Elle en paya les trois cinquièmes et le Barrois les deux autres. En 1704, 1705 et 1706, le duché de Bar profita d'une légère réduction, qu'il prétendait insuffisante. Pour imposer les deux duchés proportionnellement à leurs ressources, Léopold fit entreprendre, en 1706, une enquête dans le pays par des magistrats pris dans les deux Chambres. A la suite de ce travail, le Barrois fut taxé jusqu'en 1738, pour une somme inférieure aux deux cinquièmes des impositions. Cette même année, le roi fixa le montant des subsides pour les deux duchés à 2.066.666 fr. dont la Lorraine ne devait supporter que trois cinquièmes. La Chambre des comptes de Bar présenta alors des observations au prince. Elle les réitéra chaque fois que le montant des impositions fut augmenté. Dans le mémoire qu'elle adressa au roi Stanislas au sujet des impôts de l'année 1755, elle lui fit remarquer que l'épuisement des ressources du pays avait provoqué l'emprisonnement des collecteurs, et que

pour pourvoir au déficit, il avait fallu réimposer les communautés à peu près solvables pour récupérer les sommes que les habitants ruinés n'avaient pu verser au trésor.

Bien que le Barrois ait eu à payer les deux cinquièmes des impôts à partir de 1738, les gens des comptes de Bar estimaient que cette proportion n'était pas en rapport avec la richesse respective des deux duchés. La Chambre de Lorraine prétendait, au contraire, que cette quote part correspondait aux ressources du pays. Pour mettre fin aux réclamations de la Cour de Barrois, Stanislas prescrivit une conférence entre les délégués des deux Chambres. M. de la Galaizière adressa à cet effet la lettre suivante à la Cour de Bar, le 11 janvier 1755 : « Il y a
« longtemps, Messieurs, que la Chambre se plaint de
« l'inégalité dans la répartition des impositions de la
« Lorraine et du Barrois. Le contingent de cette
« dernière province est fixé aux deux cinquièmes : mais
« la Chambre des comptes de Lorraine soutient toujours
« que c'est la véritable proportion, il est donc essentiel
« d'établir une bonne fois cet équilibre pour éviter une
« surcharge respective des peuples.

« A cet effet, sa majesté a jugé à propos d'établir des
« conférences à Nancy, entre députés de l'une et de
« l'autre Chambre, pour, sur les éclaircissements et
« papiers qui seront produits de part et d'autre, par-
« venir à constater ce point important. Elle a nommé
« pour la Chambre des comptes de Nancy MM. Antoine
« père et Banduin, et pour celle de Bar MM. de Vassi-
« mont et Magot qui se rendront à Nancy le plutôt pos-
« sible, avec les pièces dont vous jugerez à propos de les
« charger pour remplir exactement l'objet de leur commis-

« sion pendant laquelle ils participeront quoique absents, « aux émoluments de leurs charges » (1).

Pour déterminer le montant de la contribution respective que devait supporter chacun des deux duchés, les commissaires recherchèrent quel était le nombre d'habitants imposables par duché et les revenus approximatifs de chacun d'eux. Dès qu'ils eurent ces renseignements, ils fixèrent pour le Barrois une part inférieure aux deux cinquièmes (2).

Quand le duc avait déterminé le montant des subsides à réclamer, la Chambre procédait à la répartition du contingent entre les diverses paroisses de son ressort (3). Au préalable, elle faisait des enquêtes pour connaître la

(1). Arch. de la Meuse, B. 292, p. 85.

(2) Ils se sont fait représenter les contrôles des deux Chambres de l'année 1754, d'après lesquels le nombre des contribuables atteignait 90,548 en Lorraine et 42,178 en Barrois. Les contribuables lorrains comprenaient 13,054 laboureurs et 77,494 manœuvres. Le Barrois possédait 7,486 laboureurs et 34,692 manœuvres ; mais les cultures du Barrois étaient moins importantes en général que celles des Lorrains. On constate que dans les duchés, beaucoup ne cultivaient qu'un quart et même qu'un demi-quart de « charrue ». Arch. Meuse, B. 292, f° 85. On appelait « charrue » l'étendue du terrain qui exigeait le travail de six chevaux de labour.

Les Chambres des comptes de Lorraine et Barrois répartissaient annuellement plus de 4 millions de francs sur lesquels elles prélevaient entre elles environ 34,000 livres. La Chambre de Bar recevait environ 10,890 livres.

(3) Le ressort de la Chambre comprenait en 1789, six recettes : celle de Bar, de Bourmont, de Briey, d'Etain, de Saint-Mihiel, de Pont-à-Mousson. Cf. Arch. de la Meuse, L. 715. Un état de répartition des impôts contenant la division du Barrois en recettes et l'énumération des villes et communautés de chacune d'elles. Cf. aussi, Bibl. mun., état par ordre alphab. des villes du ressort de la Chambre.

situation économique du pays et répartir l'impôt d'après les ressources de chaque communauté. Après le traité de Ryswick, Léopold « voulant que la possibilité de chaque « paroisse déterminât la contribution, ordonna en 1698. « une visite provisoire des villages et villes des duchés » (1). Ce travail fut terminé en 1706 par les commissaires de la Chambre des comptes de Bar dans son ressort. Ils se transportèrent dans toutes les parties du duché ; ils firent mesurer l'étendue des territoires ; ils en firent évaluer les produits. Ils s'assurèrent du nombre d'habitants, de la prospérité et de l'importance de leur commerce et de leur industrie. Rien n'échappa à leurs recherches. A partir de cette époque, on procéda chaque année à une nouvelle enquête. A cet effet, le pays était divisé en autant de « départements » que la Chambre avait de magistrats. Chaque conseiller appréciait l'état économique de sa circonscription. Il faisait une étude particulière des ressources.

Ils s'informait des événements qui étaient survenus pendant l'année. Il se renseignait sur l'état de la récolte de son canton, s'assurait du nombre de contribuables et de « charrues ». Il lui fallait vérifier les déclarations des contribuables. Ces derniers n'avaient pas le produit exact qu'ils retiraient de leurs terres. En 1707, on voit la Chambre prendre des mesures nécessaires pour connaître le revenu des deniers patrimoniaux et des octrois. Elle s'était aperçue que les sommes déclarées par les habitants d'Etain à l'un de ses membres, Hamel, com-

(1) Arch. Meuse, B. 2948. Remontrances datées de 1767.

mis à cet effet, étaient inférieures au produit réel des deniers patrimoniaux et des octrois (1). Après avoir ainsi étudié avec soin la situation économique de son département chaque conseiller proposait les parts à assigner dans la répartition générale aux communautés qui dépendaient de son ressort. La Chambre examinait l'avis de chaque magistrat sur son département, le pesait, le comparait à celui de ses collègues, le rapprochait des avis émis les années précédentes. Elle s'efforçait d'agir avec impartialité et humanité en tenant compte autant que possible de la misère et de la pauvreté des circonscriptions déshéritées par la nature. Elle examinait aussi les titres de ceux qui ne payaient pas l'impôt pour déterminer le nombre de contribuables par communauté.

Une fois l'état général de répartition dressé, la Chambre envoyait à chaque ville ou village un état de son imposition. On publiait le rôle le dimanche ou jour de fête qui suivait la remise ; la communauté s'assemblait et choisissait trois asseyeurs et trois collecteurs. Dans quelques cas, le nombre des asseyeurs était plus élevé (2). Ils

(1) Arch. de la Meuse, B, 275, f^o 129.

(2) Vu par la Chambre du conseil et des comptes, Cour des aides et des monnaies du duché de Bar les remontrances à elle faites sur l'inégalité de la répartition annuelle des impositions de la ville de Ligny à quoi voulant remédier, ouï le rapport de M. de Lamorre Willambois, conseiller commissaire en cette partie, la Chambre ordonne qu'en l'année prochaine 1769, et pour cette fois seulement, il sera fait choix de deux asseyeurs dans chacune de trois classes, haute, moyenne et basse de la ville de Ligny, ce qui, sans tirer à conséquence pour l'avenir, formera le nombre de six asseyeurs ». Arch. de la Meuse, B, 298, f^o 116 verso.

étaient chargés de la répartition dans la communauté. Leurs opérations devaient être terminées dans la huitaine. Les collecteurs procédaient ensuite et sans retard à la levée des deniers.

Les agents de répartition et de collecte travaillaient gratuitement, cependant à certaines époques ils furent rénumérés de leurs peines.

La Chambre surveillait la répartition que chaque paroisse faisait parmi ses feux. Elle pressait aussi la rentrée de l'impôt. Les sommes recouvrées par les collecteurs étaient remises aux receveurs des domaines. Le Trésorier général centralisait les fonds et les tenait à la disposition du duc. Les receveurs touchaient un salaire pour leur travail. Dans l'ordonnance que Charles IV adressait en 1664 aux gens des comptes, il s'exprimait ainsi : « Enjoignons à tous magistrats, prévosts, maires et autres « officiers de police qu'il appartiendra de faire la « levée... de la somme à laquelle lesdits lieux se trouveront côtisés par lesdites subdivisions, le tout en la « forme et manière qu'il a été fait ci-devant, pour être les « deniers mis es mains des receveurs de nos domaines « ou aultres qui seront par vous commis, et par eulx portés et délivrés à nostre thrésorier général de nos finances « auxquels receveurs vous accorderez salaires raisonnables, leur faisant très expresses inhibitions et défenses « de ne rien exiger des communautés et particuliers au « delà des sommes qu'ils sont cotisés à peine de concussion » (1).

Des contestations s'élevaient assez fréquemment au

(1) Arch. de la Meuse, B, 272, f° 77.

malgré les précautions prises par la Cour des comptes. sujet des opérations de répartition et de levée de l'impôt C'était elle qui les tranchait. Ses décisions étaient promptes et peu coûteuses. Pour juger les incidents soulevés, plusieurs conseillers restaient assemblés pendant les six premières semaines qui suivaient la fixation de la taxe de chaque contribuable. Les agents, participant à la répartition et à la levée de l'impôt, leur présentaient des mémoires sur les difficultés qui les arrêtaient. Les mémoires examinés, les magistrats rendaient leurs décisions. Avec cette méthode, s'il survenait quelques différends, la Chambre les terminait rapidement. Les parties comparaissaient à l'échéance de l'assignation. On n'accordait ni remises ni délais. D'habitude, les causes étaient jugées définitivement dès la première audience. Il fallait qu'elles fussent réglées « sans aucunes longueurs de procédure qui sont l'apanage des juges ordinaires, car, » disait-on, c'est anéantir la taille que d'en différer le « recouvrement » (1).

Les réclamations étaient formulées soit par les communautés, soit par les contribuables isolément. Elles avaient pour objet la réintégration au rôle, un dégrèvement partiel ou une décharge totale. Ordinairement, ces réclamations étaient fondées sur la misère et le dénuement des populations, sur la diminution du nombre d'habitants, sur les ravages causés par des guerres continuelles. Tantôt la Chambre faisait droit aux suppliques ; tantôt elle les rejetait ; tantôt elle sursoyait jusqu'à plus ample

(1) Arch. de la Meuse, B. 2934. Mémoire de 1729 sur les impositions.

informé. En 1665, les habitants d'Erize-Saint-Dizier lui exposèrent que, par suite des guerres, le village ne comprenait plus que quatorze habitants, indépendamment des veuves, et que tous étaient endettés. Ils demandèrent à la chambre de les exonérer de l'impôt. Elle fit droit à leur réclamation et décida qu'on ne les taxerait pas à la répartition suivante (1). Certaines demandes en décharge étaient adressées au duc qui, seul, pouvait accorder des faveurs. Il renvoyait les suppliques à la Chambre qui informait. En 1664, les habitants de Laheycourt demandèrent une exonération d'impôt. Ils exposaient que pendant les guerres ils avaient vendu leurs paquis, usages, cloches et contracté de grands emprunts s'élevant à 70,000 fr., tant en principal qu'intérêts. Ils déclaraient que leur finage avait été grêlé et qu'ils avaient perdu du bétail. La Chambre rejeta leur requête ; mais, au préalable, elle avait pris des renseignements.

Elle réglait définitivement les difficultés qui s'élevaient non seulement au sujet des tailles, subventions, etc., mais encore des aides, gabelles, traites, octrois, tabacs, timbre, etc. ; en un mot, elle jugeait en dernier ressort tout le contentieux des impositions publiques. Elle connaissait de tous les procès relatifs aux impôts. Toutefois, certains étaient tranchés en première instance par des juges spéciaux. Ainsi les « grénétiers » examinaient en premier ressort les différends concernant les gabelles ; mais la Chambre décidait en dernier ressort. Elle jugeait souverainement les affaires relatives aux deniers du duc, aux débets, aux contestations pour les exécutoires, aux

(1) Arch. de la Meuse, B. 273, fo 606.

contrats passés entre les fermiers traitants, etc. C'est en qualité de Cour des aides qu'elle enregistrait les décisions ducalcs ou royales portant établissement ou décharge d'impôt. En conséquence, les lettres d'anoblissement et de réhabilitation de noblesse, qui entraînaient des exemptions d'impôts, étaient enregistrées à la Chambre.

Elle eut de nombreuses luttes à soutenir avec l'intendant et divers tribunaux au sujet de sa juridiction sur les impositions publiques. Certains souverains lui retirèrent quelquefois la connaissance des différends soulevés par les impôts ; mais, bien plus souvent, ce fut le désir de plusieurs compagnies d'empiéter sur la compétence de la Cour qui donna lieu à des querelles. Voulant y mettre fin, Charles IV rendit, le 22 décembre 1661 une ordonnance où il disait : « Nous... avons attribué et attribuons comme d'ancienneté, la connaissance
« de tous les conduits, aides, impôts et autres deniers
« qui se lèveront à l'avenir, tant sur les villes que les
« villages de notre duché de Bar, circonstances et dépendances, à nos très chers et féaux les président, conseillers et auditeurs de notre Chambre des comptes et
« du conseil de Bar, avec deffense à notre Chambre des
« comptes de Lorraine et à tous autres d'en connoître à
« l'advenir pour quelle cause ni prétexte que ce puisse
« estre, révoquant à cet effet tous aultres mandemens
« contraires » (1).

(1) Arch. Meuse, B. 2943.

CHAPITRE V

Fonctions de la Chambre des Comptes en tant que Cour des monnaies.

Droit de battre monnaie dans le Barrois. Examen de la comptabilité des maîtres de la monnaie. Enregistrement des ordonnances et déclarations concernant la monnaie. Surveillance du corps des orfèvres.

On suppose que les anciens comtes du Barrois battirent monnaie primitivement, ainsi que leurs voisins, bien qu'on n'ait découvert aucune monnaie de leur époque. Selon toute probabilité, ils n'avaient pas d'hôtel de la monnaie et exerçaient le droit de monnayage dans leur château. Les premières espèces barroises que l'on possède datent de Henri II (1214-1240). A partir de cette époque, les souverains du barrois frappèrent monnaie dans divers ateliers. Le premier que l'on connaît est celui de Bar qui existait sûrement sous Edouard I^{er} (1302-1336) ; mais, en favorisant le développement

de l'atelier de Saint-Mihiel, le traité de Bruges (1301) dut avoir pour conséquence la disparition, au commencement du x^ve siècle, de celui de Bar, qui fut réouvert postérieurement en vertu du concordat de 1571, par lequel Charles IX, roi de France, accordait au duc de Lorraine droit de « jouir et user librement de tous « les droits de régale et de souveraineté ». Ainsi le duc Charles III put battre à nouveau monnaie dans le Barrois mouvant. Les autres ateliers du Barrois furent installés à Saint-Mihiel, Mousson, La Marche, Clermont, Etain et Varennes. Lorsque les souverains du Barrois transportèrent leur résidence à Nancy, ils firent surtout frapper leur monnaie en Lorraine, de sorte que les attributions de la Chambre de Bar, en tant que Cour des monnaies, devinrent secondaires.

Les maîtres de la monnaie du Barrois soumettaient leur comptabilité à la Chambre ; souvent, au xiv^e siècle, ils présentèrent leurs comptes au prince lui-même, assisté de fonctionnaires. Le 16 février 1373, Willaume de Nancy « compta à M. le duc de Bar, en la présence de « Humbelet de Gondrecourt » (1). Il va sans dire qu'à cette époque les gens des comptes ne formaient pas encore une Cour indépendante digne de ce nom.

Le prince chargeait aussi les « compteurs » d'apurer la gestion des « maîtres des monnaies ». « Si mandons « par ces présentes lettres ad nos compteurs, écrivait « Yolans de Flandre en 1355, que les deniers et florins

(1) MAXE-WERLY. — *Hist. munismatique du Barrois*, Bruxelles, Gomeare, 1895, p. 172.

« dessus dictz li comptent en ses premiers comptes sans
« attendre aultre mandement ni commandement de la
« part de nous » (1).

Dans le bail des monnaies du Barrois passé le 20 juillet 1372, le duc Robert s'exprimait ainsi : « si mandons par
« ces présentes aux députés à oïr nos comptes que ladite
« somme comptent et rabattent es premiers comptes
« dudit Willaume sans avoir aultre mandement » (2).

La vérification des comptes eut lieu d'abord soit dans la province grâce aux tournées des « compteurs » soit à Bar. Ainsi Willaume Priney « compta à Saint-Mihiel » le 10 février 1366 (3), et il « compta à Bar » le 16 février 1373.

Les maîtres de la monnaie rendaient compte de leurs opérations en qualité de monnayeurs. Dans l'état dressé en 1322 par Jennet Petitprêtre, receveur général du Barrois, il est dit : « Lxxxiii^l x^s des monnouers de Bar,
« par compte fait à Jean l'orfeivre, maistre de la monnoie,
« présent Mons Jaque le receveur et Jehan Philippin,
« bailli de Bar, pour l'uevre de mil mars d'argent qu'ils
« ouvrèrent, dès le mercredi devant la Saint-Bartholemeu
« jusques au Vandredi à soir, toute jour, après la Tous-
« saint, et en eurent la lettre le receveur par laquelle
« toutes lettres faictes devant furent annullées » (4). Leurs

(1) MAXE-WERLY. — *Hist. munism.*, p. 99.

(2) Ibid.. p. 169.

(3) Bibl. nationale. Collection du Puy, t. 576, p. 57. Fonds français, 1869, p. 91.

(4) MAXE-WERLY. — *Recherches historiques sur les monnayeurs et les ateliers monétaires du Barrois*. Gobbaerts, Bruxelles, 1874, p. 14, note 3.

comptes indiquaient « toutes les recettes et dépenses « faictes... pour Monsieur le duc du faict desdittes « monnoies » (1). Ils mentionnaient la quantité des monnaies frappées, leur titre, leur valeur et la part qui revenait au prince.

Au xiv^e siècle, ils furent parfois chargés de régler diverses dépenses sur l'ordre du roi et d'encaisser les impôts. Thibaut, seigneur de Blamont, qui reçut les aides de la prévôté de la Marche, le 23 octobre 1359, les versa, sur l'ordre du duc, à Jean Noble, monnayeur chargé de les recevoir (2). En tant que collecteurs d'impôts, leur gestion était encore vérifiée par la Chambre.

Cette dernière enregistrait et faisait exécuter les ordonnances, déclarations et édits concernant les monnaies, les augmentations, diminutions, suppressions ou « décriés » de billon, etc. Ce fut son principal rôle comme Cour des monnaies. Pour empêcher les monnaies de sortir du pays, le Conseil d'État rendit un arrêt le 28 décembre 1715 et adressa un mandement aux Chambres des comptes de Lorraine et de Bar « faisant cours « des monnoyes, de tenir la main à l'exécution du présent « arrest » (3).

Elle s'occupait aussi de la circulation de la monnaie. Le 23 avril 1664, elle donna un règlement par lequel elle ordonnait que les « gruiers, receveurs, celleriers et tous « autres comptables de cette Chambre continueront de

(1) MAXE-WERLY. — *Hist. numismatique*, p. 167.

(2) MAXE-WERLY. — *Recherches hist. sur les monayeurs*, p. 14, note 3.

(3) Arch. Meuse, B. 278, fo 35.

« faire payer lesdits cens, rentes, prestations, tailles
« abornées et autres redevances créées et constituées
« avant l'année 1598 en gros sols et deniers à ladite
« raison de 12 gros sols pour 35 gros monnoie cou-
« rante... » (1).

Elle était « juge du fait des monnoies » et fut spécialement chargée, par lettres des 28 avril et 24 juin 1765, de la surveillance du corps des orfèvres qui fut placé « sous sa juridiction immédiate et exclusive ». « C'est par devant elle, écrivait le procureur général du Barrois en 1778, qu'ils (les orfèvres) doivent être reçus, c'est elle qui veille sur leur travail et garantit par là la confiance publique » (2).

Ils prêtaient serment entre ses mains. Barthelemy Robert, autorisé, par grâce spéciale du roi, à exercer à Bar la profession d'orfèvre « surnuméraire », prêta serment devant elle le 2 décembre 1776. Dans son règlement du 20 décembre 1511, le duc Antoine ordonna aux « changeurs ou à leurs commis... de faire bon et leal « serment, en nos Chambres des comptes à Nancy et à « Bar, de bien et loyaument exercer et faire leurs « offices » (3).

Si l'on en croit les gens des comptes de Bar, leur justice était prompte, gratuite, affranchie de toute procédure, et offrait toute garantie au public et au corps des orfèvres, monnayeurs, etc. Néanmoins, par édit de

(1) Dict. de Rogeville, t. II, p. 124.

(2) LE PAIGE. — Coutume de Bar-le-Duc, Toul, Carez, 1783, p. 18.

(3) Dict. de Rogeville, II, p. 101.

février de 1782, dans le but de « maintenir sur des principes uniformes » toutes ses cours des monnaies et d'égaliser leurs attributions, Louis XVI retira de la juridiction des Chambres des comptes de Nancy et de Bar « la connaissance qu'elles avaient cy-devant sur le fait des monnoyes ainsi que sur le titre, emploi, vente et achat des matières d'or et d'argent, circonstances et dépendances », pour la confier à sa Cour des monnaies de Paris, et il donna aux Chambres de Lorraine et Barrois des attributions semblables à celles des autres Cours du royaume.

Procédure. — La forme de procéder devant la Chambre des comptes était à peu près la même que celle indiquée pour agir au civil dans le Barrois. — Les actions étaient intentées par requêtes exposant sommairement les moyens de la demande. Le procureur ou la partie elle-même les signait. Voici les premières lignes d'un modèle de requête : « A nos seigneurs de la Chambre des comptes — Supplie humblement N laboureur demeurant à ... » etc. — Un conseiller répondait par un « décret d'assignation » mis au bas de la requête, et ainsi conçu : « Permis d'assigner », il était daté et signé. L'huissier délivrait ensuite, soit à personne soit à domicile, l'assignation rédigée par écrit. Il mentionnait la personne à qui il avait parlé. Lorsqu'il ne trouvait personne à la maison, il attachait, à la porte, son exploit signé de deux témoins.

La Chambre avait le privilège de faire décerner des assignations « à longs délais » ; mais toutes devaient être données « à jour certain », c'est-à-dire que le jour de la comparution devait être fixé.

La marche de la procédure était à peu près conforme à celle prescrite aujourd'hui.

Les règles concernant la tenue des avocats aux audiences étaient presque les mêmes que celles observées encore actuellement. Les avocats se découvraient pour lire leurs conclusions et plaidaient cou-

verts ; mais il n'était pas permis aux procureurs de « porter le bonnet », aussi ils restaient tête nue à tous moments. Pendant que l'avocat du demandeur se tenait debout et découvert, celui de la partie adverse devait se lever et rester tête nue jusqu'au moment où son confrère avait terminé de conclure. (Cf., *Les Eléments du Barreau*, par MAILLET, maître des comptes du Barrois, François Midon, Nancy, 1766).

CONCLUSION

De l'ensemble de nos recherches, il apparaît nettement à notre avis, que la Chambre des comptes du Barrois tenait autrefois une place prépondérante dans l'administration du duché.

On sent que ses officiers, dévoués à leur souverain, fiers de leurs prérogatives, avaient conscience de leur mission. Aussi leurs charges, fort recherchées, ne sortaient guère des mêmes familles. Ces magistrats se considéraient comme les vrais gardiens des finances. Dépositaires de vieilles traditions de probité, de justice et de sagesse, unis entre eux par une mutuelle sympathie, ils avaient la force de la cohésion ; et dans les moments difficiles, ils surent s'entendre pour lutter victorieusement contre leurs ennemis.

Ils s'ingénierent à rendre équitables les répartitions de l'impôt entre les contribuables. Parfois, ils défendirent contre le prince les libertés et franchises qu'il avait accordées. Souvent, ils réclamèrent des diminutions d'impôts pour le Barrois, en présentant le sombre tableau des misères publiques.

Cependant certains voyaient les gens des comptes avec méfiance, les accusaient d'ignorance, de complicité dans l'oppression d'un peuple ruiné, leur reprochaient un

esprit trop fiscal et leur asservissement aux volontés du duc. Dans un pamphlet véhément de 1711 (1) les habitants de Bar déclaraient que ces magistrats étaient « aveuglément dévoués » à exécuter les ordres du prince « quoique contraires à leurs privilèges et à leurs libertés » : ils affirmaient aussi qu'ils faisaient prévaloir leur intérêt particulier sur l'intérêt général.

Pour nous, malgré ces amers reproches, nous estimons que la Chambre fut un rouage nécessaire et remplit un rôle utile. Elle subsista tant que le Barrois jouit du reste d'autonomie administrative que lui avaient conservé les rois de France ; elle disparut sous la Révolution lorsqu'elle n'eut plus sa raison d'être.

(1) Arch. Meuse, B. 2946.

Vu

Le Président de la Thèse,

J. GAVET.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de droit,

R. BLONDEL

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT.

Nancy, le 6 Janvier 1908.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	I
INTRODUCTION.	III
PREMIÈRE PARTIE. — CHAPITRE PREMIER. — Date d'apparition de la Chambre.	4
CHAPITRE II. — Histoire générale du x ^v e siècle au xviii ^e	16
DEUXIÈME PARTIE. — Le Personnel	41
CHAPITRE PREMIER. — Composition de la Chambre.	41
CHAPITRE II. — Le nombre des conseillers. Leurs rétributions	56
CHAPITRE III. — Les offices de conseillers. Condi- tions de réception. Expectative et survivance. Honorariat.	96
CHAPITRE IV. — Prestation de serment des gens des Comptes. Leur costume. Participation de la Chambre aux cérémonies officielles. Les bâti- ments de la Chambre. Les Jetons.	83
TROISIÈME PARTIE. -- Attributions de la Chambre.	95
CHAPITRE PREMIER. — Fonctions comme Chambre du Conseil	97

CHAPITRE II. — Fonctions comme Chambre du domaine	101
CHAPITRE III. — Fonctions comme Cour des Comptes.	125
CHAPITRE IV. — Fonctions comme Cour des Aides.	135
CHAPITRE V. — Fonctions comme Cour des mon- naies	148
CONCLUSION.	155



